



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2023

Revue Internationale

**Face à la fuite en avant dans le chaos et la guerre
Développement mondial de la lutte de classe**

**Résolution sur la situation internationale
(décembre 2023)**

**Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine,
en Azerbaïdjan... Le capitalisme sème la mort !**

Appel de la Gauche communiste

**Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation
impérialiste, de barbarie et de destruction**

**Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : la terrifiante
réalité de la décomposition du capitalisme**

**Les atrocités de la guerre utilisées pour justifier
de nouvelles atrocités**

**Les USA : Superpuissance dans la décadence
du capitalisme, aujourd'hui épicentre
de la décomposition sociale (Partie II)**

**Après la rupture dans la lutte de classe,
la nécessité de la politisation des luttes**

**Critique des soi-disant "communistes"
(Troisième partie) : Jacques Camatte, du
bordiguisme à la négation du prolétariat (parties 1 et 2)**

171

*3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois*

- 1 Face à la fuite en avant dans le chaos et la guerre**
Développement mondial de la lutte de classe
Les convulsions du capitalisme ; Un nouveau palier est atteint dans la montée des périls
Le futur appartient à la lutte de classe ; Le rôle et les responsabilités des révolutionnaires
- 6 Résolution sur la situation internationale, décembre 2023**
Tract international
- 9 Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine, en Azerbaïdjan...**
Le capitalisme sème la mort! Comment l'en empêcher ?
- 11 Appel de la Gauche communiste**
- 12 Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation impérialiste, de barbarie et de destruction**
La guerre tend à devenir permanente et exprime ainsi la tendance de la guerre à devenir le mode de vie du capitalisme ; Une guerre totale ; L'irrationalité de la guerre en période de décomposition ; La situation de la classe ouvrière
- 18 Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : la terrifiante réalité de la décomposition du capitalisme**
Le Moyen-Orient, illustration par excellence du pourrissement sur pied du capitalisme
Guerre de Gaza : irrationalité et barbarie croissantes des confrontations impérialistes
La classe ouvrière confrontée à la barbarie d'un système en décomposition
La croisade contre les « États voyous » ; La politique « America First » rompt avec l'ambition d'instaurer un nouvel ordre mondial ; La politique de provocation envers le challenger chinois
- 23 Les atrocités de la guerre utilisées pour justifier de nouvelles atrocités**
Les aveux des défenseurs de l'ordre capitaliste ; La guerre du Camp du BIEN contre le Camp du MAL ; La dénonciation de l'hypocrisie des "démocraties" par la Gauche communiste
Ces millions de morts réclament vengeance...
- 27 Les USA : Superpuissance dans la décadence du capitalisme, aujourd'hui épice de la décomposition sociale (Partie II)**
L'implosion du bloc soviétique exacerbe le chacun pour soi et le chaos mondial
Un « nouvel ordre mondial » contre l'expansion du chaos ; La croisade contre les « États voyous » : La politique « America First » rompt avec l'ambition d'instaurer un nouvel ordre mondial : La politique de provocation envers le challenger chinois
- 36 Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes**
Quelle démarche pour comprendre la signification de la reprise actuelle de la lutte ?
1930-1940-1950 ; 1968 ; 1970-1980 ; 1990... ; 2020...
Face aux effets dévastateurs de la décomposition, le prolétariat va devoir politiser ses luttes
Fragmentation sociale versus solidarité ouvrière ; Guerre versus internationalisme ;
Irrationalité populiste versus conscience révolutionnaire
- Critique des soi-disant "communistes" (Troisième partie)*
- 46 Jacques Camatte : du bordiguisme à la négation du prolétariat (1ère partie)**
- 52 Jacques Camatte : du bordiguisme à la négation du prolétariat (2ème partie)**

Face à la fuite en avant dans le chaos et la guerre

Développement mondial de la lutte de classe

Toutes les calamités générées par le capitalisme, l'exploitation, la misère, le chômage, les catastrophes climatiques, la guerre pèsent de plus en plus lourdement et dramatiquement sur la vie de la société et en particulier sur la classe exploitée et les miséreux du monde. Ainsi, le conflit meurtrier en Ukraine semble parti pour durer jusqu'à épuisement des deux protagonistes, quant à celui plus récent et particulièrement barbare au Moyen-Orient, entre Israël et le Hamas, il comporte des risques d'escalade guerrière incontrôlée dans la région. Cependant, une autre dynamique opposée à celle de la barbarie généralisée émerge dans la société : après 30 années de paralysie face aux attaques de la bourgeoisie, notre classe commence à résister à travers des luttes souvent très massives face à de nouvelles attaques plus violentes. Cette autre dynamique, à l'œuvre depuis l'été de la colère en 2022 au Royaume Uni, illustre l'existence dans la société de deux pôles opposés et antagoniques .

D'un côté, une spirale infernale de convulsions, de chaos et de destruction, dont le moteur sera de plus en plus la guerre impérialiste et la militarisation générale de la société mêlant leurs effets à ceux de la décomposition de la société¹, de la crise économique, de la crise écologique. Tous ces facteurs n'agissent pas indépendamment les uns des autres mais se combinent, interagissent pour produire un "effet tourbillon" (dont les plus clairvoyantes instances de la bourgeoisie mondiale ne peuvent faire autrement que de reconnaître l'existence²) qui concentre, catalyse et multiplie chacun des effets propres aux divers facteurs en cause, provoquant une dévastation à un niveau encore supérieur.

De l'autre côté, stimulée par un déferlement d'attaques économiques conduisant à une dégradation considérable de ses conditions de vie, la classe ouvrière se manifeste sur son terrain

de classe avec détermination et souvent massivement dans les principaux pays industrialisés du monde.

La dynamique du premier pôle – la spirale de convulsions du capitalisme – ne peut qu'aboutir à un enfoncement dramatique de l'humanité dans la misère, le chaos et la barbarie guerrière, voire à sa disparition dans un futur pas si éloigné si rien n'est fait pour renverser le cours de choses. Le second pôle, par contre, est celui de l'ouverture pour l'humanité d'une autre perspective, portée par le développement de la lutte de classe. Ainsi, si la classe ouvrière est capable de développer ses luttes à la hauteur des attaques de la bourgeoisie, mais également de hisser leur politisation à la hauteur des enjeux historiques, alors s'ouvrira une nouvelle fois après la première vague révolutionnaire mondiale de 1917-23, la perspective de renversement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Les convulsions du capitalisme

a. La marée montante de la décomposition de la société

Celle-ci est le produit d'une situation où, dans les années 1980, face à l'approfondissement de la crise économique sans issue, les deux classes fondamentales et antagoniques de la société s'affrontent sans parvenir à imposer leur propre réponse décisive (celle de la guerre mondiale pour la bourgeoisie, celle de la révolution pour

le prolétariat). L'incapacité de la classe dominante à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne, débouchent sur une période de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société alors que s'aggravent les contradictions du capitalisme en crise³.

Une nouvelle aggravation de la crise ne pouvait que donner une impulsion supérieure à tous les ravages de la décomposition de la société en marche depuis 25 ans, à la fragmentation et la dislocation croissantes du tissu social à un point tel que certaines de ses expressions font maintenant clairement partie du paysage de désolation : la dégradation de la pensée, l'explosion de maladies mentales et psychologiques, le développement de comportements les plus irrationnels et suicidaires, l'irruption de la violence dans tous les aspects de la vie sociale, tueries de masse qui sont le fait de déséquilibrés, harcèlement dans les écoles et sur Internet, règlements de compte sauvages entre gangs, ...

Aucune des fractions mondiales de la bourgeoisie n'est épargnée par la décomposition de son système dont témoigne la montée du populisme avec l'arrivée au gouvernement de personnalités aberrantes comme Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine, L'accession du populisme au pouvoir est synonyme dans certains pays de choix tout aussi aberrants, irrationnels du point de vue même des intérêts de la bourgeoisie, avec de possibles répercussions mondiales. Ainsi, si Trump revient au pouvoir lors des prochaines élections américaines, il supprimera vraisemblablement le soutien financier et militaire à l'Ukraine pourtant destiné, à l'origine, à affaiblir la Russie et ainsi à priver la Chine d'un éventuel appui militaire russe lors d'un probable futur conflit

1. "Toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose: non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme, même la plus illusoire" (THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste).

2. Cf. le rapport présenté au Forum de Davos de janvier 2023, évoqué dans le "Rapport sur la décomposition" pour le 25^e congrès international du CCI. *Revue internationale* 170.

3. THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste, *Revue internationale* 107.

militaire entre les États-Unis et la Chine. De même, il est prévisible que Trump au pouvoir ne fera qu'encourager Netanyahu à se lancer partout à l'offensive au risque d'un embrasement régional rendant nécessaire une implication très importante de l'oncle Sam dans la région pour y défendre son hégémonie.

b. La crise climatique produit de l'exploitation à outrance de la nature par le capitalisme

Les événements récents ne laissent aucune place au doute ou à la relativisation quant aux conséquences des dégâts écologiques sur l'habitabilité de la planète et la survie de nombreuses espèces dont, à terme, l'espèce humaine : Inondations massives catastrophiques au Pakistan ; hausse de la température cet été à plus de 40 degrés dans les pays du sud de l'Europe ; pollution qui a obligé les écoles à fermer en Inde pour les vacances de Noël en novembre, entraînant des problèmes respiratoires chez 1 enfant sur 3 ; épidémie actuelle de pneumonie chez les enfants en Chine ; famines en Afrique, etc.

Soumise aux lois du capitalisme, la nature sera de moins en moins en mesure d'héberger et de nourrir l'espèce humaine : Les stocks de poissons sont menacés non seulement par la surpêche industrielle, mais aussi par le réchauffement des océans ; l'épuisement des sols et la pénurie d'eau - résultant d'une sécheresse persistante - réduisent considérablement les rendements, en particulier dans les zones tropicales et subtropicales. Ainsi, dans la Corne de l'Afrique, plus de 23 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et 5,1 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Et le pire est clairement devant nous car l'environnement s'approche d'une série de "points de basculement" où les dommages causés deviendront incontrôlables, conduisant à de nouveaux niveaux de destruction.

Face à ces perspectives désastreuses, les grandes conférences internationales telles que la COP 28 aux Émirats arabes unis ne sont rien d'autre que des forums de discussion visant à donner l'illusion que "quelque chose est fait", tandis que certaines parties de la classe dirigeante deviennent de plus en plus "réalistes" en choisissant de s'adapter à l'inévitable réchauffement climatique plutôt que tenter de lutter contre. En fait, la fonction objective de la COP 28

(et des autres qui ont précédé ou suivront) est d'entretenir la mystification que le capitalisme peut résoudre les défis climatiques, alors que l'incapacité des différentes bourgeoisies nationales de mettre de côté leurs rivalités mène l'humanité au néant.

Face à ceux qui n'ont aucune illusion par rapport aux duperies du type de celles de la COP, il y a les appels à lutter pour la planète émanant de groupes souvent critiques – voire très radicaux – par rapport aux rencontres de la COP ou même par rapport à la société actuelle, mais qui, dans leur programme, ne mettent pas en avant la seule solution aux problèmes du climat, le renversement du capitalisme par la seule force de la société qui en soit capable, la classe ouvrière.

c. Le cancer de la guerre et du militarisme

En prenant des proportions inégales dans l'histoire de l'humanité, la guerre sous le capitalisme décadent plonge l'humanité dans la misère et menace sa survie. Les deux Guerres mondiales et les multiples conflits "locaux" qui n'ont cessé depuis la Seconde en sont une expression édifiante.

Actuellement, on dénombre globalement de par le monde 56 guerres impliquant 1,1 milliard de personnes (14% de la population mondiale). La guerre constitue ainsi la composante la plus "dynamique" de la spirale de destruction qui ravage le monde.

Alors que le carnage se poursuit en Ukraine, au Soudan, au Yémen, en Éthiopie, dans le Caucase du Sud, au Nagorno-Karabakh, que les tensions guerrières se maintiennent dans les Balkans, un nouveau foyer de guerre impérialiste, celui entre Israël et le Hamas, fait sa brutale apparition avec son cortège de destructions, d'émigrations massives, de morts civils, de barbarie. Les guerres actuelles en Ukraine⁴ et au Moyen Orient⁵, constitue une confirmation dramatique de la dynamique du capitalisme et, pour l'instant, des sommets de celle-ci.

Ces guerres ont déjà tué ou blessé

4. Lire dans ce numéro de la Revue internationale l'article "Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : la terrifiante réalité de la décomposition du capitalisme".

5. Lire dans ce numéro de la Revue internationale l'article "Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation impérialiste, de barbarie et de destruction".

des centaines de milliers de soldats et de civils. Elles plongent dans la misère la plus extrême des parties importantes de la population. Leur impact va au-delà des frontières de l'Ukraine, de la Russie ou de la Palestine. Ainsi, les dégâts occasionnés à l'agriculture de l'Ukraine ou le blocus affectant les exportations de ce pays en produits agricoles ont pour conséquence l'aggravation et l'extension de la sous-nutrition dans le monde. De plus, la férocité de la bourgeoisie israélienne ne laissant pas un mètre carré de terre dans l'enclave de Gaza à l'abri des bombes (et de la faim, des épidémies), elle est en train de provoquer un gigantesque exode de la population palestinienne. Immanquablement la guerre à Gaza va encore grossir significativement le flot mondial des réfugiés de guerre.

Les risques d'effets collatéraux menacent également les populations même éloignées des champs de bataille, avec par exemple en Ukraine la possible émission de nuages radioactifs issus de centrales nucléaires, endommagées accidentellement ou délibérément durant les combats.

Non seulement les hommes pâtissent de la guerre mais aussi la planète. En effet, les besoins en pétrole, gaz et charbon de la machine de guerre entraînent une augmentation exorbitante de la consommation d'énergies fossiles. Si l'incapacité de la COP 28 à s'engager à réduire la consommation de combustibles fossiles a justement été attribuée au veto de l'Arabie saoudite et d'autres producteurs de pétrole (qui en réalité ne fait que dissimuler un veto de la plupart des États), ce qui a néanmoins été délibérément laissé dans l'ombre c'est le besoin insatiable, de la part des forces armées (chars, véhicules militaires, avions de combats, ... toutes très gourmandes en fuel) du monde entier, à commencer par les plus puissantes, en pétrole, gaz et charbon. Ainsi une étude⁶ sur la consommation de carbone des forces armées américaines prises dans leur ensemble (aviation, armée de terre et marine) révèle qu'à elles seules, elles "*polluent et consomment plus de carburant que la plupart des pays du monde*". Les forces

6. "Étude" qui révèle que les forces armées aux USA polluent et consomment plus de carburant que la plupart des pays du monde. Elle-même s'appuie sur une autre étude publiée dans TRANSACTIONS of the INSTITUTE of BRITISH GEOGRAPHERS.

armées des pays de l'UE contribuent davantage à l'effet de serre que toutes les voitures du Portugal, de la Norvège et de la Grèce réunies, sans parler de "l'empreinte carbone" de l'industrie militaire européenne. Il convient également de prendre en compte ce fait avéré qu'est la pollution des sols et de l'atmosphère, dans les zones de guerre, du fait des munitions tirées. Si toutes ces considérations ont soigneusement été évitées dans les palabres de la COP28 c'est justement parce que le capitalisme c'est la guerre et qu'on ne se débarrassera de la guerre qu'en se débarrassant du capitalisme.

Quant au coût économique de toutes les guerres (la destruction des infrastructures économiques et sociales, les dépenses d'armement, ...) il est en définitive supporté par la population, la classe ouvrière en particulier, à travers des ponctions de plus en plus importantes sur les budgets nationaux.

L'irrationalité de la guerre sur le plan économique durant la décadence du capitalisme saute aux yeux : tous les belligérants y perdent. Mais, ce qui frappe le plus, c'est qu'avec la période de décomposition, l'irrationalité des guerres affecte également les gains stratégiques escomptés par tous les belligérants, y compris les "vainqueurs". Tous y perdent sur ce plan. Et la guerre qui vient d'éclater au Moyen-Orient surpasse déjà en irrationalité et barbarie celle en Ukraine.

d. Les ingrédients de la prochaine récession économique sont présents

La crise de surproduction qui a réapparu en 1967, et dont les premiers effets furent à l'origine des vagues internationales de lutte de classe, n'a depuis lors fait que s'aggraver malgré tous les efforts de la bourgeoisie pour en ralentir le cours. Et il ne pouvait en être autrement car il n'existe pas de solution à la crise au sein du capitalisme. La seule chose que celui-ci peut faire, et dont il a déjà usé et abusé, c'est d'en reporter les effets à plus tard. Ainsi l'endettement, principal palliatif à la crise historique du capitalisme et déjà massivement utilisé, perd non seulement de son efficacité – restreignant ainsi davantage la possibilité de relancer l'économie – mais, de plus, l'existence de cette dette colossale accumulée rend le capitalisme vulnérable à des convulsions toujours plus dévastatrices.

Après la crise ouverte de 2008, qui

a marqué la fin des "opportunités" offertes par la mondialisation, l'incapacité encore plus manifeste pour la classe dominante à surmonter la crise de son mode de production s'est traduite par l'explosion du chacun pour soi dans les rapports entre nations et au sein de chaque nation, avec le retour progressif du protectionnisme et la remise en cause unilatérale, de la part des deux principales puissances, du multilatéralisme et des institutions de la mondialisation. En conséquence, la bourgeoisie se trouve aujourd'hui plus mal armée que jamais face à l'approfondissement de la crise actuelle ainsi qu'à de possibles expressions brutales de celles-ci, d'autant plus que se trouve exclue de fait l'unité d'action de la bourgeoisie au niveau international qui avait encore eu lieu lors de la crise de 2008.

La situation est d'autant plus sérieuse que trois facteurs prennent une part croissante dans l'aggravation de la crise : la décomposition sociale, le changement climatique et la guerre. En effet :

- la décomposition sociale contribue de plus en plus à désorganiser la production et le commerce ;

- Le changement climatique impacte la production et la productivité de l'agriculture aux États-Unis, en Chine et en Europe. Les pluies et les inondations extrêmes ruinent irrémédiablement des régions entières ou même des États (Pakistan) en provoquant la destruction d'infrastructures vitales, perturbant et ainsi le fonctionnement de l'appareil de production industriel ;

- la guerre représente un coût pour l'économie, du fait de l'augmentation des dépenses improductives (armement) mais aussi des destructions occasionnées par les conflits.

Pour toutes ces raisons, la prochaine expression ouverte de la crise économique promet d'être plus grave que le fut celle de 1929.

Un nouveau palier est atteint dans la montée des périls

Tous les États se préparent désormais à la guerre de 'haute intensité'. Les budgets militaires sont partout en hausse rapide si bien que la part de la richesse nationale dédiée à l'armement revient au même niveau que - et même dépasse - celui atteint lors du plus fort moment de l'affrontement entre les blocs. Chaque capital national réorganise son économie nationale en vue de

renforcer son industrie militaire et de garantir son indépendance stratégique.

Ainsi, l'aggravation des tensions et conflits impérialistes depuis deux ans met en évidence que la guerre, en tant qu'action voulue et planifiée par les États capitalistes, devient le facteur le plus puissant de chaos et de destruction.

a. La pérennisation des conflits en Ukraine et Israël / Palestine représente un énorme potentiel d'amplification de la guerre et du chaos.

En Ukraine, les deux camps doivent enrôler davantage de soldats pour maintenir la pression actuelle sur les fronts et l'équilibre des forces militaires en présence. Ce qui demande plus de sacrifices de chaque côté et aussi implique plus de répression face à toute expression de résistance aux exigences de l'État. Il apparaît déjà clairement que les États-Unis ne vont pas pouvoir maintenir le soutien financier et militaire à l'Ukraine à son niveau actuel et il est prévisible que l'Europe ne pourra, ni même ne voudra, prendre le relais des États-Unis à ce niveau. Cette question est à même de la diviser, la fragiliser et possiblement, à terme, aboutir à son éclatement laissant la place à une mosaïque de tensions impérialistes entre ses ex-membres.

Au Moyen-Orient, après trois mois de conflit, rien ne semble en mesure de calmer les visées impérialistes de Netanyahu incluant sans complexe l'éradication des Gazaouis. La présence militaire massive des États-Unis dans la région – justifiée par le fait qu'Israël constitue depuis des décennies un appui stratégique de l'impérialisme américain au Moyen-Orient – a jusqu'à présent permis d'empêcher que l'énorme poudrière que constitue le Moyen Orient ne s'embrace notamment en mettant aux prises Israël et l'Iran appuyé par ses différentes milices au Liban et au Yémen. Le fait que les États-Unis aient dû constituer à la hâte une force navale pour sécuriser le trafic maritime sur la mer rouge, affecté par les tirs hostiles des *houthis* yéménites, est un sérieux indice du caractère explosif de la situation. Cet autre fait qu'un certain nombre de pays européens ont gardé leur distance par rapport à une telle initiative américaine en dit long sur les difficultés que les États-Unis pourront rencontrer dans le futur dans cette zone.

b. Les limites de la stratégie mondiale américaine

En toile de fond de la situation mondiale actuelle se trouve le projet de la bourgeoisie américaine de donner un coup d'arrêt à l'expansion de la Chine avant que celle-ci mette en péril la domination militaire et économique des États-Unis sur le monde⁷. Un tel coup d'arrêt passe nécessairement par une confrontation militaire dont les conséquences seraient désastreuses pour le monde même si l'ampleur d'un tel conflit serait restreinte par plusieurs facteurs, notamment l'absence de blocs impérialistes mondiaux constitués et le fait que la bourgeoisie américaine sera face à certaines limites pour faire accepter les conséquences de la guerre à une classe ouvrière non vaincue et qui a démontré encore récemment sa combativité face à aux attaques économiques⁸. La guerre en Ukraine s'inscrivait entièrement au service de cette perspective des États-Unis qui ont incité la Russie à envahir l'Ukraine⁹. Mais le fait que ce conflit perdure au-delà de ce qui était certainement escompté par les États-Unis, de même que l'éclatement de la guerre au Moyen Orient – à contre-courant des plans de l'oncle Sam – compliquent énormément la tâche des États-Unis, comme le mettent en évidence les passages suivants d'un article du journal *Le Monde* : *“Face aux nouveaux conflits en Europe et au Moyen-Orient, et à des tensions en Indo-Pacifique, Washington doit mobiliser ses forces sur tous les fronts, ce qui exacerbe les vulnérabilités de son appareil militaire à une période politique charnière. (...)”*¹⁰

c. Sur quel type de guerre la dynamique actuelle peut-elle déboucher ?

La troisième guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour de la situation actuelle. Contrairement aux discours – d'où qu'ils viennent – pointant la

perspective de la Troisième Guerre mondiale, la prolifération actuelle de conflits n'est pas l'expression d'une dynamique vers la formation de deux blocs impérialistes, condition requise pour une Troisième Guerre mondiale, mais confirme au contraire la tendance au “chacun pour soi” dans les confrontations impérialistes. Le fait que nous vivions dans un monde essentiellement multipolaire s'exprime à travers la multiplicité des conflits en cours de par le monde et est illustré, par exemple, par les relations ambiguës entre la Russie et la Chine. Si la Russie s'est montrée très disposée à s'allier à la Chine sur des questions spécifiques, généralement en opposition aux États-Unis, elle n'en est pas moins consciente du danger de se subordonner à son voisin oriental, comme en témoigne le fait qu'elle est l'un des principaux opposants à la “Nouvelle Route de la Soie” de la Chine vers l'hégémonie impérialiste.

La multipolarité sous-tendant les conflits impérialistes actuels ne doit cependant pas conduire à sous-estimer le danger de surgissement de conflits militaires incontrôlés, comme cela s'est produit au début de la guerre en Ukraine en 2022.¹¹

d. La guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour mais la destruction de l'humanité dans le chaos généralisé constitue de plus en plus une menace réelle.

Dans les pays capitalistes centraux, la bourgeoisie ne dispose pas pour le moment des moyens politiques et idéologiques permettant de maintenir son contrôle sur la classe ouvrière – qui n'a pas subi de défaite physique et politique – en vue d'une confrontation militaire frontale et totale avec une autre puissance, requérant de faire supporter au prolétariat les sacrifices nécessaires à l'effort de guerre.

Cela dit, même en l'absence d'une guerre mondiale entre blocs impérialistes rivaux, dont les conditions ne sont pas réunies, la situation actuelle regorge de périls qui menacent l'humanité dont les guerres. Le nombre de guerres locales va croissant, avec des conséquences de plus en plus dommageables pour la vie sur terre, qui est à la merci de l'utilisation de toute

sorte d'armes, y compris nucléaires, chimiques, ...

Le futur appartient à la lutte de classe

Face au pôle conduisant à la destruction de l'humanité se dresse celui de la lutte de classe du prolétariat. Le premier, tant il accumule la barbarie et des périls mortels à une échelle toujours plus vaste, apparaît tel un Goliath, terrifiant et démesuré, face au David d'un renouveau de la lutte de classe, datant de moins de deux ans.

Comment le David prolétarien peut-il mettre fin à la spirale infernale de convulsions, de chaos et de destruction du capitalisme en décomposition ? En marchant sur les traces de la première tentative mondiale du prolétariat pour renverser le capitalisme en 1917-23. C'est elle, avec à sa tête la révolution russe de 1917, qui avait mis fin à la Première Guerre mondiale. À l'inverse, la défaite et l'enrôlement du prolétariat dans la Seconde Guerre mondiale ont ouvert la porte à une succession interminable de guerres (Corée, Vietnam, Moyen-Orient). Ainsi, la période 1914-68 permet de tirer une claire leçon : seul le prolétariat mondial peut mettre fin à la guerre, alors que son enrôlement sous des bannières bourgeoises ouvre la porte au déchaînement du militarisme.

La période 1968-1989 est également riche d'enseignements. La réémergence historique de notre classe, s'exprimant dans des luttes telles que Mai 68, l'automne chaud italien, la grève de masse en Pologne, etc., a stoppé la marche vers la troisième guerre mondiale qui, avec sa course effrénée aux armements nucléaires, aurait pu anéantir la planète. Cependant, ces luttes ouvrières ne sont pas allées plus loin que de constituer un obstacle à la marche vers la guerre mondiale, car elles se sont cantonnées au plan économique sans être capables de se politiser davantage à travers la mise en question du capitalisme et la compréhension des enjeux historiques de la lutte de classe. Par conséquent, elles ne pouvaient empêcher le pourrissement sur pieds du capitalisme et ses conséquences sur tous les plans de la vie de la société, dont l'exacerbation du chacun pour soi au niveau impérialiste.¹²

7. Lire Résolution sur la situation internationale (décembre 2023) dans ce numéro de la Revue internationale.

8. Lire “Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes” dans ce numéro de la Revue internationale.

9. Lire Résolution sur la situation internationale (décembre 2023) dans ce numéro de la Revue internationale et Résolution sur la situation internationale du 24e congrès du CCI, Revue internationale 170.

10. “L'armée américaine au défi de la multiplication des guerres” *Le Monde* du 12 janvier 2024.

11. Lire dans ce numéro de la Revue internationale “Résolution sur la situation internationale (décembre 2023)”.

12. Lire dans ce numéro de la Revue internationale “Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des

Les grèves massives de l'été 2022 en Grande-Bretagne, avec leur slogan « *Enough is enough* », ont été les premières d'une nouvelle dynamique internationale de la lutte de classe rompant avec toute une période de 30 années de recul important de celle-ci.

Depuis lors, des mobilisations importantes ont lieu en France, Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Islande, Bangladesh, Scandinavie, Québec, ... la plupart d'entre elles constituant, de l'avis même des médias bourgeois, un "fait historique", marquant une "rupture" par rapport à la situation antérieure sur le plan de la massivité et de la combativité. Elles sont portées par une nouvelle génération de travailleurs qui n'a pas subi le rouleau compresseur des campagnes sur la mort du communisme et la « disparition » de la classe ouvrière développées par la bourgeoisie à l'occasion de l'effondrement des régimes staliniens ; elles sont au contraire le produit d'une maturation de la conscience au sein de notre classe nourrie par une aggravation considérable des attaques du capitalisme en

crise.¹³

En cela, ce renouveau de la lutte de classe est comparable au surgissement de la lutte de classe en 1968, face au retour de la crise ouverte du capitalisme et porté par une nouvelle génération de la classe ouvrière qui n'avait pas, comme ses aînés, été laminée au niveau de la conscience par la contre-révolution consécutive à l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-23. Mais la nouvelle génération est aujourd'hui confrontée à une tâche bien plus difficile que la génération de 68. Celle-ci avait impulsé des luttes à l'échelle du monde face auxquelles la bourgeoisie avait dû mobiliser ses syndicats, sa gauche et parfois son extrême gauche. Cependant, le niveau de politisation alors atteint par la classe ouvrière s'était avéré insuffisant pour faire face à un ensemble d'obstacles : illusions démocratiques en Pologne en grande partie responsables de la défaite des luttes de 1980, regain du corporatisme dans les pays d'Europe de l'Ouest, comme

13. Lire dans ce numéro de la Revue internationale "Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes".

conséquence de l'impact sur la classe ouvrière du développement du chacun pour soi dans la société. Il incombera désormais aux générations actuelles et futures d'ouvriers la tâche de hisser la politisation de leurs luttes à un niveau bien supérieur pour les orienter vers la perspective révolutionnaire de renversement du capitalisme. Dans cette nécessaire prise de conscience, les révolutionnaires ont un rôle fondamental à jouer.

Le rôle et les responsabilités des révolutionnaires

Pour qu'une avant-garde politique totalement partie prenante du combat de la classe ouvrière soit capable de l'orienter, il est indispensable que celle-ci ait pu émerger du processus de confrontation des positions politiques initié par l'activité de la Gauche communiste et son intervention dans des luttes. En ce sens, il faudra que les organisations qui appartiennent à ce courant assument une telle responsabilité, ce qui est loin d'être le cas encore aujourd'hui, plus préoccupées qu'elles sont par leurs succès immédiat de recrutement, souvent au prix de concessions opportunistes.

Sylunken (20/01/2024)

Résolution sur la situation internationale, décembre 2023

Complément à la résolution sur la situation internationale adoptée au 25e Congrès du CCI

Introduction

L'évolution de la situation mondiale depuis le 25e Congrès confirme amplement ce qui a été dit dans la résolution que nous avons adoptée sur la situation internationale. Non seulement la décomposition devient le facteur décisif de l'évolution de la société, comme nous l'avions prévu dès 1990, mais dans la décennie actuelle, "l'agrégation et l'interaction des phénomènes destructeurs produisent un "effet tourbillon" qui concentre, catalyse et multiplie chacun de ses effets partiels, provoquant une dévastation encore plus destructrice".

Concrètement, alors que la crise économique s'aggrave et qu'il y a une détérioration significative des conditions de vie de la classe ouvrière, ce qui favorise une "rupture" avec la situation de passivité et le développement de la combativité et potentiellement de la conscience, exprimant un mouvement vers l'adoption d'une perspective révolutionnaire, même s'il est encore lent et fragile. En même temps, la détérioration écologique et la multiplication des centres de guerre impérialiste (Ukraine, Arménie/Azerbaïdjan, Bosnie, Afrique, Moyen-Orient) montrent la perspective de destruction et de ruine que le capitalisme offre à l'humanité.

Dans le domaine de la crise environnementale, les événements récents ne laissent aucune place au doute ou à la relativisation quant aux conséquences des dégâts écologiques sur l'habitabilité de la planète et la survie de nombreuses espèces (dont, à terme, l'espèce humaine). Les inondations massives au Pakistan, ou l'augmentation de la température cet été à plus de 40 degrés dans les pays du sud de l'Europe, la pollution qui a obligé les écoles à fermer en Inde pour les vacances de Noël en novembre et qui provoque des problèmes respiratoires chez 1 enfant sur 3, l'épidémie actuelle de pneumonie chez les enfants en Chine, les famines en Afrique, etc. en sont des illustrations récentes.

Mais de tous les éléments de l'"effet tourbillon", c'est la guerre impérialiste qui accélère immédiatement le cours des choses dans la situation mondiale. Depuis le 25e Congrès, nous avons assisté à une sorte d'impasse dans la guerre en Ukraine, à la résurgence de la guerre au Nagorno-Karabakh, aux tensions guerrières dans les Balkans et surtout à la guerre entre Israël et le Hamas. En toile de fond, la confrontation croissante entre les États-Unis et la Chine. Cette multiplication des conflits n'est pas l'expression d'une dynamique de formation de blocs impérialistes mais confirme la tendance au "chacun pour soi" des affrontements impérialistes dans cette période.

1) En ce qui concerne l'analyse des affrontements impérialistes pendant la guerre froide, les coordonnées de l'analyse marxiste ont changé dans la situation actuelle ; principalement sur la possibilité de la formation de blocs impérialistes et sur l'affrontement des classes. Malgré cela, les Bordiguistes (Programma, Le Prolétaire, Il Partito) et les Damenistes (TCI) s'obstinent à voir dans la situation actuelle la formation de deux blocs impérialistes opposés autour de la Chine et des États-Unis, et donc la marche vers une

troisième guerre mondiale, basée sur l'hypothèse de la défaite du prolétariat. En fait, même les "experts" de la bourgeoisie tendent à reconnaître que la tendance dominante des conflits impérialistes est à la "multipolarité".

Dans la résolution sur la situation internationale du 24ème congrès, nous écrivions :

"la marche vers la guerre mondiale est encore entravée par la puissante tendance à l'indiscipline, au chacun pour soi et au chaos au niveau impé-

rialiste, tandis que dans les pays capitalistes centraux, le capitalisme ne dispose pas encore des éléments politiques et idéologiques - dont en particulier une défaite politique du prolétariat - qui pourraient unifier la société et aplanir le chemin vers la guerre mondiale. Le fait que nous vivions encore dans un monde essentiellement multipolaire est mis en évidence en particulier par les relations entre la Russie et la Chine. Si la Russie s'est montrée très disposée à s'allier à la Chine sur des questions spécifiques, généralement en opposition aux États-Unis, elle n'en est pas moins consciente du danger de se subordonner à son voisin de l'Est et est l'un des principaux opposants à la "Nouvelle Route de la Soie" de la Chine vers l'hégémonie impérialiste".

2) La reconnaissance de la corrélation indisciplinée des forces impérialistes, définie essentiellement par la tendance au "chacun pour soi", ne doit pas conduire à sous-estimer le danger de l'explosion de conflits militaires incontrôlés, comme cela s'est produit au début de la guerre en Ukraine en 2022. Le conflit entre les États-Unis et la Chine pourrait bien déboucher sur une confrontation militaire directe, de sorte que la menace d'un conflit ouvert (quelque peu sous-estimée dans la résolution du 25e Congrès sur la situation internationale) doit être analysée plus en détail.

La stratégie géopolitique proclamée par les États-Unis depuis 1989 a consisté à empêcher l'émergence de toute puissance susceptible de rivaliser avec leur énorme supériorité militaire sur la scène mondiale. Cette doctrine a à la fois confirmé que leur ambition première n'était pas la reconstitution d'un bloc et indiqué que, contrairement aux 1ère et 2ème guerres mondiales où ils ont attendu en position défensive avant de sortir avec le butin, ils devaient désormais prendre l'offensive militaire sur la scène mondiale et devenir la force dominante de la déstabilisation impérialiste.

Les fiascos en Irak et en Afghanistan ont montré que la politique de la police mondiale ne faisait qu'engendrer davantage de chaos, démontrant par la même occasion le déclin de l'impérialisme américain. Plus récemment, il a tenté de réagir en se tournant vers une défense plus stricte de ses propres intérêts (l'"Amérique d'abord" de Trump et l'"Amérique est de retour" de Biden), même si cela déclenche un chaos encore plus grand. Comme nous l'avons déjà identifié, l'énorme développement économique, technologique et militaire de la Chine est une menace pour la domination américaine.

C'est pourquoi les États-Unis développent une politique visant à entraver la progression du développement économique, technologique et militaire de la Chine : délocalisation d'entreprises, limitation de la collaboration dans la recherche universitaire de pointe, blocage des exportations de technologies, "quadruple chip alliance" entre les États-Unis et Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, qui vise à isoler la Chine des chaînes d'approvisionnement mondiales en puces électroniques, etc. Sur le plan militaire, ils tentent d'établir un encerclement géopolitique pour garantir le contrôle de l'Indo-Pacifique et du continent asiatique avec des initiatives telles que le QUAD, l'"OTAN de l'Asie", qui regroupe les États-Unis avec le Japon, l'Inde, l'Australie et la Corée du Sud, ou l'AUKUS, un traité de coopération militaire avec l'Australie et le Royaume-Uni. L'encerclement des États-Unis continue de se resserrer et les dernières étapes ont été l'installation de bases militaires américaines aux Philippines et l'obtention du Vietnam comme allié dans la région. En fin de compte, pour les États-Unis, la guerre en Ukraine a également pour objectif d'isoler la Chine stratégiquement et militairement, de saigner la Russie à blanc, de lui ôter toute pertinence en tant que puissance mondiale et d'essayer d'empêcher la Chine de tirer profit de sa technologie militaire ou de ses ressources énergétiques, ainsi que de son expérience et de ses moyens dans le "grand jeu" impérialiste mondial. L'impasse sanglante de la guerre en Ukraine a fait avancer ce projet américain de saigner la Russie à blanc.

Récemment, la politique d'encerclement de la Chine a été aggravée par une série de provocations telles que

la visite de Pelosi à Taipei, l'abattage de ballons météorologiques accusés d'espionnage, l'annonce d'une aide militaire de 345 millions de dollars à Taïwan, ou les déclarations de Biden selon lesquelles les États-Unis n'hésiteront pas à envoyer des troupes sur l'île pour la défendre d'une invasion chinoise.

Toutes ces initiatives américaines s'inscrivent dans une stratégie d'isolement et de provocation de la Chine, qui tente de la pousser à des confrontations prématurées pour lesquelles elle n'est pas encore qualifiée et qui pourraient aller jusqu'à l'affrontement militaire. Cela reproduit en fait la politique d'encerclement de l'URSS qui a contraint cette dernière à s'engager dans des aventures impérialistes au-delà de ses possibilités économiques et militaires réelles, et qui a fini par provoquer l'effondrement du bloc impérialiste qu'elle dirigeait.

Il ne fait aucun doute que la Chine a tiré et tire les leçons de l'effondrement du bloc de l'Est ; mais il ne faut pas exclure que, face à la poursuite et à l'intensification des pressions américaines, elle finisse par n'avoir d'autre choix que de réagir ; et il ne faut donc pas sous-estimer la possibilité d'un conflit, notamment en mer de Chine autour de Taïwan. Il est évident qu'en cas de conflit, les conséquences seraient désastreuses et terribles pour le monde entier, même si l'ampleur d'un tel conflit serait limitée par plusieurs facteurs, notamment l'absence de blocs impérialistes mondiaux et l'incapacité de la bourgeoisie américaine à entraîner une classe ouvrière invaincue dans une mobilisation guerrière de grande ampleur.

3) Le conflit sanglant qui sévit actuellement au Moyen-Orient a précisément éclaté dans le contexte de l'expansion chaotique et imprévisible de la tendance de chaque puissance impérialiste pour elle-même, et non à la suite d'un mouvement de solidification des blocs.

Le retrait d'une forte présence militaire américaine au Moyen-Orient transférerait à Israël le maintien de la Pax Americana dans la région dans le cadre des accords d'Oslo (1993), qui reconnaissaient le principe de "deux États" (donc d'un État palestinien) dans la région. Un calme apparent régnait, qui avait même permis la signature des accords d'Abraham en 2020,

consacrant la paix entre Israël et les Émirats arabes unis et excluant l'Iran. Cependant, dans la pratique, Israël a poursuivi et intensifié une politique de harcèlement de la population arabe et de soutien aux colons en Cisjordanie, sabotant l'Autorité palestinienne (AP) en soutenant le Hamas, qui est désormais son ennemi mortel, sabotant ainsi, dans la pratique, le mandat américain. La situation a atteint un point limite avec le gouvernement Netanyahu en liaison avec l'extrême droite. Le ministre des finances a appelé l'armée à se venger des attaques contre les colons en brûlant les maisons palestiniennes, et la présence des soldats israéliens est en concurrence avec celle de la police de l'Autorité palestinienne. Ainsi, le Hamas, qui a remporté les dernières élections dans la bande de Gaza, plutôt que d'attendre sans rien faire le sort de la Cisjordanie, a lancé une attaque désespérée. Mais cette attaque coïncide avec les ambitions d'une autre puissance régionale, l'Iran, qui voit sa présence dans la région s'affaiblir et qui, à son tour, sous l'égide de la Chine, a signé en mars un accord avec l'Arabie saoudite sur la "Route de la soie", en concurrence directe avec celle d'Israël et des Émirats arabes unis.

Le Wall Street Journal a rendu public ce que tout le monde savait : l'attaque du Hamas a été ouvertement préparée et soutenue par l'Iran et le Hezbollah au Sud-Liban.

La réponse d'Israël, qui a rasé Gaza sous le prétexte d'éliminer le Hamas, témoigne d'une politique de la terre brûlée de la part des deux parties. La rage meurtrière du Hamas trouve dans la vengeance exterminatrice d'Israël le revers de la médaille. Et globalement, l'incendie dans la région est un appel à l'intervention des autres puissances régionales, et notamment de l'Iran, qui est le principal bénéficiaire de la situation de rupture de l'équilibre régional.

Cette situation ne profite toutefois pas aux États-Unis. L'administration Biden n'a eu d'autre choix que de soutenir à contrecœur la riposte de l'armée israélienne, tentant, bien que vainement, de faire baisser la tension, et a été contrainte de rétablir sa présence militaire dans la région en envoyant "Avec le porte-avions Ford, le croiseur Normandy et les destroyers Thomas Hudner, Ramage, Carney et Roosevelt, et augmentera la présence d'escadrons

d'avions de chasse F-35, F-15, F-16 et A-10 dans la région". Certains ont déjà dû intervenir face à des attaques contre les troupes américaines en Irak. L'objectif est de dissuader à tout prix l'Iran d'intervenir directement ou par l'intermédiaire du Hezbollah mais aussi de dissuader Israël de mettre à exécution sa menace de "rayer l'Iran de la carte".

De son côté, la Russie profite sans aucun doute du fait que l'attention et la propagande de guerre se déplacent de l'Ukraine vers la Palestine. Cela interfère avec les ressources financières et militaires que les États-Unis pourraient utiliser sur le front russe et "donne un répit" à la tension de la guerre. De plus, Poutine bénéficie du soutien américain à la sauvagerie de la répression israélienne, dénonçant l'hypocrisie de la société américaine et de l'"Occident" qui, pour sa part, dénonce l'occupation de la Crimée mais consent à l'invasion de Gaza. Cependant, la Russie ne peut pas faire avancer de manière significative ses propres intérêts dans la région à travers cette guerre.

De même, la Chine pourrait se réjouir de l'affaiblissement de la politique américaine de "pivot vers l'Est" ; mais la guerre et la déstabilisation de la région vont à l'encontre de ses propres intérêts géopolitiques, qui consistent à tracer la nouvelle route de la soie.

La guerre actuelle au Moyen-Orient n'est donc pas le résultat de la dynamique de formation des blocs impérialistes, mais du "chacun pour soi". Tout comme la confrontation en Ukraine, cette guerre confirme la tendance dominante de la situation impérialiste mondiale : une irrationalité croissante alimentée par la tendance de chaque puissance impérialiste à agir pour elle-même et la politique sanglante de la puissance dominante, les États-Unis, pour contrer son déclin inévitable en empêchant la montée de tout challenger potentiel.

4) La guerre au Moyen-Orient a un impact sur l'ensemble de la classe ouvrière des pays centraux qui est encore plus important que celui de l'Ukraine. D'une part parce que dans certains pays comme la France, un pourcentage important de l'émigration provient des pays arabes, mais aussi parce que la "défense du peuple palestinien" fait partie depuis longtemps du bagage de "l'idéologie de gauche" des groupes trotskystes et anarchistes, et il faut le dire aussi, du soutien à la "libération

nationale" de certains groupes bordiguistes comme Programma. C'est ainsi que l'on a vu des manifestations de 30.000 personnes à Berlin, 40.000 à Bruxelles et 35.000 à Madrid, plus de 500.000 à Londres, pour la défense des Palestiniens et pour la paix. D'autre part, le sionisme se couvre de la "question juive", qui n'a pas seulement des connotations historiques, mais concerne aussi une partie de la population en Europe et aux États-Unis. C'est ce qui explique les manifestations et les actes contre l'antisémitisme en France, récemment à Londres, à Paris, ou en Allemagne ; et aussi les campagnes dans les universités américaines, comme Harvard, où les étudiants qui ont dénoncé les massacres ont été accusés d'antisémitisme.

Malgré cela, la guerre au Moyen-Orient ne va probablement pas mettre fin à la dynamique de "rupture" de la passivité de la classe ouvrière que nous avons identifiée à partir de "l'été du mécontentement" en Grande-Bretagne, qui n'a pas pour point de départ une réponse à la guerre, ce qui dans la situation actuelle exigerait un développement de la conscience et une politisation de la classe dans son ensemble, ce qui pour l'instant n'est pas le cas, mais plutôt l'approfondissement de la crise économique.

Lorsque Internacionalismo a évoqué la perspective d'une reprise de la lutte des classes dans les années 1960, son analyse reposait fondamentalement sur deux éléments : 1) la fin de la période de "prospérité" après la Seconde Guerre mondiale et la perspective de la crise ; 2) la présence d'une nouvelle génération dans la classe ouvrière qui n'avait pas subi de défaite. La dimension prise par les luttes de mai 68 en France et de l'automne chaud en Italie 69, etc. était, en plus de ce qui précède, également le produit du manque de préparation de la bourgeoisie.

La condition que le prolétariat ne soit pas vaincu est tout aussi déterminante et la plus importante dans la situation actuelle. D'autre part, la situation actuelle d'aggravation de la décomposition et de l'effet de tourbillon présente des éléments qui sont un obstacle à la lutte et à l'élévation de la conscience du prolétariat ; mais elle contient également une aggravation qualitative de la crise économique, qui se traduit par une détérioration significative des conditions de vie du pro-

létariat. La décision d'entrer en lutte, de ne pas se résigner, de ne pas faire confiance et d'attendre "un nouveau développement de l'économie", signifie une réflexion sur la situation globale, une méfiance envers les attentes que le capitalisme peut offrir, un bilan minimum de ce qui nous a été promis et qui n'a pas été réalisé. En ce sens, "trop c'est trop" implique une maturation souterraine de la conscience. Cette approche a une dimension internationale, pour l'ensemble de la classe ouvrière. L'exemple des luttes en France et au Royaume-Uni, et maintenant aux États-Unis, fait également partie d'une réflexion à travers laquelle les travailleurs d'autres pays s'identifient à ceux qui participent à ces luttes. C'est aussi le début d'une réflexion sur l'identité de classe.

Il est vrai qu'indirectement, la question de la guerre est présente dans ce processus. Cette maturation s'est faite au cours de deux décennies d'aggravation des conflits impérialistes simultanément à l'aggravation de la crise économique ; de plus, la "rupture" s'est faite malgré le déclenchement de la guerre en Ukraine. En effet, le développement des luttes conduit nécessairement à l'amorce embryonnaire d'une réflexion liant la crise et la guerre, par exemple lorsqu'on constate que l'inflation augmente à cause des dépenses d'armement et qu'on nous demande des sacrifices pour augmenter les budgets de défense.

5) Néanmoins, l'aggravation de la situation mondiale est pleine de dangers pour la classe ouvrière. Qui peut prédire les conséquences d'une guerre entre les États-Unis et la Chine, dont l'ampleur pourrait éclipser tous les conflits depuis 1945 ? Ou les effets d'autres catastrophes que la période de décomposition entraînera ?

Dans cette période de décomposition, non seulement les conditions d'aggravation des conflits impérialistes ont changé, passant de la "guerre froide" entre deux blocs impérialistes au "chacun pour soi", mais elles ont également changé du point de vue de la confrontation des classes.

Pendant la période de la guerre froide, la résistance du prolétariat, le fait que la bourgeoisie n'ait pas réussi à vaincre la classe ouvrière, faisait de cette dernière le principal obstacle à la guerre impérialiste totale. Et l'af-

(Suite page (57))

Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine, en Azerbaïdjan... Le capitalisme sème la mort ! Comment l'en empêcher ?

« Horreur », « massacres », « terrorisme », « terreur », « crimes de guerre », « catastrophe humanitaire », « génocide »... les mots qui s'évalent en Une de la presse internationale en disent long sur l'ampleur de la barbarie à Gaza.

Le 7 octobre, le Hamas a tué 1 400 israéliens, traquant vieillards, femmes et enfants jusque dans leur maison. Depuis, l'État d'Israël se venge et assassine en masse. Le déluge de bombes qui s'abat jour et nuit sur Gaza a déjà causé la mort de plus de 10 000 Palestiniens, dont 4 800 enfants. Au milieu des immeubles en ruines, les survivants sont privés de tout : eau, électricité, nourriture, médicaments. Deux millions et demi de Gazaouis sont en ce moment même menacés de famine et d'épidémie, 400 000 d'entre-eux sont prisonniers dans la ville de Gaza et chaque jour des centaines tombent, déchiquetés par les missiles, écrasés par les tanks, exécutés par les balles.

La mort est partout à Gaza, comme elle l'est en Ukraine. Rappelons-nous la destruction de Marioupol par l'armée russe, l'exode des populations, la guerre de tranchées qui ensevelit les hommes. Il y aurait à ce jour près de 500 000 morts. Une moitié dans chaque camp. Toute une génération de Russes et d'Ukrainiens est aujourd'hui sacrifiée sur l'autel de l'intérêt national, au nom de la défense de la patrie. Et ce n'est pas fini : fin septembre, au Haut-Karabagh, 100 000 personnes ont dû fuir devant l'armée de l'Azerbaïdjan et la menace de génocide. Au Yémen, le conflit dont personne ne parle a fait plus de 200 000 victimes et a réduit à la malnutrition 2,3 millions d'enfants. Même horreur de la guerre en Éthiopie, au Myanmar, en Haïti, en Syrie, en Afghanistan, au Mali, au Niger, au Burkina Faso, en Somalie, au Congo, au Mozambique... Et l'affrontement couve entre la Serbie et le Kosovo.

Qui est responsable de toute cette barbarie ? Jusqu'où peut s'étendre la

guerre ? Et, surtout, quelle force peut s'y opposer ?

Tous les États sont des criminels de guerre

Au moment où nous écrivons ces lignes, toutes les nations appellent Israël à « modérer » ou « suspendre » son offensive. La Russie exige un cessez-le-feu, elle qui a attaqué l'Ukraine avec la même férocité il y a un an et demi, elle qui a massacré 300 000 civils en Tchétchénie en 1999 au nom de la même « lutte contre le terrorisme ». La Chine veut la paix, elle qui extermine la population ouïghoure, elle qui menace les habitants de Taïwan d'un déluge de feu plus grand encore. L'Arabie Saoudite et ses alliés arabes veulent l'arrêt de l'offensive israélienne quand ils déciment la population du Yémen. La Turquie se dresse contre l'attaque sur Gaza alors qu'elle rêve d'exterminer les Kurdes. Quant aux grandes démocraties, après avoir soutenu « le droit d'Israël à se défendre », elles demandent aujourd'hui « une trêve humanitaire » et « le respect du droit international », elles qui ont démontré depuis 1914, avec une remarquable régularité, leur expertise à massacrer en masse.

C'est d'ailleurs l'argument premier de l'État d'Israël : « l'annihilation de Gaza est légitime », comme l'étaient les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, le tapis de bombes incendiaires sur Dresde et Hambourg. Les guerres en Afghanistan et en Irak, les États-Unis les ont menées avec les mêmes arguments et les mêmes méthodes qu'Israël aujourd'hui ! Tous les États sont des criminels de guerre ! Petits ou grands, dominés ou puissants, apparemment bellicistes ou modérés, tous participent en réalité à la guerre impérialiste dans l'arène mondiale, et tous considèrent la classe ouvrière comme de la chair à canon.

Ce sont ces voix hypocrites et mensongères qui voudraient maintenant nous faire croire à leur élan pour la paix et à leur solution : la reconnais-

sance d'Israël et de la Palestine comme deux États indépendants et autonomes. L'Autorité palestinienne, le Hamas, le Fatah présagent de ce que serait cet État : comme tous les autres il exploiterait les travailleurs ; comme tous les autres, il réprimerait les masses ; comme tous les autres, il serait va-t-en-guerre. Il existe déjà 195 États « indépendants et autonomes » sur la planète : ensemble, chaque année, ils consacrent plus de 2 000 milliards de dollars à « la défense » ! Et pour 2024, ces budgets vont exploser.

Les guerres actuelles, une politique de terre brûlée

Alors, pourquoi l'ONU vient-elle de déclarer : « nous avons besoin d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat. Cela fait trente jours. Trop c'est trop. Cela doit cesser maintenant » ? Évidemment, les alliés de la Palestine veulent l'arrêt de l'offensive israélienne. Quant aux alliés d'Israël, ces « grandes démocraties » qui prétendent respecter « le droit international », ils ne peuvent pas laisser faire l'armée israélienne sans rien dire. Tsahal massacre de façon trop visible. Surtout qu'ils soutiennent militairement l'Ukraine contre « l'agression russe » et ses « crimes de guerre ». Il ne faudrait pas que la barbarie des deux « agressions » apparaisse comme trop similaire.

Mais, il y a une raison beaucoup plus profonde encore : tous essaient de limiter la propagation du chaos, car tous peuvent être touchés, tous ont à perdre si ce conflit s'étendait trop. L'attaque du Hamas comme la riposte d'Israël ont un point commun : la politique de la terre brûlée. Le massacre terroriste d'hier et le tapis de bombes d'aujourd'hui ne peuvent mener à aucune victoire réelle et durable. Cette guerre est en train de plonger le Moyen-Orient dans une ère de déstabilisation et d'affrontements.

Si Israël continue de raser Gaza et d'ensevelir ses habitants sous les

décombres, il y a le risque que la Cis-jordanie s'enflamme à son tour, que le Hezbollah entraîne le Liban dans la guerre, que l'Iran finisse par trop s'en mêler. La généralisation du chaos à toute la région ne serait, par exemple, pas seulement un coup dur pour l'influence américaine mais aussi pour les prétentions mondiales de la Chine, dont la précieuse route de la soie passe par là.

La menace d'une troisième guerre mondiale plane dans toutes les têtes. Sur les plateaux télé, les journalistes en débattent ouvertement. En réalité, la situation actuelle est beaucoup plus pernicieuse. Il n'y a pas deux blocs, bien rangés et disciplinés, qui s'affrontent, comme en 1914-18 et 1939-45, ou durant toute la guerre froide. Si la concurrence économique et guerrière entre la Chine et les États-Unis est de plus en plus brutale et oppressante, les autres nations ne se plient pas aux ordres de l'un ou l'autre de ces deux mastodontes, elles jouent leur propre partition, dans le désordre, l'imprévisibilité et la cacophonie. La Russie a attaqué l'Ukraine contre l'avis chinois. Israël écrase Gaza contre l'avis américain. Ces deux conflits incarnent le danger qui menace de mort toute l'humanité : la multiplication des guerres dont le seul but est de déstabiliser ou détruire l'adversaire ; une chaîne sans fin d'exactions irrationnelles et nihilistes ; un chacun pour soi, synonyme de chaos incontrôlable.

Pour une troisième guerre mondiale, il faudrait que les prolétaires d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est soient prêts à sacrifier leur vie au nom de la Patrie, de prendre les armes et de s'entre-tuer pour le drapeau et les intérêts nationaux, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. Mais ce qui est en train de se développer n'a pas besoin de cette adhésion, de cet embrigadement des masses. Depuis le début des années 2000, des pans de plus en plus larges de la planète plongent dans la violence et le chaos : Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Liban, Ukraine, Israël et Palestine... Cette gangrène se propage peu à peu, pays après pays, région après région. Voilà le seul avenir possible dans le capitalisme, ce système d'exploitation décadent et pourrissant.

Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser le capitalisme

Alors, que faire ? Les ouvriers de tous les pays ne doivent pas se faire d'illusions sur une prétendue paix possible, sur une quelconque solution de la « communauté internationale », de l'ONU, ou autre repaire de brigands. Le capitalisme, c'est la guerre. Depuis 1914, elle n'a pratiquement jamais cessé, touchant telle partie du monde, puis telle autre. La période historique devant nous va voir cette dynamique mortifère se répandre et s'amplifier, avec une barbarie de plus en plus insupportable.

Les ouvriers de tous les pays doivent donc refuser de se laisser emporter, ils doivent refuser de prendre parti pour un camp bourgeois ou pour un autre, à l'Est, au Moyen-Orient, comme partout ailleurs. Ils doivent refuser de se laisser bernier par les discours qui leur demandent de manifester leur « solidarité » avec « le peuple ukrainien attaqué », avec « la Russie menacée », avec « les masses palestiniennes martyrisées », avec « les israéliens terrorisés »... Dans toutes les guerres, de chaque côté des frontières, les États embrigadent toujours en faisant croire à une lutte entre le bien et le mal, entre la barbarie et la civilisation. En réalité, toutes ces guerres sont toujours un affrontement entre des nations concurrentes, entre des bourgeoisies rivales. Elles sont toujours des conflits dans lesquels meurent les exploités au profit de leurs exploiters.

La solidarité des ouvriers ne va donc pas aux « Palestiniens » comme elle ne va pas aux « Israéliens », aux « Ukrainiens », ou aux « Russes », car parmi toutes ces nationalités se trouvent des exploiters et des exploités. Elle va aux ouvriers et chômeurs d'Israël et de Palestine, de Russie et d'Ukraine, comme elle va aux ouvriers de tous les autres pays du monde. Ce n'est pas en manifestant « pour la paix », ce n'est pas en choisissant de soutenir un camp contre un autre qu'on peut apporter une solidarité réelle aux victimes de la guerre, aux populations civiles et aux soldats des deux camps, prolétaires en uniforme transformés en chair à canon, gamins endoctrinés et fanatisés. La seule solidarité consiste à dénoncer TOUS les États capitalistes, TOUS les partis qui appellent à se ranger derrière tel ou tel drapeau national, telle ou telle cause guerrière, TOUS ceux qui nous

leurrent avec l'illusion de la paix et des « bons rapports » entre les peuples.

Cette solidarité passe avant tout par le développement de nos combats contre le système capitaliste responsable de toutes les guerres, un combat contre les bourgeoisies nationales et leur État.

L'histoire a montré que la seule force qui peut mettre fin à la guerre capitaliste, c'est la classe exploitée, le prolétariat, l'ennemi direct de la classe bourgeoise. Ce fut le cas lorsque les ouvriers de Russie renversèrent l'État bourgeois en octobre 1917 et que les ouvriers et les soldats d'Allemagne se révoltèrent en novembre 1918 : ces grands mouvements de lutte du prolétariat ont contraint les gouvernements à signer l'armistice. C'est cela qui a mis fin à la Première Guerre mondiale, la force du prolétariat révolutionnaire ! La paix réelle et définitive, partout, la classe ouvrière devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale.

Ce long chemin est devant nous. Il passe aujourd'hui par un développement des luttes sur un terrain de classe, contre les attaques économiques de plus en plus dures que nous assène un système plongé dans une crise insurmontable. Parce qu'en refusant la dégradation de nos conditions de vie et de travail, en refusant les perpétuels sacrifices au nom de l'équilibre budgétaire, de la compétitivité de l'économie nationale ou des nécessaires efforts de guerre, nous commençons à nous dresser contre le cœur du capitalisme : l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans ces luttes, nous nous serrons les coudes, nous développons notre solidarité, nous débattons et prenons conscience de notre force quand nous sommes unis et organisés. Le prolétariat porte en lui, dans ses combats de classe, un monde qui est l'exact opposé du capitalisme : d'un côté, la division en nations se livrant une concurrence économique et guerrière jusqu'à la destruction mutuelle ; de l'autre, une potentielle unité de tous les exploités du monde. Ce long chemin, le prolétariat a commencé à l'emprunter, à y faire quelques pas : lors de « l'été de la colère » au Royaume-Uni en 2022, lors du mouvement social contre la réforme des retraites en France début 2023, lors des grèves historiques des

(Suite page 58)

Appel de la Gauche communiste

**À bas les massacres,
pas de soutien
à aucun camp impérialiste !**

Non aux illusions pacifistes !

Internationalisme prolétarien !

Le bain de sang impérialiste actuel au Moyen-Orient n'est que le dernier en date d'un siècle de guerre quasi-permanente qui caractérise le capitalisme mondial depuis 1914.

Les massacres de plusieurs millions de civils sans défense, les génocides, la réduction de villes, voire de pays entiers, à l'état de ruines n'ont rien apporté d'autre que la promesse d'atrocités plus nombreuses et plus graves à venir.

Les justifications ou "solutions" proposées par les différentes puissances impérialistes en lice, grandes ou petites, pour le carnage actuel, comme tous ceux qui l'ont précédé, constituent une gigantesque tromperie visant à pacifier, diviser et préparer la classe ouvrière exploitée à un massacre fratricide au nom d'une bourgeoisie nationale contre une autre.

Aujourd'hui, un déluge de feu et de fer s'abat sur les populations vivant en Israël et à Gaza. D'un côté, le Hamas. De l'autre, l'armée israélienne. Au milieu, des travailleurs bombardés, abattus, exécutés et pris en otage. Des milliers de personnes sont déjà mortes. Partout dans le monde, la bourgeoisie nous appelle à choisir notre camp. Pour la résistance palestinienne à l'oppression israélienne. Ou pour la réponse israélienne au terrorisme palestinien. Chacun dénonce la barbarie de l'autre

pour justifier la guerre. L'État israélien opprime le peuple palestinien depuis des décennies, par des blocus, des harcèlements, des check-points et des humiliations. Les organisations palestiniennes tuent des innocents par des attaques au couteau et des attentats à la bombe. Chaque camp appelle à faire couler le sang de l'autre.

Cette logique mortifère est celle de la guerre impérialiste ! Ce sont nos exploiters et leurs États qui mènent toujours une guerre sans merci pour défendre leurs propres intérêts. Et c'est nous, la classe ouvrière, les exploités, qui en payons toujours le prix, au prix de notre vie.

Pour nous, prolétaires, il n'y a pas de camp à choisir, nous n'avons pas de patrie, pas de nation à défendre ! De chaque côté de la frontière, nous sommes des frères de classe ! Ni Israël, ni Palestine !

Seul le prolétariat international uni peut mettre fin à ces massacres croissants et aux intérêts impérialistes qui les sous-tendent. Cette solution unique, internationaliste, préparée par une poignée de communistes de la gauche de Zimmerwald, a été validée en octobre 1917 lorsque la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière a renversé le régime capitaliste en Russie et établi son propre pouvoir politique de classe. Par son exemple, Octobre a inspiré un mouvement révolutionnaire international plus large qui a imposé la fin de la Première Guerre mondiale.

Le seul courant politique qui a survécu à la défaite de cette vague révolutionnaire et qui a maintenu la

défense militante des principes internationalistes est la Gauche communiste. Dans les années 1930, elle a préservé cette ligne fondamentale de la classe ouvrière pendant la guerre d'Espagne, la guerre sino-japonaise alors que d'autres courants politiques comme les staliniens, les trotskistes ou les anarchistes choisissaient leur camp impérialiste à l'origine de ces conflits. La Gauche communiste a maintenu son internationalisme pendant la Seconde Guerre mondiale alors que ces autres courants ont participé au carnage impérialiste déguisé en lutte entre "fascisme et antifascisme" et/ou en défense de l'Union "soviétique".

Aujourd'hui, les maigres forces militantes organisées de la gauche communiste adhèrent toujours à cette intransigeance internationaliste, mais leurs maigres ressources sont encore affaiblies par la fragmentation en plusieurs groupes différents et par un esprit sectaire et mutuellement hostile.

C'est pourquoi, face à la descente croissante dans la barbarie impérialiste, ces forces disparates doivent faire une déclaration commune contre toutes les puissances impérialistes, contre les appels à la défense nationale derrière les exploiters, contre les appels hypocrites à la "paix", et pour la lutte de classe prolétarienne qui mène à la révolution communiste.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES
PAYS, UNISSEZ-VOUS !**

**Courant Communiste International
Internationalist Voice**

17.10.2023

Pourquoi cet appel ?

Il y a seulement 20 mois, après l'invasion russe de l'Ukraine, une déclaration commune similaire a été proposée aux groupes de la gauche communiste par le CCI. Les groupes qui l'ont signée (le CCI, l'Istituto Onorato Damen, Internationalist Voice et International Communist Perspective (Corée du Sud) -avaient par la suite produit deux Bulletins de discussion des groupes de la Gauche communiste débattant de leurs positions et différences respectives et ont tenu des réunions publiques

communes.

Cependant, d'autres groupes de la Gauche Communiste ont refusé de signer l'appel (ou n'ont pas répondu du tout) bien qu'ils soient d'accord avec son principe internationaliste. Étant donné l'urgence de défendre ce principe en commun aujourd'hui, nous demandons à ces groupes - énumérés ci-dessous - de reconsidérer et de signer cet appel.

Un des arguments contre la signature de la déclaration commune sur

l'Ukraine était que d'autres différences entre les groupes étaient trop importantes pour le permettre. Il est indéniable que ces différences importantes existent, que ce soit sur des questions d'analyse, des questions théoriques, la conception du parti politique, ou même sur les conditions d'adhésion des militants. Mais le principe le plus urgent et le plus fondamental de l'internationalisme prolétarien, la frontière de classe qui distingue les organisations révolu-

(Suite page 57)

Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation impérialiste, de barbarie et de destruction

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une “opération spéciale” contre l’Ukraine, qui se voulait être un Blitzkrieg¹ à partir du nord et de l’est, avec l’intention de changer le gouvernement de Kiev et d’occuper le Donbass, Zaporijjia et Kherson. En réponse, l’État ukrainien a déclaré la mobilisation militaire de la population et une campagne démocratique a été lancée parmi les grandes puissances occidentales pour soutenir la défense de l’Ukraine. Tout cela laissait penser qu’il ne s’agissait que d’une opération “limitée”, comme l’occupation de la Crimée en 2014.

Aujourd’hui, en revanche, la situation ressemble davantage à ce que Rosa Luxemburg décrivait au début de sa brochure de Junius sur la Première Guerre mondiale : *“L’allégresse bruyante des jeunes filles courant le long des convois ne fait plus d’escorte aux trains de réservistes et ces derniers ne saluent plus la foule en se penchant depuis les fenêtres de leur wagon, un sourire joyeux aux lèvres La chair à canon, embarquée en août et septembre toute gorgée de patriotisme, pourrait maintenant en Belgique, dans les Vosges, en Mazurie ... Des villes se métamorphosent en monceaux de décombres, des villages en cimetières, des régions entières en déserts, des populations entières en troupes de mendiants, des églises en écuries.... Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu’elle est”*.

La guerre d’Ukraine présente les caractéristiques de la guerre impérialiste dans la décadence du capitalisme, et en particulier dans sa période de décomposition.

La guerre tend à devenir permanente et exprime ainsi sa tendance à devenir le mode de vie du capitalisme

Depuis la Première Guerre mondiale (4 ans), et surtout après la Seconde Guerre mondiale (5 ans), la guerre n’a pas cessé, causant globalement bien plus de morts et de destructions que lors des deux guerres mondiales :

1. Blitzkrieg ; terme allemand désignant une campagne militaire rapide et énergique ayant pour objectif une victoire claire qui évite la possibilité d’une guerre totale (Wikipédia).

Guerre de Corée (3 ans ; bien qu’elle ait été faussement arrêtée par un armistice signifiant une suspension provisoire et non un renoncement à la guerre) ; Vietnam (20 ans) ; Iran-Irak (8 ans) ; Afghanistan (20 ans) ; guerre d’Irak (8 ans) ; guerre d’Angola (13 ans) ; 1ère et 2ème guerre du Congo (1 an et 5 ans)... Aujourd’hui, on estime à 183 le nombre de conflits armés dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre en Ukraine dure depuis près de deux ans² et se trouve aujourd’hui dans un état de stagnation après l’échec de la contre-offensive ukrainienne, ce qui ne peut être que le prélude à une nouvelle escalade. En effet, depuis l’occupation russe de la Crimée en 2014, la guerre à Donetsk n’a pas cessé. Mais au-delà, à travers le clash entre l’extension de l’OTAN jusqu’aux portes de Moscou et la résistance de la Fédération de Russie à cette pression, la confrontation pose les bases pour une persistance et une escalade des combats : *“L’Ukraine a développé une puissance de combat impressionnante avec des dizaines de milliards de dollars d’aide, un entraînement poussé et un soutien en matière de renseignement de la part de l’Occident. Les forces armées ukrainiennes seront en mesure de mettre en péril toute zone occupée par les Russes. En outre, Kiev conservera la capacité d’attaquer la Russie elle-même, comme cela a été constam-*

2. Selon une étude de l’université d’Uppsala (Suède) basée sur les conflits entre 1946 et 2021, 26 % des guerres entre États se terminent en moins d’un mois, et 25 % en un an ; mais elle montre aussi que si le conflit dure plus d’un an, il a tendance à s’éterniser pendant au moins une décennie.

ment démontré au cours de l’année écoulée. Bien entendu, l’armée russe a également la capacité de menacer la sécurité de l’Ukraine. Bien que leurs forces armées aient subi d’importantes pertes humaines et matérielles dont il leur faudra des années pour se remettre, leurs capacités restent redoutables. Et comme elles l’ont démontré quotidiennement, même dans leur état déplorable actuel, elles peuvent encore causer des morts et des destructions considérables aux militaires et à la population civile ukrainiens”.³

La guerre en Ukraine confirme également la tendance à une plus grande implication directe des pays centraux du capitalisme dans la guerre impérialiste. En effet, cette guerre signifie le nouveau retour de la guerre en Europe depuis 1945, déjà à l’œuvre à travers la guerre des Balkans dans les années 1990. Elle oppose en outre les deux plus grands pays d’Europe en termes de taille, dont la deuxième puissance nucléaire mondiale.

De plus, cette guerre implique directement les grandes puissances européennes⁴ et américaines, qui participent à son financement et à l’envoi d’armes et de formations militaires⁵. Il n’est donc pas surprenant que cette guerre fasse planer le spectre d’une guerre mondiale :

“Avant l’invasion russe, beaucoup pensaient que les guerres entre grandes puissances du XXIe siècle, si elles devaient avoir lieu, ne res-

3 *An Unwinnable War*, article de Samuel Charap, (RAND Corporation), publié dans Foreign Affairs, juillet/août 2023. L’auteur a fait partie de l’équipe de planification politique du département d’État américain pendant l’administration Obama.

4 *“Le bloc a fourni une aide militaire à l’Ukraine - c’est la première fois que les institutions européennes fournissent directement une aide militaire (même létale) à un État, et met fin à sa réticence à s’impliquer militairement pour soutenir un État tiers en guerre”* (« *How the Ukraine war made the EU rethink everything* », article publié dans The Guardian weekly, du 6 octobre 2023.

5 18 États membres de l’UE forment des soldats ukrainiens (selon The Guardian weekly, idem).

sembleraient pas à celles du passé. Elles seraient menées à l'aide d'une nouvelle génération de technologies avancées, y compris des systèmes d'armes autonomes. Elles se dérouleraient dans l'espace et le cyberspace ; la présence de soldats sur les lignes de front n'aurait probablement pas beaucoup d'importance. Au lieu de cela, l'Occident a dû admettre qu'il s'agissait d'une nouvelle guerre entre États sur le sol européen, menée par de grandes armées sur des territoires de plusieurs kilomètres carrés. Et ce n'est là qu'une des nombreuses façons dont l'invasion de la Russie rappelle les deux guerres mondiales. Comme ces dernières, celle-ci a été alimentée par le nationalisme et des attentes irréalistes quant à la facilité avec laquelle il serait possible de submerger l'ennemi. Les combats se sont déroulés à la fois dans les zones civiles et sur les lignes de front, ravageant les villes et faisant fuir les populations. La guerre a consommé d'énormes ressources et les gouvernements concernés ont été contraints de faire appel à des conscrits et, dans le cas de la Russie, à des mercenaires. Le conflit a conduit à la recherche d'armes nouvelles et plus meurtrières et comporte un risque d'escalade dangereuse. Cette situation est également ressentie dans de nombreux autres pays".⁶

Une guerre totale

Une autre caractéristique des guerres en décadence (et d'autant plus dans la phase finale actuelle de décomposition) est qu'elles nécessitent la mobilisation de toutes les ressources de la nation et l'enrôlement de toute la population au front ou à l'arrière. Les médias ont insisté sur le fait qu'en Russie comme en Ukraine, pendant que la guerre se déroulait sur le front, la vie à l'arrière se poursuivait normalement à Moscou ou à Kiev. Ce n'est qu'une demi-vérité. Il est vrai que, notamment en Russie, ce sont principalement des mercenaires Wagner et les Kadyrovtsi qui ont été envoyés au front⁷ et que la conscription a pour l'instant soigneusement évité les lieux de fortes concentrations du prolétariat : "Le Kremlin a

eu recours de manière disproportionnée au recrutement de soldats dans les régions les plus pauvres de Russie, composées d'une large population de minorités ethniques, y compris celles provenant de républiques autrefois rebelles telles que la Tchétchénie, et de provinces telles que la Bouriatie et le Touva. À Touva, par exemple, un adulte sur 3 300 est mort en combattant en Ukraine (par rapport à Moscou, où le chiffre est de 1 sur 480 000 adultes)".⁸

Il est vrai aussi qu'il est nécessaire, autant que possible, de maintenir la production : par exemple en Ukraine, les entreprises ont le droit de "sauver" de la conscription jusqu'à 50% de leurs cadres et travailleurs qualifiés (en contrepartie, elles facilitent le recrutement des autres 50% en les menaçant de licenciement) et que les deux gouvernements ont intérêt à maintenir un semblant de "normalité" à l'arrière.

Mais la guerre se caractérise surtout comme une guerre totale, la barbarie fait rage sur les lignes de front et dans la population civile. Dès le premier jour de la guerre, Zelenski a interdit aux hommes adultes en âge de combattre de quitter le pays, ce qui n'a pas empêché des centaines de milliers d'entr'eux d'accompagner les 8 millions de réfugiés ukrainiens à l'étranger et des dizaines de milliers de fuir clandestinement la mobilisation. En Russie aussi, depuis la mobilisation partielle de septembre 2022, le gouvernement peut enrôler tout citoyen en âge de se battre, ce qui a immédiatement conduit à ce qu'environ 700 000 hommes ont fui le pays, et sans doute davantage par la suite.

Sur la ligne de front, "les agences de renseignement occidentales ont estimé qu'au cours de certains des combats les plus violents, la Russie a enregistré une moyenne de plus de 800 morts et blessés par jour, et les responsables ukrainiens ont reconnu des pics de 200

à 500 victimes par jour du côté ukrainien. La Russie a déjà perdu plus de soldats dans cette guerre qu'en dix ans de combats en Afghanistan".⁹

Selon des sources officielles américaines, le New York Times a estimé à la mi-août de cette année le nombre de morts, de blessés et de mutilés dans la guerre à environ 500 000 dont 70 000 morts et 120 000 blessés graves du côté ukrainien¹⁰ où l'on dispose de plus de données fiables. Selon des sources ukrainiennes, les troupes russes sont réapprovisionnées par des condamnés libérés qui ont fait l'objet d'un chantage à la guerre. Les officiers les méprisent et les envoient mourir sur la ligne de front sans s'occuper des blessés, et encore moins des morts.

Quant à la population civile, depuis le premier assaut russe, des charniers de meurtres et de tortures ont été découverts dans la banlieue de Kiev, puis à Bucha, avec des preuves de centaines d'exécutions sommaires, de viols de femmes et d'enfants, qui ont été exposés comme propagande de guerre antirusse. Les bombardements incessants détruisent les maisons et les infrastructures minimales des populations et font un nombre incessant de victimes. Des villes entières, comme Marioupol, ont été complètement détruites. La pluie de missiles ne s'arrête pas, non seulement sur le front oriental, mais aussi à Kiev. Des gares (Kramatorsk -avril 2022-), des cafés et des restaurants, des hôpitaux, des maternités, des centrales électriques et même des centrales nucléaires comme Zaporijjia ont été gravement menacés.

Chaque jour, les deux camps tirent des dizaines de milliers d'obus¹¹, semant la terreur et la destruction lorsqu'ils explosent, mais aussi lorsqu'ils n'explosent pas, car ils restent une menace qui peut continuer à tuer et à mutiler. Les bombes à fragmentation fournies par les États-Unis ces derniers mois, comme leur nom

6 *How wars Don't End*, article de Margaret MacMillan, professeur émérite d'histoire internationale à Oxford, publié dans *Foreign Affairs*, juillet/août 2023.

7 Les soldats du dirigeant tchétchène Kadyrov.

8 *The Treacherous Path to a Better Russia*, article de Andrea Kendall-Taylor et Erica Frantz, paru dans *Foreign Affairs* juillet/août 2023. Andrea Kendall est attachée supérieure et directrice du programme de sécurité transatlantique au Center for a New American Security. De 2015 à 2018, elle a été responsable nationale adjointe du renseignement pour la Russie et l'Eurasie au National Intelligence Council, au sein de la direction des services fédéraux américains du renseignement. Erica Frantz est professeur associé de sciences politiques à l'université de l'État du Michigan.

9 Voir note 3

10. Loin du front, la société ukrainienne coupée en deux, *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2023

11 L'un des journalistes qui a assisté au siège de Marioupol jusqu'à la fin raconte qu'"à un moment donné, les gens ne savaient pas qui blâmer pour les bombardements, les Russes ou les Ukrainiens" (A harrowing film exposes the brutality of Russia's war in Ukraine, *Vox-Voxmedia*, à propos d'un documentaire sur la prise de Marioupol).

l'indique, explosent en même temps qu'elles ensementent toute la zone d'explosifs. L'Ukraine est aujourd'hui l'un des pays où l'on trouve le plus de mines terrestres au monde : des mines anti-personnelles et antichars, qui explosent lorsqu'on marche dessus, mais aussi au passage des voitures ou des bus de personnes en fuite. Les troupes russes en retraite posent des mines sur tous les terrains et tendent des pièges en laissant des explosifs sur les cadavres dans les maisons abandonnées, et l'armée ukrainienne mine la ligne de front pour empêcher les Russes d'avancer. Les mines sont larguées par des missiles ou des drones, partout :

*"Quelques 174 000 kilomètres carrés de l'Ukraine sont soupçonnés d'être contaminés par des mines et des munitions non explosées. Il s'agit d'une zone de la taille de la Floride, soit environ 30 % du territoire ukrainien. Cette estimation tient compte des zones occupées par la Russie depuis son invasion totale, ainsi que des zones reconquises depuis la région de Kharkov à l'est jusqu'à la périphérie de Kiev, comme Bucha. Selon Human Rights Watch, des mines ont été recensées dans 11 des 27 régions de l'Ukraine."*¹²

Sans parler des conséquences écologiques de la guerre, que nous avons déjà évoquées : *"Des usines chimiques ont été bombardées dans un pays particulièrement vulnérable. L'Ukraine occupe 6 % du territoire européen, mais contient 35 % de sa biodiversité, avec quelque 150 espèces protégées et de nombreuses zones humides"*.¹³

C'est l'image qu'ont récemment donnée les journalistes de Kryvyi Rih, une importante concentration industrielle située près de Zaporijjia, la 7e ville du pays : *"Les files d'attente devant les bureaux de recrutement ont disparu. Aujourd'hui, tout le monde sait ce qu'est la vie quotidienne d'un soldat. Il n'est plus rare de croiser des soldats mutilés par la guerre aux abords des gares routières des villes*

moyennes".¹⁴

Mais la principale victime de la guerre est la classe ouvrière. Les familles des travailleurs sont bombardées à l'arrière et ils sont recrutés dans les usines pour aller au front, soumis à un chantage au licenciement, un peu comme les bagnards russes. Mais en plus, une fois mobilisés, ils perdent leur salaire, qu'ils échangent contre la maigre solde de 500 euros mensuels octroyée aux soldats sur le front. De plus, l'État a abandonné l'assurance pour les blessés et les mutilés. Pour ceux qui restent au travail, la Rada (parlement ukrainien) a approuvé en juillet 2022 la suspension de la plupart des lois régissant le code du travail, attribuant arbitrairement une liberté de négociation salariale et les licenciements aux directions d'entreprises.

L'économie au service de la guerre

Dans les guerres impérialistes de la décadence (et aussi bien entendu dans sa phase finale actuelle de décomposition), la guerre n'est pas au service de l'économie, contrairement à la période ascendante de l'expansion capitaliste au 19^e siècle, où les guerres coloniales permettaient l'expansion mondiale du capitalisme, ou encore lorsque les guerres nationales fournissaient un cadre au développement capitaliste. Dans la période présente, l'économie est au service de la guerre¹⁵ et cela se confirme dans la guerre d'Ukraine, à commencer par la Russie.

Dans son interview de fin d'année, M. Poutine s'est vanté d'une augmentation de 3,5 % de la production en Russie, mais ce chiffre ne fait que refléter en grande partie l'augmentation de la production de guerre :

"Le Kremlin jette le mobilier de la maison par la fenêtre en augmentant son budget militaire de 68 % d'ici à 2024. L'industrie de la défense s'apprête à rapidement approvisionner la ligne de front. Une enquête du média ukrainien Skhemy, basée sur des observations satellitaires, montre la construction ou l'expansion de plusieurs usines clés du système militaro-

industriel russe. Dans le secteur aéronautique, il s'agit de l'usine Gorbunov de Kazan (production de bombardiers Tu-16, Tu-22 et TU-160), de l'usine d'Irkoutsk (chasseurs Su-30) et de l'usine d'Ekaterinbourg (moteurs et boîtes de vitesse pour les hélicoptères militaires Mi-24 et Ka-52). D'autres, spécialisées dans le génie mécanique à Doubna (missiles Kh-22, Kh-55 et Kh-101) et Kronstadt (drones militaires Orion et Helios), ainsi que Kalashnikov (munitions pour maraudeurs Zala, Lancet et Italmas), ont également développé leurs installations industrielles".¹⁶

Les revenus de la population ont baissé de 10 % au cours de la dernière décennie, selon les chiffres officiels, et la situation économique du pays rappelle celle de l'URSS stalinienne au moment de l'effondrement du bloc de l'Est, dont la stagnation et le retard économiques furent précisément une cause majeure :

*"L'économie du pays est stagnante, avec peu de sources de valeur autres que l'extraction et l'exportation de ressources naturelles. L'ensemble du système est gangrené par la corruption et dominé par des entreprises publiques ou contrôlées par l'État, toutes inefficaces, et les sanctions internationales limitent l'accès aux capitaux et à la technologie. La Russie a du mal à développer, à retenir et à attirer les talents ; l'État ne finance pas suffisamment la recherche scientifique et la mauvaise gestion bureaucratique entrave l'innovation technologique. En conséquence, la Russie accuse un retard important par rapport aux États-Unis et à la Chine sur la plupart des indicateurs de développement scientifique et technologique. Les dépenses militaires ont stagné au cours des quatre dernières années et la population devrait diminuer de dix millions de personnes d'ici à 2050."*¹⁷

La guerre a également eu un impact majeur sur les économies des grandes puissances européennes. Les États-Unis ont utilisé la guerre, qu'ils ont contribué à déclencher, non seulement pour "saigner" la Russie et rendre plus difficile une éventuelle alliance avec la

12 "Il y a aujourd'hui plus de mines terrestres en Ukraine que presque partout ailleurs sur la planète", Vox (Voxmedia)

13 Voir : "La guerre d'Ukraine, un pas de géant vers la barbarie et le chaos général", *Revue internationale* 168. La citation est d'Iryna Stavchuk, ministre ukrainienne de l'environnement et des ressources naturelles, publiée dans "Les guerres contre nature", *Le Monde* 11 juin 2022.

14 Voir note 7

15 Voir : "Rapport à la Conférence de la gauche communiste de France de juillet 1945" dans "Il y a 50 ans : les véritables causes de la 2e guerre mondiale", *Revue internationale* 59.

16 L'industrie d'armement russe monte en puissance, *Le Monde* du 4 novembre 2023.

17 The Myth of Russian decline, par Michael Kofman et Andrea Kendall-Taylor (Center for a New American Security), *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2021.

Chine¹⁸, mais aussi pour imposer aux puissances européennes leur politique de sanctions à l'égard de la Fédération de Russie et de financement de la guerre en Ukraine.

Jusqu'à présent, nous avons dressé le bilan de presque deux ans de cette guerre sans différencier les caractéristiques des guerres en décadence ou de leur dernière phase de décomposition ; mais à ce stade, il existe une différence importante à pointer, à savoir la tendance au "chacun pour soi", la difficulté des États-Unis à imposer une discipline à leurs alliés et, dans le même temps, l'impossibilité pour ces derniers de se libérer de la tutelle américaine, et donc l'impossibilité de consolider un bloc impérialiste. Ce que les médias appellent l'"Occident", par opposition au "Global South", n'est pas la continuation de ce que fut le bloc américain face au bloc de l'Est pendant la guerre froide, mais un jeu de dupes où chacun défend ses intérêts contre les autres ; ce n'est rien de moins que ce qui se passe en réalité aussi dans le "Global South".

Au début de la guerre, la France et l'Allemagne en particulier ont essayé de maintenir un dialogue avec Poutine et de se soustraire à la politique américaine consistant à entraîner le Kremlin dans une guerre à l'usure ; mais en fin de compte, ils ont dû se conformer aux sanctions et au financement de la guerre. Au total, le montant dépensé par l'UE pour l'aide militaire à la seule Ukraine est estimé à 5 milliards d'euros. Macron a dû passer d'une affirmation de "mort cérébrale" de l'OTAN à une contribution d'environ 3 milliards d'euros pour financer la guerre et envoyer des armes à l'Ukraine, *no ;kj* n sans résistance, car son aide militaire se situe au cinquième rang, même derrière la Finlande ou la Slovaquie.

Mais c'est sans aucun doute pour l'Allemagne que les sanctions et la guerre ont eu le plus d'impact : *"Avant l'invasion de l'Ukraine, l'Europe importait 45 % de son gaz de Russie, l'Allemagne ayant particulièrement résisté à des décennies d'avertissements américains selon lesquels une telle dépendance à l'égard d'une seule puissance idéologiquement hostile était une folie. Comme on pouvait s'y attendre, une fois la guerre commencée, Vladimir*

*Poutine a eu recours à l'approvisionnement en gaz comme arme de guerre. À partir de juin 2022, les livraisons de gaz via Nord Stream 1, le gazoduc de 1 200 km reliant la côte russe près de Saint-Petersbourg au nord-est de l'Allemagne, ont été réduites à 40 % de la normale. En juillet, l'approvisionnement avait encore baissé, à 20 %. Gazprom a mis en cause "la maintenance de routine et les équipements défectueux". À la fin du mois d'août, alors que les prix du gaz montaient en flèche, NordStream 1 ne transportait plus du tout de gaz."*¹⁹ À cela s'ajoute le sabotage de NordStream 2, d'abord sur le plan politique par l'UE, puis en le faisant exploser.²⁰ L'Allemagne a dû réorganiser ses sources d'énergie avec des menaces de rationnement. En représailles, Scholz a déclaré un *Zitenwenden* (changement d'époque) dans la politique de sécurité du pays, ce qui signifie une politique de réarmement intensif. Cette politique est suivie par tous les pays de l'UE avec une augmentation de 30 % des dépenses de défense à partir de février 2022.

Pour leur part, les États-Unis ont dépensé environ 250 milliards de dollars dans le monde pour l'armement et le financement de la guerre, et l'administration Biden tente actuellement d'économiser à tout prix un budget de 60 milliards de dollars supplémentaires. Néanmoins, l'État américain a bénéficié économiquement des sanctions et des coupures d'énergie qui lui ont permis d'exporter ses propres ressources.

Au niveau international, le blocus des exportations de céréales de l'Ukraine (l'un des quatre principaux producteurs de céréales au monde) et du trafic maritime dans la mer Noire ont provoqué des famines en Afrique et, avec les dépenses d'armement et d'autres dépenses improductives, ont contribué à la hausse de l'inflation, en particulier des prix des denrées alimentaires. Tout cela, en plus de la hausse des prix de l'énergie et de l'augmentation considérable des budgets militaires, est répercuté sur les travailleurs sous la forme de sacrifices et d'une nette détérioration des conditions de vie qui leur sont imposées.

19 Référence mentionnée dans la note 3

20. Il est à présent avéré que ce sabotage était d'origine Ukrainienne, sans qu'il soit clairement établi si ce faut avec l'assentiment du gouvernement (cf. Le Figaro international)

L'irrationalité de la guerre en période de décomposition

Les groupes du milieu politique prolétarien de tradition bordiguiste (les différents Partis Communistes Internationalistes) et daméniste (la Tendance Communiste Internationaliste) défendent que la guerre impérialiste permet le début d'un nouveau cycle d'accumulation ; la Gauche communiste de France, dont nous nous réclamons, avait pourtant tiré à la fin de la Seconde Guerre mondiale la conclusion que, dans la décadence du capitalisme, la guerre ne débouche que sur la destruction des forces productives :

*"La guerre a été le moyen indispensable pour le capitalisme d'ouvrir les possibilités de développement ultérieur, à une époque où ces possibilités existaient et ne pouvaient être ouvertes qu'au moyen de la violence. De même, l'effondrement du monde capitaliste, ayant historiquement épuisé toutes les possibilités de développement, trouve dans la guerre moderne, la guerre impérialiste, l'expression de cet effondrement qui, sans ouvrir aucune possibilité de développement ultérieur pour la production, ne fait qu'engloutir les forces productives dans l'abîme et accumuler ruine sur ruine à un rythme accéléré."*²¹

Et cette guerre en est la pleine confirmation :

"Aujourd'hui, la guerre en Ukraine ne saurait avoir des objectifs directement économiques. Ni pour la Russie qui a déclenché les hostilités le 24 février 2022, ni pour les États-Unis qui, depuis plus de deux décennies, ont profité de l'affaiblissement de la Russie à la suite de l'effondrement de son empire en 1989 pour pousser l'extension de l'OTAN jusqu'aux frontières de ce pays. La Russie, si elle parvient à établir son contrôle sur de nouvelles portions de l'Ukraine, sera confrontée à des dépenses pharamineuses pour reconstruire des régions qu'elle est en train de ravager. Par ailleurs, à terme, les sanctions économiques qui se mettent en place de la part des pays occidentaux, vont affaiblir encore son économie déjà peu florissante. Du

18 Voir : Signification et impact de la guerre en Ukraine ; *Revue Internationale* 169, 2022.

21. Voir note 15, Rapport sur la situation internationale, Gauche Communiste de France, juillet 1945, également cité dans "Militarisme et décomposition (mai 2022)". *Revue internationale* 168, 2022.

côté occidental, ces mêmes sanctions vont avoir un coût considérable également, sans compter l'aide militaire à l'Ukraine qui se chiffre déjà en dizaines de milliards de dollars. En réalité, la guerre actuelle constitue une nouvelle illustration des analyses du CCI pour ce qui concerne la question de la guerre dans la période de décadence du capitalisme et plus particulièrement dans la phase de décomposition qui constitue le point culminant de cette décadence".²²

En effet, comme vient de le déclarer Poutine lui-même, "l'Ukraine est incapable de produire quoi que ce soit" ; en fait, l'économie ukrainienne était déjà très faible avant la guerre. Par exemple, après l'indépendance de l'URSS en 1991, la production a chuté de 60% et le PNB par habitant de 42% ; à l'exception précisément de l'Est - qui est maintenant le principal théâtre de la guerre - de Kiev et des oblasts du Nord, la principale production est agricole. Aujourd'hui, des infrastructures comme le pont de Crimée sont détruites, des villes entières sont en ruine, et dans certains lieux qui étaient d'importantes concentrations ouvrières, les usines ne produisent plus qu'à 25 % de leur capacité.

La situation dans le secteur de la production et de la fourniture d'énergie est significative de l'état du pays. Quatre centrales nucléaires sont à l'arrêt et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime à 10 milliards d'euros le coût des destructions dans ce seul secteur, ce qui a plongé 12 millions de personnes dans la pauvreté énergétique : *"L'hiver dernier, l'Ukraine a souffert de pannes d'électricité et de coupures de chauffage dans tout le pays. Les hôpitaux ont été privés d'électricité ou ont dû recourir à leurs propres générateurs. En avril, la capacité de production d'électricité de l'Ukraine avait été réduite de 51 % par rapport à ce qu'elle était juste avant l'invasion russe, selon le PNUD des Nations unies"*.²³

Il y a un manque de main-d'œuvre de base, notamment dans le domaine de la technologie et de la recherche, dont la plupart a fui le pays ou a été enrôlée sur le front : *"De nombreux*

professeurs et étudiants de sexe masculin ont rejoint l'armée. Quelque 2 000 professeurs et chercheurs n'ont pas pu poursuivre leurs travaux. Dans certaines universités, 30% des professeurs sont partis à l'étranger ou à l'autre bout du pays. Soixante-trois institutions font état d'une pénurie de personnel enseignant".²⁴

Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer une reconstruction qui initierait un nouveau cycle d'accumulation, et encore moins dans la perspective d'une installation durable de la guerre en Ukraine. La guerre impérialiste dans la décadence du capitalisme présente déjà, en elle-même, cet aspect de destruction permanente comme mode de vie du capitalisme ; mais dans sa phase de décomposition, et particulièrement ces dernières années, cette irrationalité prend un caractère plus élevé, de terre brûlée, de la part des différentes parties impérialistes.

Ainsi, dans cette guerre, la Russie détruit les infrastructures et la production et est en train d'exterminer la population du territoire qu'elle revendique (le Donbass). Alors que l'un de ses principaux objectifs était d'empêcher la présence de l'OTAN aux portes de ses frontières, d'une part elle a poussé la Suède et la Finlande à présenter leur candidature pour la rejoindre, et d'autre part, au lieu de la "neutralité" de l'Ukraine, elle se trouve confrontée à un pays militarisé et armé jusqu'aux dents, doté de la technologie la plus moderne fournie par l'ensemble des pays de l'OTAN.

Les États-Unis, qui ont poussé Poutine à déclencher la guerre afin de "saigner la Russie à blanc" et d'affaiblir son éventuelle alliance avec la Chine, sont confrontés à la perspective d'accepter une possible défaite de l'Ukraine (soutenue par l'OTAN et en premier lieu par les États-Unis eux-mêmes), ce qui signifierait un affaiblissement de leur image en tant que première puissance mondiale auprès de ses alliés, ou d'entraîner une escalade de la guerre aux conséquences imprévisibles en cas d'implication directe de l'OTAN dans le conflit, ou de l'utilisation d'armes nucléaires. En même temps, au lieu que la guerre soit une démonstration de force qui aurait imposé une discipline

à tous ses rivaux et aux puissances de deuxième et troisième ordre, les États-Unis sont confrontés à la guerre du Moyen-Orient, à l'attitude de défi d'Israël et à la possibilité de l'implication dans le conflit d'autres puissances régionales telles que l'Iran. Et si elle a pu pour l'instant imposer ses intérêts en Europe, les différentes puissances de l'UE ont entamé une course aux armements qui leur permettra peut-être un jour de résister à ces pressions. Cette situation n'échappe pas aux analystes américains :

*"Un conflit prolongé maintiendrait le risque d'escalade - soit le recours de la Russie aux armes nucléaires, soit une guerre entre l'OTAN et la Russie - à un niveau d'alerte élevé. L'Ukraine deviendrait complètement dépendante militairement et économiquement du soutien occidental, ce qui finirait par poser des problèmes budgétaires aux pays occidentaux et des problèmes de préparation à leurs armées. Les conséquences économiques mondiales persisteraient et les États-Unis seraient incapables de consacrer leurs ressources à d'autres priorités, tandis que la dépendance de la Russie à l'égard de la Chine s'accroîtrait. Une longue guerre affaiblirait également la Russie, mais les avantages ne l'emportent pas sur les coûts."*²⁵

Sur le champ de bataille lui-même, cette tendance à l'irrationalité s'est exprimée dans la tendance à reproduire à petite échelle des sièges tels que Stalingrad pendant la Seconde Guerre mondiale ou Verdun pendant la Première Guerre mondiale²⁶, comme à Bakhmout ou Marioupol, où, sous prétexte de la valeur plus ou moins stratégique de la place, on procède à des destructions systématiques avec

25. Voir note 2 : selon une étude de l'université d'Uppsala (Suède) basée sur les conflits de 1946 à 2021, 26 % des guerres entre États se terminent en moins d'un mois, et 25 % en un an ; mais elle montre aussi que si le conflit dure plus d'un an, il a tendance à s'éterniser pendant au moins une décennie

26. L'expression "saigner à blanc", utilisée par Hillary Clinton pour désigner l'objectif des États-Unis vis-à-vis de la Russie dans cette guerre, a été utilisée par Erich von Falkenhayn, chef d'état-major allemand, lors du siège de la forteresse de Verdun pendant la Première Guerre mondiale face à la France, qu'il voulait contraindre à l'épuisement de ses forces. L'échec de l'offensive allemande s'est soldé par un carnage causant la perte de 750 000 hommes (tués, blessés et disparus) dont 143 000 tués allemands et 163 000 français.

22. Militarisme et décomposition (mai 2022) ; *Revue internationale* 168, mai 2022.

23. L'Ukraine craint une nouvelle plongée dans le froid et l'obscurité, titre du Washington Post, mercredi 11 octobre 2023.

24. Ukraine, le système éducatif fait front, article de Qubit, revue scientifique hongroise, publié dans Courrier International 1275, du 23 au 29 novembre 2023/25

leur cortège de morts et de blessés (à Bakhmout, on estime à des centaines de milliers le nombre de blessés graves et à plus de 50 000 le nombre de tués).

La situation de la classe ouvrière

La classe ouvrière ukrainienne est très affaiblie par la désindustrialisation qui a suivi la désintégration de l'URSS et par le poids des campagnes idéologiques qui ont cherché à l'entraîner dans les luttes entre fractions de la bourgeoisie lors de la "révolution orange"²⁷ (2004), des protestations de l'Euromaïdan (fin 2013) et de la guerre de Crimée (2014). La déclaration de guerre de février n'a pas été combattue par des mobilisations de travailleurs, mais par la fuite massive de réfugiés. Bien qu'il y ait eu récemment des manifestations de femmes à Kiev appelant au retour des soldats du front, et que le gouvernement Zelenski ait de sérieuses difficultés à recruter des soldats, il ne faut pas s'attendre à

une réponse des ouvriers à la guerre.

En ce qui concerne la Russie, malgré le black-out des informations, il semble que le prolétariat des principales concentrations industrielles souffre moins directement de la conscription et des bombardements, mais de plus en plus de l'intensification de l'exploitation et de la répression sur le lieu de travail, ainsi que de la perte de pouvoir d'achat. Sa réponse à la situation demeure pour le moment une inconnue ; mais ce qui est clair, d'après les faits jusqu'à présent, c'est qu'elle aura besoin d'un certain temps pour mûrir.

Il est donc déplacé d'attendre de la part du prolétariat de l'un ou l'autre des deux pays concernés une réponse qui mettrait fin à la guerre.

D'autre part, les luttes actuelles du prolétariat mondial dans les principaux pays ne sont pas non plus le produit d'une protestation contre la guerre. Le prolétariat mondial a pu arrêter la Première Guerre mondiale, mais sa lutte révolutionnaire en Russie et en Allemagne n'était pas directement le produit d'une réponse à la guerre, mais du développement de ses luttes revendicatives et de sa conscience face

à l'effondrement du capitalisme. Dès que la bourgeoisie allemande a réussi à séparer la lutte contre la guerre de la lutte révolutionnaire à l'arrière, la paix a été utilisée contre la révolution.

Aujourd'hui les travailleurs des principaux pays, depuis l'été de la colère en Grande-Bretagne,²⁸ ont entamé une dynamique de luttes pour la défense de leurs conditions de vie, qui s'est confirmée notamment par les luttes contre la réforme des retraites en France et les luttes aux Etats-Unis (automobile, santé, éducation, etc.). Les luttes se sont développées malgré la guerre en Ukraine, et l'implication de différents pays dans le financement et l'envoi d'armes pour la guerre commence à nourrir la réflexion sur le rapport entre sacrifices et guerre au sein du prolétariat.

Hic Rhodes, 29.12.2023

27. "Élections aux Etats-Unis et en Ukraine - L'impasse croissante du capitalisme mondial" ; *Revue internationale* 120, 1er trimestre 2005.

28. Les luttes de l'été 2022 en Grande-Bretagne, qui, sous le slogan "trop c'est trop", ont marqué une rupture avec 40 ans de passivité après la défaite des grèves de mineurs de 1983, ont été appelées l'été de la colère ; ce terme fait référence aux luttes de 1978-1979 qui étaient désignées du nom d'hiver du mécontentement.

Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : la terrifiante réalité de la décomposition du capitalisme

Israël et Gaza depuis le 7 octobre 2023 : la guerre dans toute son abomination, une explosion de barbarie. Ce jour-là, au nom d'une « *juste vengeance* » contre « *les crimes de l'occupation sioniste* », des milliers de « *combattants* » fanatisés du Hamas et de ses alliés déferlaient sur les localités israéliennes entourant la bande de Gaza, répandant la terreur et commettant des crimes d'une sauvagerie sans aucune limite sur des civils sans défense. Les escouades d'assassins du Hamas à peine repoussées, Tsahal déchaînait à son tour toute sa puissance meurtrière sur la bande de Gaza au nom du combat de « *la civilisation démocratique* » contre « *les forces des ténèbres* » : « *Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* » déclarait le ministre de la défense israélien Yoav Galant le 9 octobre¹. Depuis plus de trois mois à l'heure où nous rédigeons ces lignes, l'aviation et l'artillerie israéliennes pilonnent jours et nuits l'enclave surpeuplée contrôlée par le Hamas, massacrant sans distinction civils et terroristes, tandis que les colonnes blindées de Tsahal progressent au milieu des ruines, tirant sur tout ce qui bouge. Des villes entièrement dévastées, des hôpitaux éventrés par des missiles, une foule de civils errant sous les bombes, sans eau, sans nourriture, des familles cherchant des proches sous les ruines ou pleurant partout leurs morts, ... « *Carthago delenda est* » (« Carthage doit être détruite ») répétait obsessionnellement Caton l'Ancien ; cette même idée fixe semble hanter l'esprit des factions dirigeantes de la bourgeoisie israélienne. Après seulement trois mois de conflit, Gaza compte déjà proportionnellement plus de morts et de bâtiments détruits que Marioupol en Ukraine ou que les villes allemandes bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale. Ce paysage d'apocalypse, c'est celui du capitalisme du XXI^e siècle.

Ces dizaines de milliers de civils gazaouis « éliminés », ces millions d'autres jetés sur des routes qui ne mènent nulle part, sont les victimes de l'État d'Israël, « *la seule démocratie du Proche- et du Moyen-Orient* », qui se prétend le dépositaire unique de la mémoire de l'Holocauste et de ses camps d'extermination. Depuis des décennies, les révolutionnaires le réitèrent : le capitalisme enfonce peu à peu l'humanité dans la barbarie et le chaos ! Au Moyen-Orient, le capitalisme dévoile l'avenir qu'il réserve à toute l'humanité ! La guerre de Gaza est l'illustration par excellence de l'intensification terrifiante de la barbarie que le capitalisme déchaîne dans sa phase ultime de sa décadence, la période de décomposition.

Le Moyen-Orient, illustration par excellence du pourrissement sur pied du capitalisme

L'histoire du Moyen-Orient illustre de manière frappante l'expansion terrifiante du militarisme et des tensions guerrières, plus spécifiquement depuis l'entrée en décadence du capitalisme au début du 20^e siècle. De fait, l'effondrement de l'Empire ottoman allait situer la région au centre des appétits et des confrontations impérialistes².

En particulier, après la Seconde Guerre mondiale, la région est mar-

quée par l'implantation du nouvel État d'Israël et les guerres israélo-arabes successives en 1948, 1956, 1967 et 1973 (sans oublier l'invasion du Liban par Israël en 1982) et elle a constitué une zone centrale pour la confrontation entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Des années 1950 aux années 1970, l'Union Soviétique et son bloc tenteront de manière persistante de s'implanter dans la région en soutenant le nationalisme arabe et en particulier les *fedayin* palestiniens et l'Organisation de Libération de la Palestine. Ces tentatives se sont heurtées à une forte opposition des États-Unis et du bloc occidental, qui ont fait de l'État d'Israël un des fers de lance de leur politique. À la fin des années 1970 et au cours des années 1980, le bloc américain s'assure progressivement du contrôle global du Moyen-Orient et réduit progressivement l'influence du bloc soviétique, même si la chute du Shah et la « révolution iranienne » en 1979 privent non seulement le bloc américain d'un bastion important mais annoncent, à travers la venue au pouvoir du régime rétrograde des *mollahs*, la décomposition croissante du capitalisme. Cette offensive du bloc américain « *a pour objectif de parachever l'encerclement de l'URSS, de dépouiller ce pays de toutes les positions qu'il a pu conserver hors de son glacis direct. Cette offensive a pour priorité une expulsion définitive de l'URSS du Moyen-Orient, une mise au pas de l'Iran et la réinsertion de ce pays dans le bloc américain comme pièce importante de son dispositif stratégique* »³.

Après l'implosion du bloc soviétique fin 1989, les années 1990, sont marquées par l'expansion spectaculaire des manifestations de la période de décomposition du capitalisme et, dans ce cadre, le « rapport sur les tensions impérialistes » du 20^e congrès du CCI constatait déjà en 2013 : « *Le Moyen-*

1. « Un journal non aligné », Le Monde diplomatique, novembre 2023..

2. Pour un aperçu plus détaillé des rapports impérialistes dans la région jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, cf. les « Notes sur l'histoire des conflits impérialistes au Moyen-Orient, le partie et Notes sur l'histoire des conflits impérialistes au Moyen-Orient, 2e partie », *Revue internationale* n° 115, 2003 et n° 117, 2004.

3. « Résolution sur la situation internationale, 6^e congrès du CCI », *Revue internationale* n° 44, 1986.

Orient est une terrible confirmation des nos analyses à propos de l'impasse du système et de la fuite dans le « chacun pour soi ». Il les illustre effectivement de manière saisissante à travers les caractéristiques centrales de cette phase :

- l'explosion du « chacun pour soi » impérialiste à travers l'expression des appétits hégémoniques d'une multitude d'États. L'Iran a manifesté ses ambitions impérialistes, d'abord en Irak en appuyant les milices chiites principales, qui dominent un appareil étatique fragmenté, puis en Syrie en portant à bout de bras le régime de Bachar el-Assad sur le point d'être balayé par la révolte de la majorité sunnite. A travers ses alliés, des Hezbollah libanais aux Houthis yéménites, le pays des *mollahs* s'est imposé comme une puissance régionale redoutable. Mais la Turquie, avec ses interventions en Irak ou en Syrie, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, présents au Yémen ou en Égypte, voire le Qatar, base arrière des groupes rattachés aux Frères Musulmans, ne cachent nullement à leur tour des ambitions impérialistes ;

- les réactions meurtrières de la superpuissance américaine pour contrer le déclin de sa domination. Les États-Unis ont provoqué et mené deux guerres meurtrières au Moyen-Orient (l'opération *Desert Storm* par Bush senior en 1991 et l'*Operation Iraqi Freedom* par Bush junior en 2003), qui n'ont eu finalement comme résultat que d'accroître le chaos et la barbarie ;

- le chaos terrifiant découlant de guerres civiles sanglantes (Syrie, Yémen) menant à l'effondrement des structures étatiques, des États fragmentés et déliquescents (Irak, Liban), des populations traumatisées et des millions de réfugiés.

Dans cette dynamique de confrontations croissantes au Moyen-Orient, Israël a joué un rôle capital. Premier lieutenant des Américains dans la région, Tel-Aviv était appelée à être la clé de voûte d'une région pacifiée à travers les accords d'Oslo et de Jéricho-Gaza de 1993, un des plus beaux succès de la diplomatie américaine dans la région, qui accordaient un début d'autonomie aux Palestiniens et les intégraient ainsi dans l'ordre régional conçu par l'Oncle Sam. Au cours de la seconde partie des années 1990 toutefois, après l'échec de l'invasion israélienne du Sud-Liban, la droite israélienne "dure" arrive au pou-

voir (premier gouvernement Netanyahu de 1996 à 1999) contre la volonté du gouvernement américain qui soutenait Shimon Peres. La droite fera tout, à partir d'alors, pour saboter le processus de paix avec les Palestiniens :

- à travers l'extension des colonies de peuplement en Cisjordanie et le soutien aux colons qui se montraient de plus en plus arrogants et violents : en février 1994 déjà, un terroriste juif, un colon appartenant au mouvement raciste créé par le rabbin Meir Kahane, massacre 29 musulmans dans le Caveau des Patriarches à Hébron ; en novembre 1995, un jeune sioniste religieux assassine le premier ministre Yitzhak Rabin ;

- à travers la stimulation en secret du Hamas et ses attentats terroristes afin de miner l'autorité de l'OLP, de mener une politique de 'diviser pour régner' et de justifier le contrôle croissant sur les territoires palestiniens.

Dans cette perspective, le démantèlement unilatéral des colonies à Gaza par le gouvernement Sharon en 2004 n'était en rien un geste de conciliation, comme la propagande israélienne l'a présenté mais au contraire le produit d'un calcul cynique pour geler ultérieurement les négociations sur le règlement politique du conflit : le retrait de Gaza « signifie le gel du processus politique. Et lorsque vous gelez ce processus, vous empêchez la création d'un État palestinien et toute discussion sur les réfugiés, sur les frontières et sur Jérusalem »⁴.

Par ailleurs, les islamistes refusant l'existence d'un État juif en terre d'Islam, tout comme les sionistes messianiques un État palestinien en terre d'Israël, donnée par Dieu aux Juifs, ces deux factions sont donc des alliés objectifs dans le sabotage de la « solution à deux États ». Aussi, les fractions de droite de la bourgeoisie israélienne ont fait tout leur possible pour renforcer l'influence et les moyens du Hamas, dans la mesure où cette organisation était, comme eux, totalement opposée aux accords d'Oslo : les premiers ministres Sharon et Olmert ont interdit en 2006 à l'Autorité palestinienne de déployer à Gaza un bataillon supplémentaire de police pour s'opposer

au Hamas et ont autorisé le Hamas à présenter des candidats aux élections en 2006. Lorsqu'en 2007, le Hamas a organisé à Gaza un coup de force pour « éliminer l'autorité palestinienne » et asseoir son pouvoir absolu, le gouvernement israélien a refusé d'épauler la police palestinienne. Quant aux fonds financiers qataris dont le Hamas avait besoin pour pouvoir gouverner, l'État hébreu a permis leur transfert régulier vers Gaza sous la protection de la police israélienne.

La stratégie israélienne est claire : Gaza offert au Hamas, l'Autorité palestinienne est affaiblie, avec un contrôle limité en Cisjordanie. Netanyahu lui-même a ouvertement revendiqué cette politique : « *Quiconque veut contre-carrer la création d'un État palestinien doit soutenir le renforcement du Hamas et transférer de l'argent au Hamas. Cela fait partie de notre stratégie* »⁵. La fuite en avant des fractions de droite de la bourgeoisie israélienne au pouvoir dans le suivi de leur propre politique impérialiste, en opposition avec les intérêts de Washington, en particulier avec les gouvernements Netanyahu successifs de 2009 à aujourd'hui, est une caricature de la gangrène de la décomposition qui ronge l'appareil politique de la bourgeoisie. L'État d'Israël et le Hamas, à des moments et avec des moyens différents, ont tous deux pratiqué la politique du pire qui devait déboucher sur les massacres atroces d'aujourd'hui.

Dans la perspective de la priorité accordée à l'endigement de l'Iran, Trump a mené une politique d'appui inconditionnel à cette politique de la droite israélienne, en fournissant à l'État hébreu et à ses dirigeants respectifs des gages de soutien indéfectible sur tous les plans : fourniture d'équipements militaires dernier cri, reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale et de la souveraineté israélienne sur le plateau syrien du Golan. Il a appuyé la politique d'abandon des accords d'Oslo, de la solution des « deux États » (israélien et palestinien) en « terre sainte ». L'arrêt de l'aide américaine aux Palestiniens et à l'OLP et la négociation des « accords d'Abraham », une proposition d'un « *big deal* » impliquant l'abandon de toute revendication de création d'un

4. Dov Weissglas, conseiller proche du premier ministre Sharon, dans le quotidien *Haaretz*, le 8 octobre 2004. Cité dans Ch. Enderlin, « L'erreur stratégique d'Israël », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

5. Netanyahu aux députés du Likoud le 11 mars 2019, propos rapportés par le quotidien israélien *Haaretz* du 9 octobre dernier.

État palestinien et l'annexion par Israël de larges parties de la Palestine en échange d'une aide économique américaine « géante », visait essentiellement à faciliter le rapprochement *de facto* entre les comparses saoudien et israélien : « *Pour les monarchies du Golfe, Israël n'est plus l'ennemi. Cette grande alliance a débuté depuis bien longtemps en coulisses, mais n'a pas encore été jouée. Le seul moyen pour les Américains d'avancer dans la direction souhaitée est d'obtenir le feu vert du monde arabe, ou plutôt de ses nouveaux leaders, MBZ (Émirats) et MBS (Arabie) qui partagent la même vision stratégique pour le Golfe, pour qui l'Iran et l'islam politique sont les menaces principales. Dans cette vision, Israël n'est plus un ennemi, mais un potentiel partenaire régional avec qui il sera plus facile de contrecarrer l'expansion iranienne dans la région. [...] Pour Israël, qui cherche depuis des années à normaliser ses relations avec les pays arabes sunnites, l'équation est simple : il s'agit de chercher une paix israélo-arabe, sans forcément obtenir la paix avec les Palestiniens. Les pays du Golfe ont de leur côté revu à la baisse leurs exigences sur le dossier palestinien. Ce "plan ultime" [...] semble aspirer à établir une nouvelle réalité au Moyen-Orient. Une réalité fondée sur l'acceptation par les Palestiniens de leur défaite, en échange de quelques milliards de dollars, et où Israéliens et pays arabes, principalement du Golfe, pourraient enfin former une nouvelle alliance, soutenue par les États-Unis, pour contrecarrer la menace de l'expansion d'un empire perse moderne* »⁶.

Cependant, comme nous le soulignons déjà en 2019, ces accords, qui étaient une pure provocation au niveau international (abandon d'accords internationaux et de résolutions de l'ONU) comme régional, ne pouvaient que réactiver à terme la pomme de discorde palestinienne, instrumentalisée par tous les impérialismes régionaux (l'Iran bien sûr, mais aussi la Turquie et même l'Égypte) contre les États-Unis et leurs alliés. De plus, ils ne pouvaient qu'enhardir le comparse israélien dans ses propres appétits impérialistes et qu'intensifier les confrontations, par exemple avec l'Iran « *Ni Israël, hostile au renforcement du Hezbollah au*

Liban et en Syrie, ni l'Arabie Saoudite ne peuvent tolérer cette avancée iranienne »⁷. Les accords d'Abraham ont irrémédiablement semé les graines de la tragédie actuelle de Gaza.

Guerre de Gaza : irrationalité et barbarie croissantes des confrontations impérialistes

L'attaque suicidaire du Hamas et les représailles aveugles d'Israël apparaissent comme l'expression d'une dynamique d'affrontement impérialiste chaotique et imprévisible, dépourvue de toute rationalité : en effet, ces trois mois de destructions et de massacres autour de la bande de Gaza ne relèvent à l'évidence pas d'un processus graduel d'alignement derrière un chef de file dominant ou d'adhésion à un bloc impérialiste en formation, mais illustrent au contraire l'explosion du « chacun pour soi » impérialiste, en interrelation croissante avec une exacerbation du militarisme, une multiplication de secousses économiques et une perte de contrôle croissante de bourgeoisies nationales sur leur appareil politique. Ces confrontations sanglantes en sont le produit à la fois inévitable et irrationnel, car aucun des protagonistes ne peut réellement en tirer des avantages stratégiques durables (sans parler des conséquences économiques, qui risquent d'être catastrophiques pour tous).

Si nous considérons d'abord les beligérants directs, il est clair que le choix de la politique du pire ne bénéficiera en fin de compte à aucun d'entre eux, mais produira une extension terrifiante des destructions et de la barbarie :

- pour le Hamas, qui risquait de se retrouver totalement marginalisé par les conséquences des accords d'Abraham, frapper un grand coup était vital pour réorienter les projecteurs internationaux sur le « problème palestinien ». A l'évidence, l'attaque du 7 octobre n'a été possible que par un rapprochement avec l'Iran qui lui a fourni les armes adéquates, mais ce rapprochement a généré des tensions au sein de l'organisation entre les « militaires » (les commandants des brigades al-Qassam) et la direction « politique » qui a critiqué l'Iran pour son soutien à Assad lors de la guerre civile contre les groupes sunnites en Syrie. De plus, en envoyant

un millier d'assassins massacrer des civils, le Hamas s'expose à un possible anéantissement à Gaza et en tout cas à une destruction massive de ses forces. Par ces actions, cette bande de « fous de Dieux » obscurantiste et sanguinaire, qui a remplacé les pourris et corrompus du Fatah à Gaza, exprime de manière caricaturale l'irrationalité dans laquelle a plongé la bourgeoisie palestinienne ;

- quant à l'État d'Israël, il s'est engagé dans des représailles sanguinaires qui vont générer une génération de Palestiniens ivres de vengeance et qui risquent en même temps d'accentuer la déstabilisation interne du pays, vu le chaos croissant qui règne dans l'appareil politique israélien : tensions entre factions de la bourgeoisie, corruption massive, magouilles législatives, tensions entre le gouvernement et l'appareil judiciaire qui dissimulent mal des règlements de comptes au sein de l'appareil d'État, délires suprémacistes des ultraorthodoxes... Tout cela dans un contexte d'explosion considérable de la pauvreté. Le déchaînement aveugle de la vengeance risque surtout de déstabiliser gravement toute la région, dans la mesure où les fractions de droite visent à liquider définitivement la « solution à deux États » en s'engageant dans un « nettoyage ethnique » de la Palestine de toute sa population arabe, ce qui ne peut qu'accentuer les oppositions avec le « parrain » américain.

La situation n'est guère différente pour les autres protagonistes impliqués dans ce conflit :

- l'Iran semble à court terme tirer un certain avantage de la situation, mais c'est, pour elle, une victoire à la Pyrrhus ! Le régime des *mollahs* est en réalité obligé de choisir la fuite en avant dans les provocations parce qu'il subit de fortes pressions des sanctions économiques imposées par les États-Unis, mais aussi des tensions sociales au sein de la société iranienne même subissant la misère et les pénuries de biens vitaux, le résultat de quarante années d'économie de guerre. De plus, l'Iran s'expose à des représailles très dures contre ses positions au Liban et en Syrie, voire à des attaques destructrices sur son territoire, comme les attentats récents à Kerman. Israël bombarde déjà régulièrement des installations du Hezbollah ou de la brigade iranienne al-Qods au Liban, en Syrie et même en Irak et demeure toujours prêt à

6. Extrait du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, 18 juin 2019.

7. « 23^e congrès international du CCI, Résolution sur la situation internationale », *Revue internationale* n° 164, 2019.

attaquer les centrales nucléaires iraniennes, comme en juillet 2019, où des explosions « mystérieuses » avaient détruit une usine de construction de centrifugeuses à Natanz ;

- la Turquie fait partie de la nébuleuse des « frères musulmans » avec le Qatar et le Hamas et se positionne donc en première ligne pour condamner Israël : Erdogan a comparé Netanyahu à Hitler et la police turque a arrêté 33 personnes soupçonnées d'espionnage au profit d'Israël. D'autre part, Ankara ne se prive pas de critiquer la tiédeur des monarchies du Golfe : « *l'émergence d'une brutale opposition entre l'axe Ankara-Doha et l'axe Riyad-Abou Dhabi. En juillet 2013, cette opposition était déjà perceptible sur le théâtre égyptien à l'occasion du coup d'État contre le président Mohamed Morsi* »⁸ ;

- du point de vue de la Russie, les confrontations à Gaza détournent certes l'attention des États-Unis et des Européens de l'Europe de l'Est et réduisent la pression sur le front ukrainien. Mais le conflit de Gaza place aussi Moscou dans une position délicate, tiraillée entre le soutien traditionnel à la cause palestinienne et le rapprochement stratégique avec l'Iran (qui lui fournit des drones) d'une part et les bonnes relations que Poutine entretient avec Israël et en particulier avec Netanyahu d'autre part (Israël ne participe pas au programme de sanctions économiques contre la Russie et s'est par ailleurs abstenue de condamner l'occupation de la Crimée en 2014). Par ailleurs, une possible extension des confrontations et des interventions d'autres puissances dans le conflit pourraient mettre en danger les positions russes en Syrie ;

- la Chine profite également de la réorientation momentanée de l'attention de Washington, qui ne place plus la Mer de Chine et Taïwan au centre de ses préoccupations immédiates. Cependant, alors que la diplomatie chinoise en réconciliant les frères ennemis iraniens et saoudiens et en intégrant ces pays ainsi que l'Égypte dans les BRICS était arrivée à relancer une branche des « routes de la soie » à travers le Moyen-Orient, qui devait aboutir en Israël, l'actuelle flambée de chaos et d'atrocités risque non seulement de fragiliser son approvisionnement

en hydrocarbures, mais aussi de constituer une entrave considérable à la mise en œuvre des « routes de la soie », dont l'économie chinoise en difficulté a grand besoin ;

- concernant la première puissance mondiale enfin, les États-Unis, la réaction pour le moins fébrile de l'administration Biden, avec une visite expresse de Biden à Tel-Aviv et une présence quasi-hebdomadaire du Secrétaire d'État Blinken ou du ministre de la défense Austin dans la région, souligne amplement que la guerre de Gaza perturbe lourdement leur politique impérialiste. Les États-Unis ont opéré, sous l'ère Obama, un « pivot asiatique », une politique de réorientation de leurs moyens économiques et militaires pour endiguer le *challenger* chinois, poursuivie et amplifiée par Trump et Biden. En même temps, ils promouvaient un système d'alliance entre Israël et plusieurs pays arabes, en particulier l'Arabie Saoudite, pour contenir les aspirations impérialistes de l'Iran, déléguant à l'État hébreu la responsabilité du maintien de l'ordre au Moyen-Orient. C'était sans compter avec la dynamique d'instabilité croissante des alliances et la tendance profonde au « chacun pour soi » et surtout avec la tendance toujours plus marquée de la bourgeoisie israélienne à faire passer ses propres intérêts impérialistes avant ceux des États-Unis.

Les États-Unis se retrouvent aujourd'hui mis au pied du mur par Israël, contraints de soutenir la politique irresponsable de Netanyahu de « nettoyage ethnique ». Biden lui-même l'a reconnu lors de sa conférence de presse du 12 décembre dernier : « *Ils veulent non seulement se venger de ce que le Hamas a fait, mais aussi de tous les Palestiniens. Ils ne veulent pas d'une solution à deux États* ». L'administration américaine accorde peu de confiance à la clique de Netanyahu qui risque de mettre le feu à la région, tout en comptant sur le soutien militaire et diplomatique américain en cas d'aggravation du conflit. Aussi, Biden insiste régulièrement sur le fait que « *ces bombardements aveugles font perdre à Israël son soutien international* ». La guerre à Gaza est donc un nouveau point de pression sur la politique impérialiste des États-Unis, qui pourrait s'avérer calamiteux en cas d'élargissement du conflit. Washington devrait alors assumer une présence

militaire considérable et un soutien à Israël qui ne pourraient que peser, non seulement sur l'économie américaine, mais également sur son soutien à l'Ukraine et, plus encore, sur sa stratégie pour endiguer l'expansion de la Chine.

Bref, non seulement aucun État n'a quelque chose à gagner dans ce conflit sans issue, mais la poursuite du conflit ne peut mener qu'à une extension de celui-ci et à encore plus de destructions et de barbarie.

Ceci vaut en premier lieu pour Israël, comme le souligne M. Steinberg, l'un des meilleurs experts israéliens du dossier palestinien : « *En poussant leur principal ennemi à surréagir, les organisations terroristes cherchent à le délégitimer aux yeux de l'opinion internationale. Cela leur accorde en retour une forme de légitimité. Si Israël ne se retire pas de Gaza, il va faire face à une forme de guérilla omniprésente, dont l'objectif sera de l'embourber dans une situation identique à celle qu'il a connue dans le Sud du Liban. Cela représenterait une menace pour les relations avec l'Égypte et la Jordanie, pouvant aller jusqu'à remettre en question les traités de paix avec ces pays. Le Hamas en sortira renforcé* »⁹. Si pour Israël, le risque de rester « bloqué dans l'engrenage infernal des années Netanyahu » peut mener à « l'isolement, l'effondrement économique et social »¹⁰, pour le Moyen-Orient, une telle perspective d'extension du conflit à l'ensemble de la région engendrerait une nouvelle spirale de barbarie, un embrasement de la guerre dominée par le « chacun pour soi », la déstabilisation de nombreux États, voire de régions toujours plus étendues de la planète, avec des pénuries, des famines, des millions de réfugiés, des conséquences immédiates particulièrement dévastatrices pour l'ensemble de l'économie mondiale, compte tenue de l'importance de la zone dans la production d'hydrocarbures et dans le transport naval mondial, et enfin l'importation du conflit en Europe, avec une série d'attentats meurtriers et d'affrontements communautaires.

Le risque d'un embrasement généra-

9. Citation reprise de Ch. Enderlin, « L'erreur stratégique d'Israël », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

10. Le chercheur T. Persico, dans Ch. Enderlin, « L'erreur stratégique d'Israël », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

8. *Le Monde diplomatique*, juin 2020.

lisé du Moyen-Orient n'est pas négligeable et s'accroît avec l'installation de la guerre dans la durée. Et le danger d'extension du conflit se précise : les tirs du Hezbollah sont quotidiens et, face à ces vagues de missiles, le ministre de la défense israélien a menacé d'envahir le Sud-Liban ; Israël a « liquidé » un des chefs du Hamas par une attaque de drones sur un quartier de Beyrouth contrôlé par le Hezbollah ; des attentats à la bombe sont perpétrés en Iran ; les Houthis du Yémen attaquent les navires de commerce et les pétroliers à l'entrée de la Mer Rouge, provoquant la constitution d'une « coalition internationale » impliquant les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres États européens pour « garantir la libre circulation » dans cette artère vitale pour l'économie mondiale.

Loin de toute « cohérence de blocs » qui prévalait jusqu'à l'effondrement de l'URSS, tous les acteurs locaux sont prêts à appuyer sur la gâchette. Surtout, le conflit risque d'ouvrir un nouveau front, avec l'Iran et ses alliés en embuscade, susceptible d'affaiblir davantage le *leadership* américain. Les tensions politiques au sein de la bourgeoisie américaine et les difficultés qui en découlent pour la maîtrise du jeu politique sont elles-mêmes d'ailleurs un facteur puissant qui ravive l'instabilité. Elles limitent la liberté d'action de l'administration Biden et poussent les factions israéliennes au pouvoir (comme Poutine d'ailleurs pour le conflit en Ukraine) à temporiser dans l'espoir d'un retour de Donald Trump à la présidence. Washington tente bien sûr d'empêcher que la situation échappe à tout contrôle..., ambition parfaitement illusoire à terme, compte tenu de la dynamique funeste dans laquelle sombre le Moyen-Orient.

Quelles que soient les actions entreprises, la dynamique de déstabilisation est inéluctable. Il s'agit donc bien fondamentalement d'une nouvelle étape significative dans l'accélération du chaos mondial. Ce conflit montre à quel point chaque État applique de plus en plus, pour défendre ses intérêts, une politique de « terre brûlée », en cherchant, non plus à gagner en influence ou conquérir des intérêts, mais à semer le chaos et la destruction chez ses rivaux. Cette tendance à l'irrationalité stratégique, aux visions à court terme, à l'instabilité des alliances et au « chacun pour soi » n'est pas une poli-

tique arbitraire de tel ou tel État, ni le produit de la seule stupidité de telle ou telle fraction bourgeoise au pouvoir. Elle est la conséquence des conditions historiques, celles de la décomposition du capitalisme, dans lesquelles s'affrontent tous les États. Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, cette tendance historique et le poids du militarisme sur la société se sont profondément aggravés. La guerre de Gaza confirme à quel point la guerre impérialiste est désormais le principal facteur de déstabilisation de la société capitaliste. Produit des contradictions du capitalisme, le souffle de la guerre nourrit en retour le feu de ces mêmes contradictions, accroissant, par le poids du militarisme, la crise économique, le désastre environnemental, le démembrement de la société. Cette dynamique tend à pourrir tous les pans de la société, à affaiblir toutes les nations, à commencer par la première d'entre elles : les États-Unis.

La classe ouvrière confrontée à la barbarie d'un système en décomposition

Depuis des années, la situation de la population en général et de la classe ouvrière est dramatique dans la région, surtout en Irak, en Syrie, au Liban ou en Égypte. En Palestine, le Hamas a réprimé dans le sang des manifestations contre la misère, comme en mars 2019, alors que ses dirigeants mafieux se gavent d'aides internationales (le Hamas est une des plus riches organisations terroristes de la planète). Aujourd'hui, partout dans le monde, les travailleurs sont appelés par la bourgeoisie à choisir un camp : la « résistance palestinienne » ou la « démocratie israélienne ». Comme s'il n'y avait d'autres choix que de soutenir l'une ou l'autre de ces cliques bourgeoises sanguinaires.

D'un côté, le gouvernement israélien justifie le carnage en affirmant venger les victimes du 7 octobre et empêcher les terroristes du Hamas d'attenter à nouveau à la « sécurité de l'État hébreu ». Tant pis pour les dizaines de milliers de victimes innocentes ! La sécurité d'Israël vaut bien un massacre ! De l'autre côté, on affirme : « *Nous ne défendons pas le Hamas, nous défendons le droit du « peuple palestinien » à disposer de lui-même* », espérant faire oublier que « le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même »

n'est qu'une formule destinée à dissimuler la défense de ce qu'il faut bien appeler l'État de Gaza ! Les intérêts des prolétaires en Palestine, en Israël ou dans n'importe quel autre pays du monde ne se confondent en rien avec ceux de leur bourgeoisie et leur État. Une bande de Gaza « libérée » ne signifierait rien d'autre que consolider l'odieux régime du Hamas ou de toute autre faction de la bourgeoisie gazaouie.

Mais certains argumenteront que « la lutte d'un pays colonisé pour sa libération » porte atteinte à « l'impérialisme des États colonisateurs ». En vérité, comme cet article le montre tout au long du texte, l'attaque du Hamas s'inscrit dans une logique impérialiste qui dépasse largement ses seuls intérêts. « *Toutes les parties de la région ont les mains sur la gâchette* », affirmait, fin octobre, le ministre des Affaires étrangères iranien. Aussi faible soit-il face à la puissance de Tsahal, le Hamas, comme toute bourgeoisie nationale depuis l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, ne peut nullement, comme par magie, se soustraire aux rapports impérialistes qui régissent toutes les relations internationales. Soutenir l'État palestinien, c'est se ranger derrière les intérêts impérialistes de Khamenei, de Nasrallah et encore de Erdogan ou même Poutine qui se frotte les mains. Il n'y a pas à choisir entre cette bande gazaouie de fous furieux assoiffés de fric et de sang et la clique d'illuminés et de corrompus de Netanyahu.

Pour parachever le carcan nationaliste dans lequel la bourgeoisie cherche à enfermer la classe ouvrière, il y a enfin les campagnes pacifistes : « *Nous ne soutenons aucun camp ! Nous réclamons un cessez-le-feu immédiat !* » Les plus naïfs s'imaginent sans doute que l'enfoncement accéléré du capitalisme dans la barbarie vient du manque de « bonne volonté » des assassins à la tête des États, voire d'une « démocratie défailante ». Les plus malins savent parfaitement quels sordides intérêts ils défendent. Il en est ainsi, par exemple, du président Biden, fournisseur de missiles à sous-munitions en Ukraine, « horrifié » par les « bombardements aveugles » à Gaza tout en continuant à fournir les indispensables munitions. Et si Biden a haussé le ton face à Netanyahu, ce

(Suite page 58)

Les atrocités de la guerre utilisées pour justifier de nouvelles atrocités

“La guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d’un meurtre systématique, chez des hommes normalement constitués, il faut cependant d’abord produire une ivresse appropriée. C’est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants. La bestialité des pensées et des sentiments doit correspondre à la bestialité de la pratique, elle doit la préparer et l’accompagner.” (Rosa Luxemburg, *“La crise de la Social-démocratie”*, 1915)

Les affrontements terribles qui ensanglantent encore une fois le Proche-Orient viennent confirmer à nouveau ce qu’écrivait la grande révolutionnaire Rosa Luxemburg dans sa prison, en 1915.

Les miliciens du Hamas qui ont commis, le 7 octobre 2023, des crimes atroces contre des populations civiles israéliennes, femmes, enfants, vieillards, n’ont pu se conduire avec une telle barbarie qu’à la suite d’un conditionnement, d’un lavage de cerveau systématique de la part de l’organisation islamiste qui dirige la bande de Gaza.

De même si, aujourd’hui, la grande majorité de la population israélienne approuve les bombardements criminels et l’offensive terrestre dont sont victimes les habitants de Gaza, et qui ont fait déjà des milliers de morts civils, c’est parce qu’elle a subi un terrible traumatisme avec le massacre du 7 octobre mais aussi parce qu’elle aussi a été victime d’un conditionnement pendant des décennies de la part des autorités israéliennes et des différents partis de la bourgeoisie.

Aujourd’hui, avec la guerre entre l’État d’Israël et le Hamas, nous sommes une nouvelle fois témoins de l’utilisation par les différentes forces politiques qui défendent la perpétuation de l’ordre capitaliste d’une méthode que la classe exploiteuse a utilisée à grande échelle depuis le début du 20^e siècle pour justifier la barbarie guerrière : la mise en évidence des atrocités commises par “l’ennemi” pour justifier ses propres atrocités. Et les exemples ne manquent pas tout au long du 20^e siècle, le siècle où le système capitaliste est entré dans sa période de décadence.

Certes, la guerre a existé bien avant cette période et ses justifications par

ceux qui les dirigeaient l’ont toujours accompagnée mais les guerres du passé n’avaient jamais pris la forme d’une guerre totale, mobilisant toutes les ressources de la société et impliquant toute la population comme c’est devenu le cas à partir de 1914. Et c’est au cours de la Première Guerre mondiale que la propagande permettant de mobiliser les plus larges secteurs de la population d’un pays a été prise en charge de façon organisée et systématique par les gouvernements des pays belligérants.

Les aveux des défenseurs de l’ordre capitaliste

Nous avons déjà consacré dans notre presse un article très fouillé sur la propagande destinée, *“en vue d’un meurtre systématique”*, à *“produire une ivresse appropriée chez des hommes normalement constitués”*, comme l’écrivait Rosa Luxemburg. Nous engageons nos lecteurs à prendre connaissance de la totalité de cet article, *“Naissance de la démocratie totalitaire”*¹, publié en 2015, dont nous ne citerons ici que quelques courts extraits.

En particulier, cet article cite abondamment un ouvrage d’Harold Lasswell publié en 1927 et intitulé *“Propaganda technique in the World War”*. En voici quelques passages :

“Les résistances psychologiques à la guerre dans les nations modernes sont si grandes que chaque guerre doit apparaître comme une guerre de défense contre un agresseur menaçant et meurtrier. Il ne doit pas y avoir d’ambiguïté sur ceux que le public doit haïr. Il ne faut pas que la guerre ait pour cause un système mondial de conduite des affaires internationales, ni la stupidité ou la malveillance de toutes les

classes gouvernantes, mais la rapacité de l’ennemi. Culpabilité et innocence doivent être géographiquement établies et toute la culpabilité doit se trouver de l’autre côté de la frontière. Si la propagande veut mobiliser toute la haine des populations, elle doit veiller à ce que toutes les idées qui circulent fassent porter l’unique responsabilité sur l’ennemi. Des variations de ce thème peuvent être permises dans certaines circonstances que nous chercherons à spécifier, mais ce thème doit toujours être le schéma dominant. Les gouvernements d’Europe occidentale ne peuvent jamais être tout-à-fait certains que le prolétariat existant dans leurs frontières et sous leur autorité qui a une conscience de classe se ralliera à leur clairon guerrier.”

La propagande *“est une concession à la rationalité du monde moderne. Un monde instruit, un monde éduqué préfère se développer sur la base d’arguments et d’informations (...) Tout un appareil d’érudition diffusée popularise les symboles et les formes d’appel pseudo-rationnel : le loup de la propagande n’hésite pas à s’habiller en peau de mouton. Tous les hommes éloquents de l’époque – les écrivains, les reporters, les éditeurs, les prêcheurs, les conférenciers, les professeurs, les politiciens – sont mis au service de la propagande et amplifient la voix du maître. Tout est conduit avec le décorum et l’habillage de l’intelligence car c’est une époque rationnelle qui demande que la viande crue soit cuite et garnie par des chefs cuisiniers adroits et compétents. Une flamme nouvelle doit étouffer le chancre du désaccord et renforcer l’acier de l’enthousiasme belliqueux.”* (Lasswell, op. cit. p. 221)

“Pour mobiliser la haine de la population contre l’ennemi, il faut représenter la nation adverse comme un agresseur menaçant et meurtrier (...). C’est à travers l’élaboration des buts de guerre que le rôle d’obstruction de l’ennemi devient particulièrement évident. Représenter la nation adverse comme satanique : elle viole tous les standards moraux (les mœurs) du groupe et est une insulte à son estime de soi. Le maintien de la haine

1. *Revue Internationale* 155

dépend du fait de compléter les représentations de l'ennemi menaçant, destructeur, satanique, par l'assurance de la victoire finale." (Lasswell, op.cit., p. 195)

La lecture de ces passages, qui illustrent et complètent de façon remarquable les lignes de Rosa Luxemburg, pourrait laisser penser que Lasswell était un militant combattant le capitalisme. Il n'en est rien, c'était un universitaire américain *éminent* qui a publié de nombreux ouvrages de sciences politiques et a enseigné cette discipline de 1946 à 1958 à la prestigieuse université de Yale. Dans son ouvrage de 1927, en conclusion de ses travaux, il préconise un contrôle gouvernemental des techniques de communication (télégraphe, téléphone, cinéma et radio) et il a mis ses compétences au service de la bourgeoisie américaine tout au long de sa vie, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale où il était directeur de recherche sur la communication et la guerre au sein de la Library of Congress (la principale et prestigieuse bibliothèque des États-Unis) en même temps qu'il travaillait dans les services de propagande de l'armée.

La guerre du Camp du BIEN contre le Camp du MAL

Comme l'expriment de façon lumineuse les écrits de Lasswell, il s'agit pour chaque État menant la guerre de présenter l'ennemi combattu comme l'incarnation du MAL de façon à se présenter lui-même comme le représentant éminent du BIEN. Les exemples sont nombreux dans l'histoire à partir de 1914 et nous ne pouvons en citer que quelques uns.

Comme le dit notre article de 2015, *"la Grande-Bretagne utilisa à fond l'occupation de la Belgique par l'Allemagne, non sans une bonne dose de cynisme puisque en fait l'invasion allemande contrecarrait tout simplement les plans de guerre britanniques. Elle propagea des histoires d'atrocités les plus macabres : les troupes allemandes tuaient les bébés à coups de baïonnette, faisaient de la soupe avec les cadavres, attachaient les prêtres la tête en bas au battant de la cloche de leur propre église, etc."*

La bourgeoisie française ne fut pas en reste : dans une carte postale de propagande, on trouve un poème où un soldat explique à sa jeune sœur ce

qu'est un "boche" (terme utilisé en France pour désigner l'Allemand et qui signifie "boucher").

"Tu veux savoir, enfant, ce qu'est ce monstre, un boche ?

Un boche, mon chéri, c'est l'être sans honneur,

C'est un bandit sournois, lourdaud, haineux, et moche,

C'est un croquemitaine, un ogre empoisonneur.

C'est un diable en soldat qui brûle les villages,

Fusille les vieillards, les femmes, sans remords,

Achève les blessés, commet tous les pillages,

Enterre les vivants et dépouille les morts.

C'est un lâche égorgeur des enfants, des fillettes,

Embrochant les bébés avec des baïonnettes,

Massacrant par plaisir, sans raisons... sans quartier

C'est l'homme, mon enfant, qui veut tuer ton père,

Détruire ta Patrie et torturer ta mère,

C'est le teuton maudit par l'univers entier."

Ce type de propagande s'est particulièrement développé à la suite des fraternisations qui avaient eu lieu sur le front au moment de Noël 1914 entre des unités allemandes, françaises et écossaises. Ce poème le dit clairement : on ne peut, en aucune façon, fraterniser avec des "monstres".

Par la suite, l'accumulation des cadavres des deux côtés a servi pour chaque État belligérant à justifier la diabolisation de l'ennemi. Dans chaque camp on louait l'héroïsme et le sacrifice de ses soldats dans la "nécessaire" mission de faire barrage aux "crimes" des soldats de l'autre camp. Tuer des êtres humains n'était plus un crime s'ils portaient un autre uniforme mais au contraire un "devoir sacré en défense de l'humanité et de la morale".

Cette diabolisation des peuples "ennemis" en vue de justifier la barbarie guerrière s'est maintenue tout au long du 20^e siècle et au début du 21^e siècle où la guerre est devenue une manifestation permanente de la plongée du capitalisme dans sa phase de décadence. La Seconde Guerre mondiale nous en

offre un exemple à la fois éclairant et atroce. Pour la propagande bourgeoise d'aujourd'hui, il y avait un seul "Camp du MAL" : l'Allemagne nazie et ses alliés.

Le régime nazi était l'incarnation de la contre-révolution qui s'était abattue sur le prolétariat d'Allemagne après ses tentatives révolutionnaires de 1918-23. Une contre-révolution à laquelle les "démocraties" du "Camp du BIEN" avaient apporté toute leur contribution et qui a été parachevée par le nazisme. D'ailleurs, ces "démocraties" avaient longtemps estimé qu'elles pourraient s'entendre avec le régime hitlérien comme l'attestent les accords de Munich de 1938. Les atrocités commises par le régime nazi ont servi à la propagande des alliés pour justifier leurs propres atrocités. En particulier, l'extermination des juifs d'Europe par ce régime, expression la plus concentrée de la barbarie dans laquelle la décadence du système capitaliste a plongé la société humaine, a constitué un argument massif et présenté comme "irréfutable" de la nécessité pour les Alliés de détruire l'Allemagne, ce qui passait notamment par l'assassinat de dizaines de milliers de civils sous les bombes du Camp du BIEN. Après la guerre, lorsque les populations des pays "vainqueurs" ont eu connaissance des crimes commis par leurs dirigeants, on leur a expliqué que les effroyables massacres de populations civiles (notamment les bombardements de Hambourg entre le 25 juillet et le 3 août 1943 et ceux de Dresde du 13 au 15 février 1945 qui, utilisant massivement des bombes incendiaires, visaient essentiellement les civils faisant au total plus de 100 000 morts) se justifiaient par la barbarie du régime nazi. Ces mêmes dirigeants ont organisé une propagande massive sur les atrocités - réelles - commises par ce régime, et particulièrement l'extermination des populations juives.² Ils se gardaient

2. L'utilisation par le Camp du BIEN américain de la bombe atomique qui a rasé les villes d'Hiroshima (6 août 1945 - entre 103 000 et 220 000 morts suivant différentes estimations) et Nagasaki (9 août - de 90 000 à 140 000 morts) ne pouvait évidemment pas se justifier par l'extermination des juifs de la part des autorités japonaises mais il fallait quand même lui donner une vocation "humanitaire". En effet, d'après les autorités américaines, elle a permis de sauver un million de vies des deux camps en hâtant la fin de la guerre. C'est un des mensonges les plus odieux sur la Seconde Guerre mondiale.

bien, en revanche, de préciser que les Alliés n'ont strictement rien fait pour venir en aide à ces populations à qui la plupart des pays du Camp du BIEN ont refusé des visas d'entrée et qui ont même rejeté les propositions des dirigeants nazis de leur remettre des centaines de milliers de juifs.

La dénonciation de l'hypocrisie des "démocraties" par la Gauche communiste

Cette immonde hypocrisie de la bourgeoisie "démocratique" est très bien démontée, avec l'évocation de faits historiques avérés, dans un article intitulé "Auschwitz ou le grand alibi" et paru en 1960 dans le n°11 de la revue *Programme Communiste* (organe du Parti Communiste International, bordiguiste)³. Voici la conclusion de cet article que nous soutenons pleinement :

"Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort elle-même."

En réalité, dès avant ces bombardements, le gouvernement japonais était prêt à capituler à condition que l'Empereur Hirohito conserve son trône. Les autorités américaines ont alors refusé cette condition. Il fallait absolument qu'elles puissent faire usage de la bombe atomique pour mieux connaître les "performances" de cette arme nouvelle et surtout pour envoyer un message d'intimidation à l'Union Soviétique dont le gouvernement américain prévoyait qu'elle serait le prochain ennemi. Pour sa part, Hirohito est resté sur son trône jusqu'à sa mort, le 7 janvier 1989, sans jamais être inquiété par les autorités américaines alors que sa participation personnelle aux crimes des armées japonaises a été clairement établie. Une dernière précision : si la capitale du Japon, Tokyo, n'a pas reçu de bombe atomique, c'est qu'elle était déjà pratiquement rasée par de multiples bombardements "classiques" (avec l'utilisation intensive de bombes incendiaires), et notamment ceux de mars 1945 qui firent autant de morts que celui d'Hiroshima.

3. Cet article s'appuie notamment sur le livre *"L'Histoire de Joël Brand"* (Éditions du Seuil, 1957, traduit de l'allemand : *Die Geschichte von Joel Brand*, Verlag Kiepenheuer & Witsch, Köln-Berlin, 1956) décrivant les péripéties de ce juif hongrois qui organisait la fuite des juifs persécutés par les nazis. En mai 1944, Brandt est chargé par Adolf Eichmann de transmettre aux Alliés une proposition de "livraison" de centaines de milliers de juifs, une proposition refusée par les autorités britanniques.

Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant : voyez quels salauds sont ces Boches ! Comme nous avons raison de les combattre ! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain ! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme ; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45.000 Algériens (provocateurs fascistes !) tombaient sous les coups de la répression⁴ ; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée."

En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des Juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier par contraste la vraie démocratie, le vrai progrès, le bien-être dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont indissolublement liées ! (...) Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, la vie même de l'homme, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout."

En fait, cet article expose ce qui constitue une position fondamentale

4. Référence au soulèvement de la population de Sétif, le 8 mai 1945, le jour même de la signature de l'armistice, et qui a été réprimée avec une violence extrême par le gouvernement français auquel participait le Parti "communiste" dirigé par Maurice Thorez.

de la Gauche communiste : la dénonciation de l'idéologie antifasciste, dont l'évocation de la Shoah constitue un pilier, comme moyen de justifier la défense de la "démocratie" capitaliste. Ainsi, dès juin 1945, le numéro 6 de *L'Étincelle*, journal de la Gauche Communiste de France, l'ancêtre politique du CCI, avait publié un article intitulé "Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre" qui développait le même thème et que nous reproduisons ci-dessous :

"Le rôle joué par les SS, les nazis et leur camp d'industrialisation de la mort, fut celui d'exterminer en général tous ceux qui s'opposèrent au régime fasciste et surtout les militants révolutionnaires qui ont toujours été à la pointe du combat contre la bourgeoisie capitaliste, quelque forme qu'elle prenne : autarchique, monarchique ou "démocratique", quel que soit leur chef : Hitler, Mussolini, Staline, Léopold III, Georges V, Victor-Emmanuel, Churchill, Roosevelt, Daladier ou de Gaulle."

La bourgeoisie internationale qui, lorsque la révolution d'Octobre éclata, en 1917, chercha tous les moyens possibles et imaginables pour l'écraser, qui brisa la révolution allemande en 1919 par une répression d'une sauvagerie inouïe, qui noya dans le sang l'insurrection chinoise prolétarienne ; la même bourgeoisie finança en Italie la propagande fasciste puis en Allemagne celle de Hitler ; la même bourgeoisie mit au pouvoir en Allemagne celui qu'elle avait désigné comme devant être pour son compte le gendarme de l'Europe ; la même bourgeoisie aujourd'hui enfin dépense des millions pour financer le montage d'une exposition "SS crimes hitlériens", les prises de vues et la présentation au public de films sur les "atrocités allemandes" (pendant que les victimes de ces atrocités continuent à mourir souvent sans soins et que les rescapés qui rentrent n'ont pas les moyens de vivre).

Cette même bourgeoisie, c'est elle qui a payé d'un côté le réarmement de l'Allemagne et de l'autre a bafoué le prolétariat en l'entraînant dans la guerre avec l'idéologie antifasciste, c'est elle qui de cette façon ayant favorisé la venue de Hitler au pouvoir s'est servie jusqu'au bout de lui pour écraser le prolétariat allemand et

l'entraîner dans la plus sanglante des guerres, dans la boucherie la plus immonde que l'on puisse concevoir. C'est toujours cette même bourgeoisie qui envoie des représentants avec des gerbes de fleurs, s'incliner hypocritement sur les tombes des morts qu'elle a elle-même engendrés parce qu'elle est incapable de diriger la société et que la guerre est sa seule forme de vie.

C'EST ELLE QUE NOUS ACCUSONS !

car les millions de morts qu'elle a perpétrés dans cette guerre ne sont qu'une addition à une liste déjà bien trop longue, hélas, des martyrs de la "civilisation", de la société capitaliste en décomposition.

Les responsables des crimes hitlériens ne sont pas les Allemands qui ont les premiers, en 1934, payé par 450.000 vies humaines la répression bourgeoise hitlérienne et qui ont continué à subir cette impitoyable répression quand celle-ci se portait en même temps à l'étranger. Pas plus que les Français, les Anglais, les Américains, les Russes, les Chinois ne sont responsables des horreurs de la guerre qu'ils n'ont pas voulue mais que leur bourgeoisie leur ont imposé.

Par contre, les millions d'hommes et de femmes qui sont morts à petit feu dans les camps de concentration nazis, qui ont été sauvagement torturés et dont les corps pourrissent quelque part, qui ont été frappé pendant cette guerre en combattant ou surpris dans un bombardement "libérateur", les millions de cadavres mutilés, amputés, déchiquetés, défigurés, enfouies sous la terre ou pourrissant au soleil, les millions de corps, soldats, femmes, vieillards, enfants.

Ces millions de morts réclament vengeance...

... et ils réclament vengeance non sur le peuple allemand qui lui continue à payer ; mais sur cette infâme bourgeoisie et sans scrupules qui

elle n'a pas payé, mais profité et qui continue à narguer les esclaves qui ont faim, avec leurs mines de porcs à l'engrais.

La seule position pour le prolétariat n'est pas de répondre aux appels démagogiques tendant à continuer et à accentuer le chauvinisme au travers des comités antifascistes, mais la lutte directe de classe pour la défense de leurs intérêts, leur droit à la vie, lutte de chaque jour, de chaque instant jusqu'à la destruction du régime monstrueux du capitalisme."⁵

Aujourd'hui encore, l'État d'Israël (et ceux qui le soutiennent), invoque le souvenir de la Shoah pour justifier ses crimes. Les atrocités subies dans le passé par les populations juives sont un moyen de faire croire que cet État appartient au Camp du BIEN même lorsqu'il prend exemple sur les "démocraties" lors de la Seconde Guerre mondiale pour massacrer sous les bombes, de façon délibérée, les populations civiles. Et les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre lui ont permis de ranimer la flamme de façon spectaculaire au point de faire taire en Israël même la voix de ceux qui dénonçaient auparavant la politique criminelle de cet État, voire de les faire basculer dans le camp de la guerre à outrance.

Parallèlement, les ennemis d'Israël et ceux qui les soutiennent, et qui ont fait, pendant des décennies, leur fond de commerce de l'oppression et de l'humiliation des populations palestiniennes, qu'ils se rangent derrière les drapeaux islamiques ou les drapeaux "anti-impérialistes", trouvent aujourd'hui, avec les massacres commis par l'État hébreux à Gaza, les arguments de choc pour justifier leur soutien à un État palestinien, qui, comme tous les États, sera l'instrument de la classe exploiteuse pour opprimer et

réprimer les exploités.

Pour justifier la barbarie guerrière, la propagande bourgeoise a fait, particulièrement depuis 1914, un usage massif du mensonge comme on l'a vu plus haut et comme on continue à le voir. Pensons, parmi de nombreux autres exemples, au mythe des "armes de destruction massive" agité par l'État américain en 2003 pour justifier l'invasion de l'Irak. Mais cette propagande est encore bien plus efficace lorsqu'elle peut s'appuyer sur les atrocités réelles commises par ceux qui sont désignés comme ennemis. Et ces atrocités ne sont pas près de disparaître; bien au contraire. A mesure que le système capitaliste s'enfonce dans sa décadence et sa décomposition, elles seront de plus en plus fréquentes et abominables. Elles seront, comme par le passé, utilisées par chaque secteur de la bourgeoisie pour justifier ses propres atrocités et les atrocités futures.

L'indignation, la colère contre ces atrocités sont légitimes et normales chez tout être humain. Mais il importe que les exploités, les prolétaires, soient capables de résister aux sirènes de ceux qui les appellent à combattre et tuer les prolétaires des autres pays, ou à se faire tuer dans ces combats. Aucune guerre dans le capitalisme ne sera jamais celle qui mettra fin aux guerres, la "der des ders" comme le prétendait la propagande des pays de l'Entente en 1914 ou comme l'a prétendu le Président Bush junior en 2003 qui prédisait "une ère de paix et prospérité" après l'élimination de Saddam Hussein (en fait, le massacre de centaines de milliers d'irakiens). La seule façon de mettre fin aux guerres et aux atrocités qu'elles provoquent, c'est de mettre fin au système qui les engendre, le capitalisme. Toute autre perspective ne fait que préserver la survie de ce système barbare..

(Fabienne, 24-11-2023)

5. La Tendance Communiste Internationaliste a publié sur son site Internet un article qui traite des mêmes questions abordées dans notre présent article : "Hypocrisie impérialiste à l'Est et à l'Ouest", en anglais "Imperialist Hypocrisy" in the East and West. C'est un excellent article que nous saluons et que nous encourageons nos lecteurs à consulter.

Les USA : Superpuissance dans la décadence du capitalisme, aujourd'hui épice de la décomposition sociale (Partie II)

Le premier volet de cet article² a décrit la montée en puissance de l'impérialisme américain, qui devient dans la phase de décadence du capitalisme l'impérialisme dominant, leader du bloc occidental qui finit par triompher du bloc concurrent, le bloc soviétique, à la fin des années 1980. Dans l'introduction de cette première partie, il était déjà souligné que « L'effondrement du bloc de l'Est marque le début d'une phase terminale dans l'évolution du capitalisme : la décomposition sociale », qui va accélérer non seulement l'enfoncement du système bourgeois dans le chaos et la barbarie, mais va entraîner par la même occasion le déclin du leadership américain. Le deuxième volet de cet article se centrera précisément sur la mise en évidence de ce processus qui débute dans les années 1990 : « En 30 ans de pourrissement de la société bourgeoise, les États-Unis sont devenus un facteur d'aggravation du chaos, leur leadership mondial ne sera pas récupéré, peu importe que l'équipe Biden le proclame dans ses discours, ce n'est pas une question de souhaits, ce sont les caractéristiques de cette phase finale du capitalisme qui déterminent le cours des tendances et l'abîme vers lequel le capitalisme nous mène si le prolétariat n'y mettait pas fin par la révolution communiste mondiale »³.

1. L'implosion du bloc soviétique exacerbe le chacun pour soi et le chaos mondial

L'implosion du bloc de l'Est marque l'ouverture de la période de décomposition du capitalisme, une période où s'accélère dramatiquement la débâcle des différentes composantes du corps social dans le « chacun pour soi », l'enfoncement dans le chaos. S'il est un domaine où s'est immédiatement confirmée cette tendance, c'est bien celui des tensions impérialistes : « La fin de la "guerre froide" et la disparition des blocs n'a donc fait qu'exacerber le déchaînement des antagonismes impérialistes propres à la décadence capitaliste et qu'aggraver de façon qualitativement nouvelle le chaos sanglant dans lequel s'enfoncent toute la société (...) »³.

De fait, la totale désagrégation de bloc soviétique mène aussi à l'implosion de l'Union soviétique elle-même, mais elle entraîne en corollaire

le délitement du bloc US concurrent. Le texte d'orientation « Militarisme et décomposition »⁴ examine quel est l'impact de l'entrée du capitalisme décadent dans sa période de décomposition pour le déploiement de l'impérialisme et du militarisme. Il met d'emblée en évidence que la disparition des blocs ne remet pas en cause la réalité de l'impérialisme et du militarisme. Au contraire, ceux-ci deviennent plus barbares et chaotiques : « En effet, ce n'est pas la constitution de blocs impérialistes qui se trouve à l'origine du militarisme et de l'impérialisme. C'est tout le contraire qui est vrai : la constitution des blocs n'est que la conséquence extrême (qui, à un certain moment peut aggraver les causes elles-mêmes), une manifestation (qui n'est pas nécessairement la seule) de l'enfoncement du capitalisme décadent dans le militarisme et la guerre. (...) la fin des blocs ne fait qu'ouvrir la porte à une forme encore plus barbare, aberrante et chaotique de l'impérialisme »⁵.

Cette exacerbation de la barbarie guerrière s'exprimera plus concrètement par le biais de deux tendances

majeures, qui marqueront le développement de l'impérialisme et du militarisme pendant ces trois dernières décennies :

- Une première caractéristique importante est l'éclatement des appétits impérialistes tous azimuts, ce qui aura pour conséquence la multiplication des tensions et des foyers de conflits : « La différence avec la période qui vient de se terminer, c'est que ces déchirements et antagonismes, qui auparavant étaient contenus et utilisés par les deux grands blocs impérialistes, vont maintenant passer au premier plan. (...) du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible »⁶. Cette multiplication des antagonismes est par ailleurs une entrave majeure à la reconstitution de nouveaux blocs dans la période actuelle.

- La deuxième tendance qui découle de l'exacerbation du chacun pour soi est l'explosion d'un chaos sanglant et en corollaire les tentatives de contenir celui-ci, qui constituent tous les deux des facteurs d'aggravation de la barbarie guerrière : « le chaos régnant déjà dans une bonne partie du monde et qui menace maintenant les grands pays développés et leurs rapports réciproques, (...) face à la tendance au chaos généralisé propre à la phase de décomposition, et à laquelle l'effondrement du bloc de l'Est a donné un coup d'accélérateur considérable, il n'y a pas d'autre issue pour le capitalisme, dans sa tentative de maintenir en place les différentes parties d'un corps qui tend à se disloquer, que l'imposition du corset de fer que constitue la force des armes. En ce sens, les moyens mêmes qu'il utilise pour tenter de contenir un chaos de plus en plus sanglant sont un facteur d'aggravation considérable de la barbarie guerrière dans laquelle est

1. Les États-Unis : superpuissance dans la décadence du capitalisme et aujourd'hui épice de la décomposition sociale (1ère partie), *Revue Internationale* 169, 2022.

2. *Id.*

3. Résolution sur la situation internationale, pt 6, 9e congrès du CCI, *Revue internationale* n°67, 1991.

4. *Revue internationale* 64, 1991.

5. Texte d'Orientation Militarisme et décomposition, *Revue Internationale* 64, 1991.

6. *Id.*

*plongé le capitalisme »*⁷.

De fait, face à cette tendance historique prédominante au chacun pour soi, les États-Unis, seule superpuissance subsistante, vont mener une politique visant à contrecarrer cette tendance et à maintenir leur statut déclinant en exploitant en particulier leur supériorité militaire écrasante pour imposer leur leadership sur le monde et en particulier sur leurs « alliés » : *“Confirmer comme la seule super-puissance subsistante, les États-Unis feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter qu’aucune autre super-puissance - en réalité, aucun autre bloc impérialiste - ne vienne défier leur “nouvel ordre mondial”*”⁸. Ainsi, l’histoire des 35 dernières années est caractérisée non seulement par une explosion du « chacun pour soi », mais aussi par les tentatives continuelles de la part des États-Unis de maintenir leur position hégémonique dans le monde et de contrer le déclin inévitable de leur leadership. Ces initiatives incessantes des États-Unis pour maintenir leur leadership face à des menaces qui surgissent de toute part ne feront cependant qu’accentuer le chaos et la plongée dans le militarisme et la barbarie, dont Washington est en fin de compte l’instigateur principal. De plus, ces initiatives feront apparaître des dissensions internes au sein de la bourgeoisie américaine sur la politique à mener, qui s’accentueront avec le temps.

2. Un « nouvel ordre mondial » contre l’expansion du chaos

Face à la disparition des blocs et à l’intensification du chaos, le président des États-Unis, Georges W. Bush senior suscite l’invasion du Koweït par les forces irakiennes, afin de permettre à Washington de mobiliser une large coalition militaire internationale autour des USA pour « punir » Saddam Hussein.

2.1. La première guerre du Golfe vise à contrer la montée du « désordre mondial »

La 1^{ère} guerre du golfe (1991) vise en réalité à faire un « exemple » : face à un monde de plus en plus gagné par le chaos et le « chacun pour soi », le gendarme mondial américain veut im-

poser un minimum d’ordre et de discipline, en premier lieu aux pays les plus importants de l’ex-bloc occidental. La seule superpuissance qui se soit maintenue veut imposer à la « communauté internationale » un « nouvel ordre mondial » sous son égide, parce que c’est la seule qui en ait les moyens mais aussi parce que c’est le pays qui a le plus à perdre dans le désordre mondial : *“En 1992, Washington adopte consciemment une orientation très claire pour sa politique impérialiste dans la période d’après-guerre froide, à savoir une politique basée sur “l’engagement fondamental de maintenir un monde unipolaire dans lequel les États-Unis n’aient pas d’égal. Il ne sera permis à aucune coalition de grandes puissances d’atteindre une hégémonie sans les États-Unis” (prof. G. J. Ikenberry, Foreign Affairs, sept-oct. 2002). Cette politique vise à empêcher l’émergence de toute puissance en Europe ou en Asie qui puisse remettre en cause la suprématie américaine et jouer le rôle de pôle de regroupement pour la formation d’un nouveau bloc impérialiste. Cette orientation, initialement formulée dans un document de 1992 (1992 Defense Planning Guidance Policy Statement) rédigé par Rumsfeld, durant la dernière année du premier mandat Bush, établit clairement cette nouvelle grande stratégie”*⁹.

En vérité, la politique de Bush senior, loin de faire entrer la planète dans un « nouvel ordre mondial » sous la supervision de Washington, ne représente qu’une tentative désespérée des États-Unis de contenir l’expansion foudroyante du « chacun pour soi » ; elle va fondamentalement aboutir à une accentuation du chaos et des confrontations guerrières : six mois seulement après la guerre du Golfe, l’explosion de la guerre en Yougoslavie, venait déjà confirmer que le “nouvel ordre mondial” ne serait pas dominé par les Américains, mais par le « chacun pour soi » rampant.

La guerre civile sanglante résultant de l’éclatement de l’ex-Yougoslavie (1995-2001) voit se manifester et s’opposer les appétits impérialistes des différents « alliés de l’ex-bloc américain » : la France et l’Angleterre soutiennent la Serbie, l’Allemagne la

Croatie et la Turquie la Bosnie : « 6) *Le conflit dans l’ex-Yougoslavie, enfin, vient confirmer une des autres caractéristiques majeures de la situation mondiale : les limites de l’efficacité de l’opération « Tempête du Désert » de 1991 destinée à affirmer le leadership des États-Unis sur le monde. Comme le CCI l’a affirmé à l’époque, cette opération de grande envergure n’avait pas comme principale cible le régime de Saddam Hussein ni même les autres pays de la périphérie qui auraient pu être tentés d’imiter l’Irak. Pour les États-Unis, ce qu’il s’agissait avant tout d’affirmer et de rappeler, c’était son rôle de « gendarme du monde » face aux convulsions découlant de l’effondrement du bloc russe et particulièrement d’obtenir l’obéissance de la part des autres puissances occidentales qui, avec la fin de la menace venue de l’Est, se sentaient pousser des ailes. Quelques mois à peine après la guerre du Golfe, le début des affrontements en Yougoslavie est venu illustrer le fait que ces mêmes puissances, et particulièrement l’Allemagne, étaient bien déterminées à faire prévaloir leurs intérêts impérialistes au détriment de ceux des États-Unis »*¹⁰. Finalement, c’est en enserrant de façon croissante l’ensemble du monde dans le corset d’acier du militarisme et de la barbarie guerrière, en intervenant militairement, d’abord aux côtés de la Croatie, puis de la Bosnie contre la Serbie, que le président Clinton va contrer les appétits impérialistes des pays européens en imposant sous son autorité la « pax americana » dans la région (accords de Dayton, déc. 1995).

L’opération « Tempête du désert », loin d’avoir réprimé la contestation du leadership US et les divers appétits impérialistes, a exacerbé la polarisation. Ainsi, les moudjahidines qui combattaient les russes en Afghanistan s’élèvent contre les « croisés » US (constitution de Al-Qaïda sous la direction de Osama bin Laden) et s’inspirent de l’échec de l’intervention américaine en Somalie (opération “Restore Hope” de 1993 à 1994) pour entamer dès la fin 1998 une campagne d’attentats djihadistes anti-américains. Après l’échec de son armée lors de l’invasion du Sud-Liban, la droite israélienne dure monte au pouvoir en 1996 (1^{er} gouvernement

7. *Id.*

8. Résolution sur la Situation Internationale, pt 4, 15^{ème} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 113, 2003.

9. Notes sur l’histoire de la politique impérialiste des États-Unis depuis la seconde guerre mondiale, 2^e partie, *Revue Internationale* 114, 2003.

10. Résolution sur la situation internationale, 10^{ème} Congrès International du CCI, *Revue Internationale* 74, 1993.

Netanyahu) contre la volonté du gouvernement américain qui soutenait Shimon Peres, laquelle droite fera tout à partir d'alors pour saboter le processus de paix avec les Palestiniens (les accords Israélo-palestiniens d'Oslo), qui constituait un des plus beaux succès de la diplomatie de Washington dans la région. Enfin, le massacre de centaines de milliers de Tutsis et de Hutus en 1994 au Rwanda lors de la guerre entre clans locaux, soutenus chacun par des impérialismes occidentaux, exprime de manière dramatique à quoi mène l'intensification du « chacun pour soi » impérialiste.

Une des expressions les plus manifestes de la contestation du leadership américain est l'échec lamentable en février 1998 de l'opération « Tonnerre du désert », qui visait à infliger une nouvelle « punition » à l'Irak et, au-delà de ce pays, aux puissances qui la soutiennent en sous-main, notamment la France et la Russie. Les entraves posées par Saddam Hussein à la visite des « sites présidentiels » par des inspecteurs internationaux ont conduit la superpuissance à une nouvelle tentative d'affirmer son autorité par la force des armes. Mais cette fois-ci, contrairement au lancement de missiles sur l'Irak qu'elle imposa encore en 1996, elle a dû renoncer à son entreprise face à l'opposition résolue de la presque totalité des États arabes, de la plupart des grandes puissances et au soutien (timide) de la seule Grande-Bretagne. Le contraste entre la « Tempête du désert » et le « Tonnerre » du même nom met en évidence l'approfondissement de la crise du leadership des États-Unis. Bien sûr, Washington n'a nul besoin de la permission de quiconque pour frapper quand et où il le veut (ce qu'il a d'ailleurs fait fin 1998 au moyen de l'opération « Renard du Désert »). Mais en menant une telle politique, les États-Unis se placent précisément à la tête d'une tendance qu'ils veulent contrer, celle du chacun pour soi, alors qu'ils avaient momentanément réussi à l'éviter durant la guerre du Golfe. Pire encore : pour la première fois depuis la fin de la guerre du Vietnam, la bourgeoisie américaine (les partis Républicain et Démocrate) s'est montrée incapable de présenter un front uni vers l'extérieur, alors qu'elle était en situation de guerre.

2.2. Le surgissement de tensions explicites au sein de la bourgeoisie US

L'érosion de la capacité de la bourgeoisie américaine à gérer adéquatement le jeu politique se manifeste à la fin de la « guerre froide » et à l'entrée dans la période de décomposition du capitalisme, au début des années 1990, en particulier à travers la candidature « indépendante » de Ross Perot en '92 et en '96. *« Cette tendance générale à la perte de contrôle par la bourgeoisie de la conduite de sa politique, si elle constitue un des facteurs de premier plan de l'effondrement du bloc de l'Est, ne pourra que se trouver encore accentuée avec cet effondrement, du fait :*

- de l'aggravation de la crise économique qui résulte de ce dernier ;

- de la dislocation du bloc occidental que suppose la disparition de son rival ;

- de l'exacerbation des rivalités particulières qu'entraînera entre différents secteurs de la bourgeoisie (notamment entre fractions nationales, mais aussi entre cliques au sein d'un même État national) l'éloignement momentané de la perspective de la guerre mondiale »¹¹.

Cette tendance à la perte de contrôle du jeu politique s'exprimera ouvertement en 1998, en pleine opération « Renard du Désert ». La procédure d'« impeachment » contre Clinton, intensifiée durant les événements, met en évidence combien les politiciens américains, plongés dans un véritable conflit interne, au lieu de désavouer la propagande des ennemis de l'Amérique selon laquelle Clinton avait pris la décision d'intervenir militairement en Irak à cause de motivations personnelles (le « Monicagate »), y ont apporté leur crédit.

3. La croisade contre les « États voyous »

La résolution du congrès de Révolution Internationale en 1998, après l'échec de l'opération « Tonnerre du désert », était prémonitoire : « Si les États-Unis n'ont pas eu l'occasion, au cours de la dernière période, d'employer la force de leurs armes et de participer directement à ce « chaos sanglant », cela

ne peut être que partie remise, dans la mesure, notamment, où ils ne pourront pas rester sur l'échec diplomatique essuyé en Irak »¹².

3.1. L'attaque terroriste du 11/9 engendre la « war against terror »

Avec la venue au pouvoir de Georges W. Bush junior et de son équipe de « néoconservateurs » (le vice-président D. Cheney, le secrétaire à la défense D. Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz et J. Bolton), Washington concentre son attention sur les « États voyous », tels la Corée du Nord, l'Iran ou l'Irak, qui menaceraient l'ordre mondial par leur politique agressive et leur soutien au terrorisme. Les attentats d'Al-Qaïda du 11 septembre 2001 sur le sol américain amènent le président Bush junior à appeler à une « croisade contre le terrorisme » et à déclencher une « War against terror » conduisant à l'invasion de l'Afghanistan et surtout de l'Irak en 2003. Malgré toutes les pressions américaines et la présentation de « fake news » à l'ONU visant à mobiliser la « communauté internationale » derrière leur opération militaire contre « l'axe du mal », les États-Unis échouent en fin de compte à mobiliser les autres impérialismes contre Saddam et doivent envahir quasiment seuls l'Irak avec pour seul allié significatif l'Angleterre de Tony Blair. « Si les attentats du 11 septembre ont permis aux États-Unis d'impliquer des pays comme la France et l'Allemagne dans leur intervention en Afghanistan, ils n'ont pas réussi à les entraîner dans leur aventure irakienne de 2003, réussissant même à susciter une alliance de circonstance entre ces deux pays et la Russie contre cette dernière intervention. Par la suite, certains de leurs « alliés » de la première heure au sein de la « coalition » qui est intervenue en Irak, tels l'Espagne et l'Italie, ont quitté le navire. Au final, la bourgeoisie américaine n'a atteint aucun des objectifs qu'elle s'était fixés officiellement ou officieusement : l'élimination des « armes de destruction de masse » en Irak, l'établissement d'une « démocratie » pacifique dans ce pays, la stabilisation et un retour à la paix de l'ensemble de la région sous l'égide américaine, le recul du terrorisme, l'adhésion de la population améri-

11. THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste, thèse 10, *Revue Internationale* 107, 2001,

12. Résolution sur la situation internationale, pt 8, 13^e congrès de Révolution Internationale, *Revue internationale* 94, 1998.

caine aux interventions militaires de son gouvernement »¹³.

Malgré un engagement colossal de soldats, d'armes et de moyens financiers, ces interventions inconsidérées des « neocons » mènent à un enlèvement et à l'échec final, souligné par le retrait d'Irak (2011) et d'Afghanistan (2021). Elles mettent particulièrement en lumière que la prétention des USA de jouer au « shérif mondial » n'a fait qu'intensifier le chaos guerrier et barbare : *“L'attaque des Twin Towers et du Pentagone par Al Qaeda le 11 septembre 2001 et la riposte militaire unilatérale de l'administration Bush ouvre toute grande la « boîte de pandore » de la décomposition : avec l'attaque et l'invasion de l'Irak en 2003 au mépris des conventions ou des organisations internationales et sans tenir compte de l'avis de ses principaux « alliés », la première puissance mondiale passe du statut de gendarme de l'ordre mondial à celui d'agent principal du chaos. L'occupation de l'Irak, puis la guerre civile en Syrie (2011) vont puissamment attiser le chacun pour soi impérialiste non seulement au Moyen-Orient mais sur toute la planète”*¹⁴. Cette ouverture de la boîte de Pandore de la décomposition s'est manifestée en particulier par la multiplication des attentats terroristes dans les métropoles occidentales (Madrid, 2004, Londres, 2005) et par une multiplication tous azimuts des ambitions impérialistes de puissances telles la Chine et la Russie, bien sûr, de l'Iran, de plus en plus audacieuse et agressive, mais aussi de la Turquie, de l'Arabie Saoudite, voire des Émirats du Golfe ou du Qatar, qui déboucheront sur des conflits barbares, comme les guerres civiles en Lybie ou en Syrie dès 2011 et au Yémen à partir de 2014, le surgissement d'organisations terroristes particulièrement cruelles comme l'EI provoquant une nouvelle vague d'attentats et la « crise des réfugiés » causée par l'afflux soudain et incontrôlé de personnes non identifiées en l'Europe en 2015.

3.2. L'aventurisme des « neocons » révèle les contradictions croissantes entre factions bourgeoises.

Si l'impasse patente de la politique des États-Unis et la fuite en avant aberrante dans la barbarie guerrière soulignent le net affaiblissement de leur leadership mondial, elles font aussi plus que jamais apparaître au grand jour les contradictions internes et les fractures entre factions de la bourgeoisie américaine. Déjà, G. Bush junior avait obtenu la présidence à travers des « élections volées », qui illustraient le caractère instable de « l'appareil démocratique américain » : son adversaire, Al Gore, avait obtenu 500.000 voix de plus que lui, mais la décision concernant la répartition des grands électeurs ne tomba que 36 jours plus tard, plus spécifiquement en Floride, dont le frère de Bush était le gouverneur. *“Une parodie populaire de l'élection a commencé à circuler sur Internet, demandant ce que les médias diraient si, dans un pays africain, il y avait une élection controversée dans laquelle le candidat gagnant était le fils d'un ancien président, qui avait été directeur des forces de sécurité de l'État (CIA), et où la victoire était déterminée par un décompte contesté des bulletins de vote dans une province gouvernée par un frère du candidat à la présidence”*¹⁵. Les péripéties marquant les élections de 2000 exprimaient déjà clairement la difficulté de la bourgeoisie à gérer son système politique face aux tendances centrifuges de plus en plus manifestes.

Ceci est d'autant plus vrai que des factions liées au fondamentalisme chrétien, ont commencé à peser sur la scène politique américaine. Déjà présentes dans le parti républicain à l'époque de Reagan, elles se sont renforcées et radicalisées dans les « États ruraux » du fait du chaos croissant et du manque d'espoir pour l'avenir. Ainsi, il y a eu l'émergence du « Tea Party », qui jouera un rôle important dans le torpillage des projets de l'administration Obama, accusant le président d'être « marxiste » et un « agent musulman ». Le Tea Party n'était pas seulement composé de fondamentalistes chrétiens, mais aussi de suprémacistes blancs, de militants anti-immigrés, de membres de milices, etc., tout un cocktail qui a infiltré le Parti républicain et menaçait de plus en plus la stabilité du

système politique. Fédérées autour de l'opposition à « l'establishment à Washington », ces factions sont à la base de la propagation de l'idéologie populiste, sur laquelle va surfer Donald Trump.

Ces tensions centrifuges au sein de la bourgeoisie américaine se sont nettement manifestées à travers la fuite en avant dans l'aventure irakienne catastrophique adoptée par les « pieds nickelés » de l'administration Bush Jr pour assurer le maintien de la suprématie américaine : *« L'accession en 2001 à la tête de l'État américain des “neocons” a représenté une véritable catastrophe pour la bourgeoisie américaine. La question qui se pose est : comment a-t-il été possible que la première bourgeoisie du monde ait fait appel à cette bande d'aventuriers irresponsables et incompetents pour diriger la défense de ses intérêts ? Quelle est la cause de cet aveuglement de la classe dominante du principal pays capitaliste ? En fait, l'arrivée de l'équipe Cheney, Rumsfeld et compagnie aux rênes de l'État n'était pas le simple fait d'une monumentale “erreur de casting” de la part de cette classe. Si elle a aggravé considérablement la situation des États-Unis sur le plan impérialiste, c'était déjà la manifestation de l'impasse dans laquelle se trouvait ce pays confronté à une perte croissante de son leadership, et plus généralement au développement du “chacun pour soi” dans les relations internationales qui caractérise la phase de décomposition »*¹⁶.

3.3. La présidence d'Obama : une tentative vaine de restaurer le multilatéralisme

L'administration Obama a tenté de réduire les conséquences catastrophiques de l'unilatéralisme aventuriste promu par Bush junior. Tout en rappelant au monde la supériorité technologique et militaire absolue des États-Unis à travers l'exécution de Ben Laden en 2011 par une opération commando spectaculaire au Pakistan, elle a essayé de remettre le multilatéralisme à l'ordre du jour en tentant d'impliquer les « alliés » de Washington dans la mise en œuvre de la politique américaine. Cependant, elle n'est pas arrivée à contrer véritablement l'explosion des ambitions impérialistes diverses : la

13. Résolution sur la situation internationale, pt 8, 17^{ième} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 130, 2007.

14. Rapport sur la pandémie et le développement de la décomposition, *Revue internationale* 167, 2021.

15. *Internationalism* 116, winter 2000-2001.

16. Résolution sur la situation internationale, pt 9, 17^{ième} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 130, 2007.

Chine a mis en œuvre son expansion économique et impérialiste à travers le déroulement des « nouvelles routes de la soie » à partir de 2013 ; quant à l'Allemagne, si elle a évité toute confrontation directe avec les États-Unis, vu la supériorité militaire écrasante de Washington, elle a renforcé de manière masquée ses prétentions à travers une collaboration économico-énergétique croissante avec la Russie ; la France et l'Angleterre pour leur part ont pris l'initiative d'intervenir en Lybie pour chasser Kadhafi ; la Russie et l'Iran ont renforcé leurs positions au Moyen Orient en profitant de la guerre civile en Syrie ; enfin, en Ukraine, confronté à la victoire des partis pro-occidentaux lors de la « révolution orange », Poutine a occupé militairement la Crimée et soutenu des milices pro-russes dans le Donbass en 2014. Face à l'ascension de la Chine comme le principal challenger menaçant l'hégémonie US, des débats intenses se sont engagés au sein de l'administration Obama, de l'appareil étatique et plus largement de la bourgeoisie américaine sur une réorientation de sa stratégie impérialiste.

Bref, « La politique du « passage en force », qui s'est particulièrement illustrée durant les deux mandats de George Bush fils, a conduit non seulement au chaos irakien, un chaos qui n'est pas près d'être surmonté, mais aussi à un isolement croissant de la diplomatie américaine (...). De son côté, la politique de « coopération », qui a la faveur des démocrates, ne permet pas réellement de s'assurer une « fidélité » des puissances qu'on essaie d'associer aux entreprises militaires, notamment du fait qu'elle laisse une marge de manœuvre plus importante à ces puissances pour faire valoir leurs propres intérêts »¹⁷.

4. La politique « America First » rompt avec l'ambition d'instaurer un nouvel ordre mondial

Tandis que la politique de « gendarme du monde » engloutissait à pure perte des budgets pharamineux et entraînait un déploiement massif de militaires dans le monde (des « boots on the ground ») et des pertes conséquentes, et alors que les masses ouvrières ne

sont pas prêtes à se laisser embrigader (cf. les grosses difficultés à recruter des soldats sous Bush junior pour la guerre en Irak), Donald Trump est élu président en 2017 après une campagne centrée sur le mot d'ordre « America First ». Celui-ci exprime fondamentalement une reconnaissance officielle de l'échec de la politique impérialiste américaine des 25 dernières années et un recentrage de celle-ci sur les intérêts immédiats des États-Unis : « *L'officialisation par l'administration Trump de faire prévaloir sur tout autre principe celui de la défense de leurs seuls intérêts en tant qu'état national et l'imposition de rapports de force profitables aux États-Unis comme principal fondement des relations avec les autres États, entérine et tire les implications de l'échec de la politique des 25 dernières années de lutte contre le chacun pour soi en tant que gendarme du monde et de la défense de l'ordre mondial hérité de 1945.(...)* »¹⁸.

4.1. La « vandalisation » des rapports impérialistes

La politique « L'Amérique d'abord », mise en œuvre par le populiste Trump, va de pair avec une « vandalisation » des rapports entre puissances. Traditionnellement, afin de garantir un certain ordre dans les relations internationales, les États fondaient leur diplomatie sur un principe, résumé par la formule latine suivante : « *pacta sunt servanda* » - les traités, les accords sont supposés être respectés. Lorsqu'on signe un accord mondial -ou multilatéral- on est censé le respecter, du moins en apparence. Les États-Unis, sous Trump abolissent cette convention : « Je signe un traité, mais je peux l'abolir demain ». Cela s'est produit avec le Pacte transpacifique (PPT), l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le traité nucléaire avec l'Iran, l'accord final sur la réunion du G7 au Québec. A leur place, Trump prône des négociations entre États, favorisant le chantage économique, politique et militaire pour imposer sans détour ses intérêts (cf. la menace de représailles contre les entreprises européennes qui investissent en Iran). « *Ce comportement de vandale d'un Trump qui peut dénoncer du jour au lendemain les engagements internationaux américains au mépris*

des règles établies représente un nouveau et puissant facteur d'incertitude et d'impulsion du chacun pour soi. Il forme un indice supplémentaire de la nouvelle étape que franchit le système capitaliste dans l'enfoncement dans la barbarie et l'abîme du militarisme à outrance »¹⁹.

Les décisions imprévisibles, les menaces et les coups de poker de Trump ont pour effets :

- de saper la fiabilité des USA comme allié : les rodomontades, les coups de bluff et les brusques changements de position de Trump non seulement ridiculisent les États-Unis, mais mènent au fait que de moins en moins de pays leur font confiance. En Europe, Trump remet l'OTAN en question, s'oppose ouvertement à l'UE et plus spécifiquement à la politique de l'Allemagne ;

- d'accentuer le déclin de la seule superpuissance : l'impasse de la politique américaine est accentuée de manière éclatante à travers les agissements de l'administration Trump. Lors du G20 en 2019, l'isolement des États-Unis était évident sur les questions du climat ou de la guerre commerciale. Par ailleurs, l'engagement russe en Syrie pour sauver Assad a fait reculer les USA et a renforcé l'agressivité militaire et la force de nuisance de Moscou dans le monde, alors même que les États-Unis n'ont pu contenir l'émergence de la Chine du statut d'outsider au début des années '90 vers celui d'un challenger sérieux qui se présente comme le champion de la mondialisation à travers l'expansion des « nouvelles routes de la soie ».

- de déstabiliser la situation mondiale et d'augmenter les crispations impérialistes, comme on le voit au Moyen-Orient, où le refus américain de s'engager trop directement sur le terrain exacerbe l'action centrifuge des différentes puissances, petites et grandes, de l'Iran à l'Arabie Saoudite, d'Israël à la Turquie, de la Russie au Qatar, dont les appétits impérialistes divergents entrent constamment en collision : la politique de Washington est devenue plus que jamais un facteur direct d'aggravation du chaos sur un plan global.

En conséquence, « *La situation actuelle se caractérise par des tensions impérialistes partout et par un chaos de*

17. Résolution sur la situation internationale, pt 7, 18^{ème} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 138, 2009.

18. Résolution sur la situation internationale, pt 13, 23^{ème} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 164, 2020.

19. Ibid.

moins en moins contrôlable, mais surtout par son caractère hautement irrationnel et imprévisible, lié à l'impact des pressions populistes, en particulier au fait que le pouvoir le plus fort du monde est aujourd'hui dirigé par un président populiste aux réactions capricieuses »²⁰.

Cependant, sous l'administration Trump, une polarisation de plus en plus nette contre la Chine se dessine dans la politique impérialiste américaine visant à contenir et à briser l'ascension du challenger chinois. En 2011 déjà, l'administration Obama avait décidé d'accorder une importance stratégique plus élevée à la confrontation avec la Chine qu'à la guerre contre le terrorisme : « Cette nouvelle approche, appelée « pivot asiatique », fut annoncée par le président américain au cours d'un discours prononcé devant le parlement australien le 17 novembre 2011 »²¹. Encore remise en question par l'émergence de l'Organisation de l'État Islamique sous Obama, la réorientation stratégique de la politique impérialiste américaine vers l'Extrême-Orient s'impose clairement sous Trump, malgré une dernière poche de résistance des tenants de la « croisade » contre les « États voyous », tels l'Iran (le Secrétaire d'État Pompeo et J. Bolton). La « Stratégie de Défense Nationale » (SDN), publiée en février 2018, stipule que « la guerre globale contre le terrorisme est suspendue » tandis que la « compétition entre grandes puissances » devient une orientation cardinale²². Ceci va impliquer un tournant important dans la politique américaine :

- La guerre commerciale avec la Chine est intensifiée en vue de ralentir son développement économique et de l'empêcher de développer les secteurs stratégiques menaçant directement l'hégémonie américaine.

- La course aux armements est relancée par les États-Unis (remise en cause des accords multilatéraux de limitation des armements FNI et START) afin de conserver leur avance technologique et d'épuiser ses rivaux (selon la stratégie éprouvée ayant entraîné l'effondrement de l'URSS). Une VI^e composante de

l'US Army est constituée, destinée à « dominer l'espace », afin de contrecarrer les menaces de la Chine dans le domaine satellitaire.

Quoi qu'il en soit, « *La défense de leurs intérêts en tant qu'état national épouse désormais celle du chacun pour soi qui domine les rapports impérialistes : les États-Unis passent du rôle de gendarme de l'ordre mondial à celui de principal agent propagateur du chacun pour soi et du chaos et de remise en cause de l'ordre mondial établi depuis 1945 sous leur égide* »²³.

4.2. Les tendances centrifuges au niveau de l'appareil politique américain s'intensifient

L'arrivée au pouvoir de Trump a fait pleinement éclater au grand jour l'énorme difficulté de la bourgeoisie de la première puissance mondiale à « gérer » son cirque électoral et à contenir les tendances centrifuges qui croissent en son sein : « *La crise de la bourgeoisie américaine n'est pas le résultat de l'élection de Trump. En 2007, le rapport constatait déjà la crise de la bourgeoisie américaine en expliquant : « C'est d'abord cette situation objective -situation qui exclut toute stratégie à long terme de la part de la puissance dominante restante- qui a permis d'élire et réélire un régime aussi corrompu, avec à sa tête un président pieux et stupide [Bush junior]. (...), l'administration Bush n'est rien d'autre que le reflet de l'impasse dans laquelle se trouve l'impérialisme américain. Cependant, la victoire d'un président populiste (Trump), connu pour prendre des décisions imprévisibles, n'a pas seulement mis en lumière la crise de la bourgeoisie américaine, mais a également mis en évidence l'instabilité croissante de l'appareil politique de la bourgeoisie américaine et l'exacerbation des tensions internes* »²⁴. Le vandalisme populiste de Trump ne fait donc qu'exacerber les tensions déjà existantes au sein de la bourgeoisie américaine.

Différents éléments vont mener ces

tensions à un paroxysme : (a) Le besoin constant d'essayer de cadrer l'imprévisibilité des décisions présidentielles mais surtout (b) l'option de Trump de se rapprocher de Moscou, l'ancien ennemi qui n'hésite pas à s'immiscer dans la campagne électorale américaine (le « Russiagate »), une perspective totalement inacceptable par une majorité de la bourgeoisie US, et (c) son refus d'accepter le verdict électoral mettent en évidence une situation politique explosive au sein de la bourgeoisie américaine et son incapacité croissante à contrôler le jeu politique.

(a) une lutte incessante pour « cadrer » le président a marqué toute la présidence et s'est jouée à plusieurs niveaux : une pression exercée par le Parti Républicain (échec des votes sur la suppression de l'Obamacare), une opposition aux plans de Trump par ses ministres (le ministre de la Justice qui refuse de démissionner ou les ministres des affaires étrangères et de la défense qui « nuancent » les propos de Trump), une lutte constante pour la prise de contrôle du staff de la Maison Blanche par les « généraux » (les ex-généraux Mc Master et ensuite Mattis). Toutefois, ce cadrage n'empêche pas les « dérapages », comme lorsque Trump conclut un « deal » avec les Démocrates pour contourner l'opposition des Républicains à l'augmentation du plafond de la dette ;

(b) Trump et une faction de la bourgeoisie américaine envisageaient un rapprochement, voire une alliance avec la Russie de Poutine contre la Chine, une politique qui avait divers partisans au sein de l'administration présidentielle, comme le premier Secrétaire d'État Tillerson, le ministre du commerce et Ross ou même le beau-fils du président, Kushner. Cette orientation s'est toutefois heurtée à l'opposition de larges parties de la bourgeoisie américaine et à une résistance de la plupart des structures de l'État (l'armée, les services secrets), qui n'étaient nullement convaincues par une telle politique pour des raisons historiques (l'impact de la période de la « guerre froide ») et à cause de l'immixtion russe lors des élections présidentielles (le « Russiagate »). Si Trump n'a jamais voulu exclure une amélioration de la coopération avec la Russie (Trump a par exemple suggéré de réintégrer la Russie dans le Forum des pays industriels), l'approche des fractions domi-

20. Analyse de l'évolution récente des tensions impérialistes (juin 2018), *Revue Internationale* 161, 2018.

21. Le repli américain aura duré six mois ... », *Monde diplomatique*, mars 2022.

22. Déclaration du ministre de la Défense James Mattis le 26.04.2018 devant le Comité des forces armées du Sénat des États-Unis.

23. Résolution sur la situation internationale pt 10, 23^{ième} Congrès International du CCI, *Revue internationale* 164, 2020.

24. Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie, 23^{ième} congrès du CCI, 2019, *Revue internationale* 164, 2020. La citation dans l'extrait est tirée du rapport (non publié) sur la vie de la bourgeoisie du 17^e congrès.

nantes de la bourgeoisie américaines, concrétisée aujourd'hui par l'administration Biden, a au contraire toujours considéré la Russie comme une force hostile au maintien du leadership des États-Unis.

(c) Lors des élections présidentielles de novembre 2020, les oppositions entre fractions bourgeoises prennent quasiment un tour insurrectionnel : des accusations de fraude électorale sont lancées de part et d'autre et finalement, Trump refuse de reconnaître le résultat des élections. Le 6 janvier 2021, à l'appel de Trump, ses partisans marchent sur le parlement, le prennent d'assaut et occupent le Capitole, le « symbole de l'ordre démocratique », pour faire annuler les résultats annoncés et déclarer Trump vainqueur. Les divisions internes au sein de la bourgeoisie américaine se sont aiguisées au point où, pour la première fois dans l'histoire, le président candidat à sa réélection accuse le système du pays « le plus démocratique du monde » de fraude électorale, dans le meilleur style d'une « république bananière ».

5. La politique de provocation envers le challenger chinois

Malgré le vandalisme et l'imprédictibilité du populiste Trump et la fragmentation croissante au sein de la bourgeoisie américaine sur la manière de défendre son leadership, l'administration Trump a adopté une orientation impérialiste en continuité et en cohérence avec les intérêts impérialistes fondamentaux de l'État américain, qui font globalement consensus au sein des secteurs majoritaires de la bourgeoisie américaine : défendre le rang de première puissance mondiale indiscutée des États-Unis en développant une attitude offensive envers leur challenger chinois. Cette polarisation envers la Chine, désignée comme une « menace constante »²⁵, devient incontestablement l'axe central de la politique étrangère de J. Biden. Ce choix stratégique des États-Unis implique une concentration des forces américaines en vue de la confrontation militaire et technologique avec la Chine. Si déjà en tant que gendarme mondial, les États-Unis exacerbaient la violence guerrière, le chaos et le chacun pour soi, la polarisation actuelle envers la Chine n'est en rien moins destructive,

bien au contraire. Cette agressivité se manifeste :

- sur le plan politique à travers des campagnes démocratiques en défense des droits des Ouïghours et des « libertés » à Hong Kong, la défense de la démocratie à Taïwan, ou encore par des accusations systématiques d'espionnage et de piratage informatique envers la Chine, avec de lourdes mesures de rétorsion en représailles ;

- sur le plan économique, par des lois et décrets, tels que la « Inflation Reduction Act » et la « Chips in USA Act », qui soumettent les exportations de produits de firmes technologiques chinoises (par exemple, Huawei) vers les États-Unis à de lourdes restrictions sur le plan de tarifs douaniers protectionnistes, à des sanctions contre la concurrence déloyale, mais qui imposent surtout un blocage du transfert de technologie et de la recherche vers Pékin ;

- au niveau militaire par des démonstrations de force assez explicites et spectaculaires visant à endiguer la Chine : une multiplication d'exercices militaires impliquant la flotte US et celles d'alliés en mer de Chine du Sud, l'engagement par Biden d'un soutien militaire à Taïwan en cas d'agression chinoise, l'établissement d'un cordon sanitaire autour de la Chine par la conclusion d'accords de soutien militaire (l'AUKUS, entre les USA, l'Australie et la Grande-Bretagne), de partenariats clairement orientés contre la Chine (le Quad impliquant le Japon, l'Australie et l'Inde), mais aussi en ravivant des alliances bilatérales ou en signant de nouvelles avec la Corée du Sud, les Philippines ou le Vietnam.

D'autre part, la fragmentation considérable de l'appareil politique américain s'est encore étendue, malgré la victoire démocrate aux présidentielles et la nomination à la présidence de J. Biden. Les élections de mi-mandat en 2022, la candidature de Trump pour un nouveau mandat et les tensions entre Démocrates et Républicains au Congrès ont confirmé que les fractures sont toujours aussi profondes et exacerbées entre les partis, de même que les déchirements à l'intérieur de chacun des deux camps. Le poids du populisme et des idéologies les plus rétrogrades, marquées par le rejet d'une pensée rationnelle et cohérente, loin d'être enrayé par les campagnes visant la mise à l'écart de Trump, n'a fait que

peser de plus en plus profondément et durablement sur le jeu politique américain et tend constamment à entraver la mise en œuvre de l'offensive contre la Chine.

Ces deux tendances, l'intensification d'une offensive polarisée vers la provocation du challenger chinois d'une part et l'accentuation du chaos et du chacun pour soi que cela provoque, mais aussi les tensions internes entre factions de la bourgeoisie américaine de l'autre, vont marquer les deux événements majeurs des rapports impérialistes de ces dernières années, la guerre meurtrière en Ukraine et la boucherie entre Israël et le Hamas.

5.1. La guerre en Ukraine accentue la pression sur le challenger chinois

Si la guerre en Ukraine a bien été initiée par la Russie, elle est la conséquence de la stratégie d'encerclement et d'étouffement de celle-ci mise en place par les États-Unis. A travers le déclenchement de cette guerre meurtrière, ces derniers ont réussi un coup de maître dans l'intensification de leur politique agressive contre les challengers potentiels. « *A Washington, beaucoup attendaient cela depuis belle lurette : une occasion pour l'Amérique d'exhiber ses états de service de grande puissance dans un duel avec un concurrent de poids, plutôt que dans des opérations incertaines contre des fanatiques religieux pauvrement armés* »²⁶. En effet, cette guerre s'inscrit dans des objectifs bien plus ambitieux qu'un simple coup d'arrêt signifié aux ambitions de la Russie : « *L'actuelle rivalité américano-russe ne s'explique pas par une quelconque crainte que Moscou puisse dominer l'Europe, mais plutôt par le comportement hégémonique de Washington* »²⁷.

Certes, de manière immédiate, le piège fatal tendu à la Russie vise à infliger un affaiblissement important de sa puissance militaire subsistante et à la dégradation radicale de ses ambitions impérialistes : « *Nous voulons affaiblir la Russie de telle manière qu'elle ne puisse plus faire des choses comme envahir l'Ukraine* » (le ministre de la défense américain Lloyd Austin lors de sa visite à Kiev le 25.04.22)²⁸. La

25. Lloyd Austin, Memorandum for all department of defense employees, mars 2021.

26. Le repli américain aura duré six mois ... », Monde diplomatique, mars 2022.

27. « Pourquoi les grandes puissances se font la guerre », Monde diplomatique, août 2023.

28. La fraction Biden voulait aussi par ailleurs « faire payer » la Russie pour leur ingé-

guerre a aussi pour objectif de démontrer la supériorité absolue de la technologie militaire américaine par rapport aux armes rustiques de Moscou.

Ensuite, l'invasion russe a permis de resserrer les boulons au sein de l'OTAN sous le contrôle de Washington en contraignant les pays européens réticents à se ranger sous la bannière de l'Alliance, en particulier l'Allemagne, alors qu'ils avaient tendance à développer leur propre politique envers la Russie et à ignorer l'OTAN, qu'il y a quelques mois encore, le président français Macron avait prétendu être en « état de mort cérébrale ».

Mais surtout, l'objectif prioritaire des Américains était incontestablement d'adresser un avertissement non équivoque à leur challenger principal, la Chine (« voilà ce qui vous attend si vous vous risquez à tenter d'envahir Taiwan »). Cela constituait le point d'orgue d'une dizaine d'années de renforcement de la pression sur le challenger principal menaçant le leadership US. La guerre a affaibli le seul partenaire intéressant pour la Chine, celui qui pouvait en particulier lui fournir un apport sur le plan militaire, et a de surcroît mis en difficulté le projet d'expansion économique et impérialiste de Pékin, la nouvelle route de la soie, dont un axe important passait par l'Ukraine.

Les centaines de milliers de victimes civiles et militaires, l'extension de la barbarie guerrière en Europe centrale, les risques de dérapage nucléaire, le chaos économique mondial ne sont pour les États-Unis que des « effets collatéraux » négligeables de leur offensive pour garantir le maintien de leur leadership.

5.2. La guerre de Gaza intensifie le chacun pour soi et perturbe la polarisation américaine envers Pékin

Après l'attaque surprise et les massacres barbares perpétrés par le Hamas et la riposte sanguinaire d'Israël écrasant sous les obus et les bombes des dizaines de milliers de civils, la présence quasi permanente de dirigeants américains à Tel Aviv (le président Biden s'y est rendu en personne et le Secrétaire d'État A. Blinken ou le ministre de la Défense L. Austin y passent presque chaque semaine) sou-

ligne la fébrilité et la perplexité de la superpuissance américaine sur la meilleure manière de gérer la situation. En exerçant une pression permanente sur le gouvernement israélien tout en gardant le contact avec les gouvernements arabes, ils tentent de limiter la soif de vengeance barbare des Israéliens dans Gaza ou en Cisjordanie et d'éviter un embrasement général de la région.

Lorsque les États-Unis ont opéré, depuis l'ère Obama, leur « pivot asiatique », ils n'ont pas pour autant abandonné toute ambition d'influence au Proche et Moyen-Orient. Washington a œuvré, avec les Accords d'Abraham notamment, à établir un système d'alliance entre Israël et plusieurs pays arabes, en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, pour contenir les aspirations impérialistes de l'Iran, déléguant à l'État hébreu la responsabilité du maintien de l'ordre dans la région. Mais c'était sans compter avec la dynamique d'instabilité croissante des alliances et la tendance profonde au chacun pour soi. Car la bourgeoisie israélienne n'hésite plus à faire passer ses propres intérêts impérialistes devant son allégeance traditionnelle envers les États-Unis. Alors que Washington privilégiait une « solution » à deux États, Netanyahu et les factions de droite de la bourgeoisie israélienne, encouragés par Trump, ont multiplié les annexions en Cisjordanie tout en mettant les Palestiniens totalement hors-jeu. Ils jouaient clairement avec le feu dans la région, mais comptaient sur le soutien militaire et diplomatique américain en cas d'aggravation des tensions. En conséquence, les États-Unis se retrouvent aujourd'hui mis au pied du mur par Israël, contraints de soutenir la politique irresponsable de Netanyahu et de remettre en question la stratégie du « Pivot asiatique » qui visait précisément à extirper les États-Unis des conflits sans fin qui ravagent le Proche-Orient afin qu'ils puissent se centrer sur l'endiguement du challenger chinois. Or, aujourd'hui, ils se voient obligés d'envoyer des forces navales conséquentes en Méditerranée orientale, d'intervenir en Mer Rouge, de renforcer leurs contingents en Irak et en Syrie.

La réaction pour le moins volontaire de l'administration Biden montre le peu de confiance qu'elle accorde à la clique de Netanyahu et son inquiétude face à la perspective d'un embrase-

ment catastrophique du Moyen-Orient. Le conflit israélo-palestinien constitue un nouveau point de tension pour la politique impérialiste des États-Unis, qui pourrait s'avérer calamiteux en cas d'élargissement. Washington devrait alors assumer une présence militaire considérable et un soutien à Israël qui ne pourraient que peser, non seulement sur l'économie américaine, mais également sur son soutien à l'Ukraine et, plus encore, sur sa stratégie pour endiguer l'expansion de la Chine. Par ailleurs, le discours propalestinien de la Turquie, membre « incorrigible » de l'OTAN, va également contribuer à accroître le risque d'élargissement des confrontations, tout comme les critiques virulentes des pays arabes comme l'Égypte ou l'Arabie Saoudite. Washington tente donc d'empêcher que la situation échappe à tout contrôle... ambition parfaitement illusoire, à terme, compte tenu de la dynamique funeste dans laquelle sombre le Moyen-Orient.

5.3. L'explosion des contradictions au sein de son appareil politique mine la politique impérialiste des États-Unis

Pendant ce temps, les États-Unis entrent dans une période de campagne électorale et la déstabilisation de l'appareil politique américain accentue l'imprévisibilité de ses orientations politiques sur les plans intérieur et extérieur. Les blocages récurrents au Congrès ont confirmé que les fractures sont toujours aussi profondes et exacerbées entre Démocrates et Républicains, de même que les déchirements à l'intérieur de chacun des deux camps, comme l'attestent l'élection compliquée du « speaker » Républicain à la chambre des représentants ou le débat parmi les Démocrates sur l'âge avancé de J. Biden pour une éventuelle réélection. En même temps, les campagnes visant la mise à l'écart de Trump (e. a. les différents procès intentés contre lui), n'ont fait que diviser de plus en plus profondément et durablement la société américaine et rendre « the Donald » plus populaire que jamais dans une frange non négligeable de l'électorat américain.

La nouvelle candidature présidentielle de Trump pour les élections de 2024, toujours plébiscité par plus de 30% des américains (soit près des 2/3 des électeurs républicains) et donné largement favori pour l'investiture

rence dans les affaires internes américaines, par exemple leurs tentatives de manipuler les dernières élections présidentielles.

républicaine, fait peser dès à présent une dose d'incertitude sur la politique américaine et joue un rôle dans le positionnement de Washington dans les deux conflits analysés ci-dessus : en Ukraine, le soutien militaire massif à Zelenski est dès à présent mis en question par le refus de la majorité républicaine d'entériner les budgets pour l'Ukraine et Poutine compte sur le fait qu'une réélection de Trump changera la donne sur le terrain ; en Israël, Netanyahu et les factions de droite misent sur le soutien inconditionnel de la droite religieuse républicaine pour contrer la politique de l'administration Biden en attendant, eux aussi, le retour du « messie » Trump.

Bref, cette imprédictibilité de la politique américaine n'engage pas d'autres pays à prendre pour argent comptant les promesses des États-Unis et constitue en elle-même (en plus de sa politique de polarisation) un facteur d'intensification du chaos dans le futur.

Conclusion

La guerre actuelle au Moyen-Orient n'est donc pas le résultat de la dynamique de formation de blocs impérialistes, mais du « chacun pour soi » ; Tout comme la confrontation en Ukraine, cette guerre confirme la tendance dominante de la situation impérialiste mondiale : une irrationalité croissante alimentée d'une part par la tendance de chaque puissance impérialiste à agir pour elle-même et d'autre part, par la politique sanglante de la puissance dominante, les États-

Unis, visant à contrer son inévitable déclin en empêchant le surgissement de tout challenger potentiel.

Quoi qu'il en soit et quel que soit l'aboutissement de ces conflits, l'actuelle politique de confrontation de l'administration Biden, loin de produire une accalmie dans les tensions ou d'imposer une discipline entre les voutours impérialistes,

- accentue les tensions économiques et militaires avec l'impérialisme chinois ;

- exacerbe les contradictions entre impérialismes, que ce soit en Europe centrale ou au Moyen-Orient ;

- intensifie les contradictions au sein des diverses bourgeoisies, aux États-Unis, en Russie, en Ukraine ou en Israël bien sûr, mais également en Allemagne ou en Chine.

Contrairement au discours de ses dirigeants, la politique offensive et brutale des États-Unis est donc à la pointe de la barbarie guerrière et des destructions de la décomposition.

La lutte de l'impérialisme américain contre son inévitable déclin est depuis plus de 30 ans plus que jamais un facteur central d'accentuation des tensions et du chaos. Le succès initial de l'actuelle offensive américaine était fondé sur une caractéristique mise en évidence dès le début des années 1990 dans le Texte d'Orientation « Militarisme et décomposition »²⁹, la surpuissance économique et surtout militaire

des États-Unis, qui dépasse la somme des puissances potentiellement concurrentes. Aujourd'hui, les USA exploitent à fond cet avantage dans leur politique de polarisation. Celle-ci n'a cependant jamais amené plus d'ordre et de discipline dans les rapports impérialistes mais a au contraire multiplié les confrontations guerrières, a exacerbé le chacun pour soi, a semé la barbarie et le chaos dans de nombreuses régions (Moyen-Orient, Afghanistan, Europe centrale, ...), a intensifié le terrorisme, a provoqué d'énormes vagues de réfugiés et a multiplié tous azimuts les appétits des petits et des grands requins.

Depuis plus de 30 ans également, les tensions politiques croissantes au sein de la bourgeoisie US sont exploitées pour mystifier la lutte du prolétariat américain, en tentant de mobiliser ce dernier dans la lutte contre les « élites au pouvoir », en essayant de le diviser entre ouvriers « autochtones » et « immigrés illégaux », ou alors en voulant le mobiliser pour la défense de la démocratie contre la droite raciste et fasciste. Les luttes ouvrières de 2022 et 2023 aux États-Unis constituent, dans un tel contexte une claire expression du refus de la classe ouvrière américaine de se laisser entraîner sur le terrain bourgeois et de leur volonté de se défendre de manière unitaire en tant que classe exploitée contre toute attaque contre leurs conditions de vie et de travail.

R.H. & Marsan (20.12.2023)

29. *Revue internationale* 64, 1991.

Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes

« *Le Royaume-Uni est secoué par un mouvement de grève historique* » (Le Parisien, août 2022)

« *Réforme des retraites en France : mobilisation historique* » (Midi libre, janvier 2023)

« *Grève historique dans les transports allemands pour de meilleurs salaires* » (Euronews, mars 2023)

« *Canada : une grève historique des fonctionnaires pour une hausse des salaires* » (France 24, avril 2023)

« *États-Unis : grève historique dans le secteur automobile* » (France Info, septembre 2023)

« *Islande : grève historique contre les inégalités salariales* » (Tf1, octobre 2023)

« *Au Bangladesh, une grève historique des ouvriers du textile* » (Libération, novembre 2023)

« *En Suède, un mouvement de grève interprofessionnel historique* » (Libération, novembre 2023)

« *Grève historique des services publics au Québec* » (Le Monde, décembre 2023)

Les titres de la presse ne laissent aucun doute : depuis juillet 2022, quelque chose se passe du côté de la classe ouvrière. Les travailleurs ont retrouvé le chemin du combat prolétarien, au niveau international. Et c'est en effet un événement « historique ».

Le CCI qualifia ce changement de « rupture ». Nous pensons qu'il s'agit d'une nouvelle dynamique prometteuse pour l'avenir. Pourquoi ?

Quelle démarche pour comprendre la signification de la reprise actuelle de la lutte ?

En janvier 2022, alors même que la crise sanitaire de la Covid menaçait toujours, nous écrivions dans un tract international¹ : « *Dans tous les pays, dans tous les secteurs, la classe ouvrière subit une dégradation insoutenable de ses conditions de vie et de travail. Tous les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche, traditionnels ou populistes, attaquent sans relâche. Les attaques pleuvent sous le poids de l'aggravation de la crise économique mondiale. Malgré la crainte d'une crise sanitaire oppressante, la classe ouvrière commence à réagir. Ces derniers mois, aux États-Unis, en Iran, en Italie, en Corée, en Espagne*

ou en France, des luttes se sont engagées. Certes, il ne s'agit pas de mouvements massifs : les grèves et les manifestations sont encore trop maigres, trop éparées. Pourtant la bourgeoisie les surveille comme le lait sur le feu, consciente de l'ampleur de la colère qui gronde. Comment faire face aux attaques portées par la bourgeoisie ? Rester isolé et divisé, chacun dans « son » entreprise, dans « son » secteur d'activité ? C'est à coup sûr être impuissant ! Alors comment développer une lutte unie et massive ? »

Si dès le premier mois de 2022, nous avons choisi de réaliser et de diffuser ce tract, c'est parce que nous connaissons le potentiel présent de notre classe. En juin, à peine 5 mois plus tard donc, éclatait au Royaume-Uni « L'été de la colère », la plus grande vague de grèves du pays depuis 1979 et son « Hiver de la colère² », mouvement annonçant toute une série de luttes « historiques » à travers le monde. Au moment où nous écrivons ces lignes, c'est au Québec que la grève s'étend.

Pour comprendre la profondeur du processus en cours, et ses enjeux, il nous faut adopter une démarche historique, celle-là même qui nous a permis de détecter dès août 2022 cette fameuse « rupture ».

1910-1920

En août 1914, le capitalisme annonce son entrée en décadence de la manière la plus fracassante et barbare qui soit, la Première Guerre mondiale éclate. Durant quatre années effroyables, au nom de la Patrie, des millions de prolétaires doivent se massacrer dans les tranchées tandis que ceux restés à l'arrière – hommes, femmes et enfants – triment nuit et jour pour « soutenir l'effort de guerre ». Les fusils crachent des balles, les usines crachent des fusils. Partout, le capitalisme engloutit le métal et les âmes.

Face à ces conditions insoutenables, les ouvriers se dressent. Fraternisations au front, grèves à l'arrière. En Russie, la dynamique devient révolutionnaire, c'est l'insurrection d'Octobre. Cette prise de pouvoir par le prolétariat est un cri d'espoir entendu par les exploités du monde entier. La vague révolutionnaire gagne l'Allemagne. C'est cette propagation qui met fin à la guerre : les bourgeoisies, terrifiées par cette épidémie rouge, préfèrent mettre fin au carnage et s'unir face à leur ennemi commun : la classe ouvrière. Le prolétariat fait ici la preuve de sa force, de sa capacité à s'organiser massivement, à prendre en main les rênes de la société et à offrir à toute l'humanité une autre perspective que celle promise par le capitalisme. D'un côté l'exploitation et la guerre, de l'autre la solidarité internationale et la paix. D'un côté la mort, de l'autre la vie. Si cette victoire a été possible, c'est parce que la classe et ses organisations révolutionnaires avaient accumulé une longue expérience au fil des décennies de combats politiques depuis les premières grèves ouvrières des années 1830.

En Allemagne, en 1919, 1921 et 1923, les tentatives d'insurrection sont réprimées dans le sang (par la social-démocratie alors au pouvoir !). Vaincue en Allemagne, la vague révolutionnaire est brisée, le prolétariat se retrouve isolé en Russie. Cette défaite est évidemment une tragédie mais elle est surtout une source inépuisable de leçons pour l'avenir (comment faire face à une bourgeoisie forte et orga-

1. Contre les attaques de la bourgeoisie, nous avons besoin d'une lutte unie et massive ! (Tract international)

2. Selon la formule de Shakespeare dans Richard III.

nisée, à sa démocratie, à sa gauche ; comment s'organiser en assemblées générales permanentes ; quel rôle a le parti et quelle relation a-t-il avec la classe, avec les assemblées et les conseils ouvriers...).

1930-1940-1950

Le communisme n'étant possible qu'à l'échelle mondiale, cet isolement de la révolution en Russie signifie implacablement la dégénérescence. C'est ainsi, de « l'intérieur », que la situation va pourrir jusqu'au triomphe de la contre-révolution. Le drame est que cette défaite rend également possible l'identification frauduleuse de la révolution avec le stalinisme qui se présente mensongèrement comme l'héritier de celle-ci quand en réalité il l'assassine. Seule une poignée va voir dans le stalinisme la contre-révolution. Les autres le défendront ou le rejetteront, mais tous seront porteurs du mensonge de la continuité Marx-Lénine-Staline, détruisant ainsi les leçons inestimables de la révolution.

Le prolétariat est défait à l'échelle internationale. Il devient incapable de réagir face aux nouveaux ravages de la crise économique : l'inflation galopante en Allemagne dans les années 1920, le Krach de 1929 aux Etats-Unis, le chômage de masse partout. La bourgeoisie peut lâcher ses monstres et marcher vers une nouvelle guerre mondiale. Nazisme, franquisme, fascisme, antifascisme... de part et d'autre des frontières, les gouvernements mobilisent, accusant « l'ennemi » d'être un barbare. Durant ces décennies noires, les révolutionnaires internationalistes sont pourchassés, déportés, assassinés. Les survivants abandonnent, terrifiés ou moralement écrasés. D'autres encore, déboussolés et victimes du mensonge « stalinisme = bolchevisme », rejettent toutes les leçons de la vague révolutionnaire et même, pour certains, la théorie de la classe ouvrière comme classe révolutionnaire. Il est « Minuit dans le siècle »³. Seule une poignée garde le cap, en s'accrochant à une profonde compréhension de ce qu'est la classe ouvrière, ce qu'est son combat pour la révolution, ce qu'est le rôle des organisations du prolétariat – incarner la dimension historique, la continuité, la mémoire et l'effort théorique permanent de la classe révolu-

tionnaire. Ce courant se nomme la Gauche communiste.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, de grandes grèves dans le Nord de l'Italie, et dans une moindre mesure en France, font croire au réveil de la classe ouvrière. Churchill et Roosevelt aussi y croient ; tirant les leçons de la fin de la Première guerre mondiale et de la vague révolutionnaire, ils font bombarder « préventivement » tous les quartiers ouvriers de l'Allemagne vaincue afin de se prémunir de tout risque de soulèvement : Dresde, Hambourg, Cologne... toutes ces villes sont rasées à coup de bombes incendiaires en faisant des centaines de milliers de morts. Mais en réalité, cette génération est beaucoup trop marquée par la contre-révolution et son écrasement idéologique depuis les années 1920. La bourgeoisie peut continuer à demander aux exploités de se sacrifier sans risquer de réaction : il faut reconstruire, augmenter les cadences. Le Parti Communiste Français ordonne de « se retrousser les manches ».

1968

C'est dans ce contexte qu'éclate la plus grande grève de l'histoire : Mai 68 en France. Presque toute la Gauche communiste va passer à côté de la signification de cet événement, ne comprenant absolument pas le changement profond de la situation historique. Un tout petit groupe de la Gauche communiste, apparemment marginalisé au Venezuela, va avoir une toute autre démarche. Dès 1967, *Internacionalismo* comprend que quelque chose est en train de changer dans la situation. D'un côté, ses membres constatent un léger regain des grèves et trouvent des éléments à travers le monde, intéressés à discuter de la révolution. Il y a aussi ces réactions face à la guerre au Vietnam qui, tout en étant dévoyées sur le terrain du pacifisme, montrent que la passivité et l'acceptation des décennies précédentes commencent à s'estomper. De l'autre, ils comprennent que la crise économique fait son grand retour avec la dévaluation de la livre Sterling et la réémergence du chômage de masse. Si bien qu'en janvier 1968, ils écrivent : « *Nous ne sommes pas des prophètes, et nous ne prétendons pas deviner quand et de quelle façon vont se dérouler les événements futurs. Mais ce dont nous sommes effectivement sûrs et conscients concernant le processus dans lequel est plongé actuellement le capitalisme, c'est*

qu'il n'est pas possible de l'arrêter (...) et qu'il mène directement à la crise. Et nous sommes sûrs également que le processus inverse de développement de la combativité de la classe, qu'on vit actuellement de façon générale, va conduire la classe ouvrière à une lutte sanglante et directe pour la destruction de l'Etat bourgeois. » (*Internacionalismo* n° 8). Cinq mois plus tard, la grève généralisée de Mai 68 en France apporte une confirmation éclatante de ces prévisions. Ce n'est évidemment pas encore l'heure « d'une lutte directe pour la destruction de l'Etat bourgeois » mais bien celle d'une reprise historique du prolétariat mondial, attisée par les premières manifestations de la crise ouverte du capitalisme, après la plus profonde contre-révolution de l'histoire. Ces prévisions ne relèvent pas de la voyance mais tout simplement de la remarquable maîtrise du marxisme par *Internacionalismo* et de la confiance que, même aux pires moments de la contre-révolution, ce groupe a conservée envers les capacités révolutionnaires de la classe. Quatre éléments sont au cœur de la démarche d'*Internacionalismo*, quatre éléments qui vont lui permettre d'anticiper Mai 68 et de comprendre ensuite, dans le feu même des événements, la rupture historique qu'engendre cette grève, c'est-à-dire la fin de la contre-révolution et le retour sur la scène internationale du prolétariat en lutte. Ces quatre éléments sont une profonde compréhension :

- 1) du rôle historique du prolétariat comme classe révolutionnaire ;
- 2) de la gravité de la crise économique et de son impact sur la classe, comme aiguillon de la combativité ;
- 3) du développement en cours de la conscience au sein de la classe, réflexion visible à travers les questionnements qui animent les discussions des minorités en recherche de positions révolutionnaires ;
- 4) de la dimension internationale de cette dynamique générale, crise économique et lutte de classe.

En arrière fond de toute cette démarche, il y a chez *Internacionalismo* l'idée qu'une nouvelle génération est en train d'émerger, une génération qui n'a pas subi la contre-révolution, une génération qui se confronte au retour de la crise économique en ayant gardé tout son potentiel de réflexion et de lutte, une génération capable de porter sur le devant de la scène le retour du prolétariat en lutte. Et c'est effectivement ce qu'a été Mai 68 qui a ouvert

3. Titre d'un livre du journaliste et révolutionnaire Victor Serge.

la voie à toute une série de luttes au niveau international. Plus encore, c'est toute l'atmosphère sociale qui change : après les années de plomb, les ouvriers ont soif de discuter, élaborer, « refaire le monde », particulièrement sa jeunesse. Le mot « révolution » se prononce partout. Les textes de Marx, Lénine, Luxemburg, ainsi que ceux de la Gauche Communiste circulent et provoquent des débats incessants. La classe ouvrière essaie de se réapproprier son passé et ses expériences. Contre cet effort, tout un tas de courants – stalinisme, maoïsme, trotskisme, castrisme, modernisme... – font obstacles pour pervertir les leçons de 1917. Le grand mensonge stalinisme = communisme est exploité sous toutes ses formes.

1970-1980

La première vague de luttes a sans aucun doute été la plus spectaculaire : l'automne chaud italien en 1969, le soulèvement violent à Cordoba en Argentine la même année et l'immense grève en Pologne en 1970, des mouvements importants en Espagne et en Grande Bretagne en 1972... En Espagne en particulier, les travailleurs commencent à s'organiser à travers des assemblées de masse, un processus qui atteint son point culminant à Vitoria en 1976. La dimension internationale de la vague porte ses échos jusqu'en Israël (1969) et en Egypte (1972) et, plus tard, par les soulèvements dans les townships d'Afrique du Sud qui sont dirigés par des comités de lutte (les "Civics"). Durant toute cette période, *Internacionalismo* œuvre au regroupement des forces révolutionnaires. Un petit groupe situé à Toulouse et publiant un journal nommé Révolution Internationale se joint à ce processus. Ensemble, ils forment en 1975 ce qui est encore aujourd'hui le Courant Communiste International, notre organisation. Nos articles lancent « Salut à la crise ! » car, pour reprendre les mots de Marx, il ne faut pas « voir dans la misère que la misère » mais au contraire « le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne » (Misère de la philosophie, 1847). Après une courte pause au milieu des années 1970, une deuxième vague se propage : grèves des ouvriers du pétrole iranien, des aciéries en France en 1978, "L'hiver de la colère" en Grande Bretagne, des dockers à Rotterdam (menée par un comité de grève indépendant), des sidérurgistes

au Brésil en 1979 (qui contestent également le contrôle des syndicats). Cette vague de luttes connaît son point culminant avec la grève de masse en Pologne en 1980, dirigée par un comité de grève interentreprises indépendant (le MKS), certainement l'épisode le plus important de la lutte de classe depuis 1968. Et bien que la répression sévère des ouvriers polonais donne un coup d'arrêt à cette vague, il n'a pas fallu longtemps avant qu'un nouveau mouvement ait lieu avec les luttes en Belgique en 1983 et 1986, la grève générale au Danemark en 1985, la grève des mineurs en Angleterre en 1984-85, les luttes des cheminots et des travailleurs de la santé en France en 1986 et 1988, de même le mouvement des employés de l'éducation en Italie en 1987. Les luttes en France et en Italie, en particulier – comme la grève de masse en Pologne – montrent une réelle capacité d'auto organisation avec des assemblées générales et des comités de grève.

Ce n'est pas une simple liste de grèves. Ce mouvement en vagues de luttes ne tourne pas en rond, mais fait faire de réelles avancées dans la conscience de classe. Comme nous l'écrivions en avril 1988, dans un article nommé « 20 ans après mai 1968 » : « *La simple comparaison des caractéristiques des luttes d'il y a 20 ans avec celles d'aujourd'hui permet de percevoir rapidement l'ampleur de l'évolution qui s'est lentement réalisée dans la classe ouvrière. Sa propre expérience, ajoutée à l'évolution catastrophique du système capitaliste, lui a permis d'acquérir une vision beaucoup plus lucide de la réalité de son combat. Cela s'est traduit par :*

- *une perte des illusions sur les forces politiques de la gauche du capital et en premier lieu sur les syndicats à l'égard desquels les illusions ont laissé la place à la méfiance et de plus en plus à l'hostilité ouverte ;*

- *l'abandon de plus en plus marqué de formes de mobilisation inefficaces, impasses dans lesquelles les syndicats ont tant de fois fourvoyé la combativité ouvrière ;*

- *journées d'action, manifestations-ballades-enterrements ;*

- *les grèves longues et isolées...*

Mais l'expérience de ces 20 années de lutte n'a pas dégagé pour la classe ouvrière que des enseignements "en négatif" (ce qu'il ne faut pas faire).

Elle s'est aussi traduite par des enseignements sur comment faire :

- *la recherche de l'extension de la lutte (Belgique 1986 en particulier) ;*

- *la recherche de la prise en main des combats, en s'organisant par assemblées et comités de grève élus et révocables; (France fin 86, Italie 1987 principalement). »*

C'est d'ailleurs cette force de la classe ouvrière qui a empêché, durant toutes ces années, la Guerre froide de se transformer en troisième guerre mondiale. Alors que les bourgeoisies sont soudées en deux blocs prêts à en découdre, les ouvriers, eux, ne veulent pas sacrifier leur vie, par millions, au nom de la Patrie. C'est ce qu'a aussi montré la guerre du Viêt-Nam : face aux pertes de l'armée américaine (58 281 soldats), la contestation gonfle aux États-Unis et oblige la bourgeoisie américaine à se retirer du conflit en 1973. La classe dominante ne peut pas mobiliser les exploités de chaque pays dans un affrontement ouvert. Contrairement aux années 1930, le prolétariat n'est pas vaincu.

1990...

En réalité, les années 1980 commencent déjà à révéler les difficultés de la classe ouvrière à développer sa lutte plus avant, à porter son projet révolutionnaire :

- La grève de masse en Pologne en 1980 est extraordinaire par son ampleur et par la capacité des ouvriers à s'auto-organiser dans la lutte. Mais elle indique aussi qu'à l'Est les illusions dans la démocratie de l'Ouest sont immenses. Plus grave encore, face à la répression qui s'abat sur les grévistes, la solidarité du prolétariat de l'Ouest se réduit aux déclarations platoniques, incapables de voir que de chaque côté du rideau de fer il s'agit en fait d'une seule et même lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme. C'est là le premier indice de l'incapacité du prolétariat à politiser sa lutte, à développer plus avant sa conscience révolutionnaire.

- En 1981, le président américain Ronald Reagan licencie 11 000 contrôleurs aériens au motif que leur grève est illégale. Cette capacité de la bourgeoisie américaine à mater une grève par l'arme de la répression indique où en est le rapport de force.

La répression en Pologne et cette grève matée aux États-Unis vont agir

comme un véritable coup de massue et sonner le prolétariat international pendant près de deux ans.

- En 1984, la Première ministre britannique Margaret Thatcher va aller encore beaucoup plus loin. La classe ouvrière de Grande-Bretagne est alors réputée être la plus combative du monde, elle remporte année après année le record du nombre de jours de grève. La Dame de fer provoque les mineurs ; main dans la main avec les syndicats, elle les isole du reste de leurs frères de classe ; pendant un an, ils vont ainsi lutter seuls, jusqu'à épuisement (Thatcher et son gouvernement avaient préparé leur coup, en accumulant en secret des stocks de charbon) ; les manifestations sont réprimées dans le sang (trois morts, 20 000 blessés, 11 300 arrestations). Le prolétariat britannique mettra 40 ans à se relever de ce coup, atone et soumis jusqu'à l'été... 2022 (nous y reviendrons). Surtout, cette défaite montre que le prolétariat n'a pas réussi à comprendre le piège, à briser le sabotage et la division syndicale. La politisation des luttes demeure largement insuffisante, ce qui représente un handicap grandissant.

Une petite phrase de notre article de 1988 que nous avons déjà cité résume à elle-seule le problème crucial du prolétariat à l'époque : « On parle peut-être moins facilement de révolution en 1988 qu'en 1968. » Nous-mêmes nous n'avions pas à ce moment-là suffisamment compris toute la portée de ce constat, nous ne faisons que le ressentir. En fait, la génération qui avait accompli sa tâche en mettant fin à la contre-révolution en Mai 1968 ne pouvait aussi développer le projet révolutionnaire du prolétariat.

Cette absence de perspective commence à marquer toute la société : la drogue se répand comme le nihilisme. Ce n'est pas un hasard si c'est à cette époque que deux petits mots contenus dans une chanson du groupe punk Les Sex Pistols se taguent sur les murs de Londres : No future.

C'est dans ce contexte que commencent à poindre les limites de la génération 68 et le pourrissement de la société qu'un terrible coup va être porté à notre classe : l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-91 déclenche une assourdissante campagne sur « la mort du communisme ». Le grand mensonge « stalinisme = communisme » est exploité une nouvelle fois à fond ; tous

les crimes abominables de ce régime en réalité capitaliste vont être attribués à la classe ouvrière et « son » système. Pire, il va être claironné jour et nuit : « Voilà où mène la lutte ouvrière, à la barbarie et à la faillite ! Voilà où mène ce rêve de révolution, au cauchemar ! » Le résultat se révèle terrible : les ouvriers ont honte de leur lutte, de leur classe, de leur histoire. Privés de perspective, ils se renient eux-mêmes, en perdent aussi la mémoire. Toutes les leçons, tous les acquis des grands mouvements sociaux passés tombent dans les limbes de l'oubli. Ce changement historique dans la situation mondiale finit de plonger l'humanité dans une nouvelle phase du déclin du capitaliste : la phase de décomposition.

La décomposition n'est pas un moment passager et superficiel, il s'agit d'une dynamique profonde qui structure la société. La décomposition est la dernière phase du capitalisme décadent, une phase d'agonie qui se terminera par la mort de l'humanité ou la révolution. Elle est le fruit des années 1970-1980 durant lesquelles ni la bourgeoisie ni le prolétariat n'a pu imposer sa perspective : la guerre pour l'une, la révolution pour l'autre. La décomposition exprime cette sorte de blocage historique entre les classes :

1. La bourgeoisie n'a pas infligé une défaite historique décisive à la classe ouvrière qui lui aurait permis de mobiliser pour une nouvelle guerre mondiale.

2. La classe ouvrière, malgré les 20 ans de lutte qui ont empêché la marche à la guerre, et qui ont vu des développements importants de la conscience de classe, n'a pas été capable de développer la perspective de la révolution, de poser sa propre alternative politique à la crise du système.

Résultat, privé de toute issue mais toujours en train de s'enfoncer dans la crise économique, le capitalisme décadent se met à pourrir sur pieds. Cette putréfaction affecte la société à tous les niveaux, l'absence de perspective, de futur, agit comme un véritable poison : montée de l'individualisme, de l'irrationalité, de la violence, de l'autodestruction, etc. La peur et la haine l'emportent peu à peu. Se développent les Cartels de drogue en Amérique du Sud, le racisme partout... La pensée est marquée par l'impossibilité de se projeter, par une vision courte et bornée ; la politique de la bourgeoi-

sie se retrouve elle-même de plus en plus limitée au coup par coup. Ce bain quotidien imprègne forcément les prolétaires, d'autant plus qu'ils ne croient plus en l'avenir de la révolution, qu'ils ont honte de leur passé et qu'il ne se ressentent plus être une classe. Atomisés, réduits à des individus-citoyens, ils subissent de plein fouet le pourrissement de la société. Le plus grave est sûrement l'espèce d'amnésie vis-à-vis des acquis et des avancées de la période 1968-1989.

Pour enfoncer le clou, la politique économique de la classe dominante attaque délibérément tout sentiment d'identité de classe, à la fois en faisant éclater les vieux centres industriels de résistance de la classe ouvrière et en introduisant des formes beaucoup plus atomisées de travail, comme ladite "gig economy" (économie des petits boulots) où les ouvriers sont régulièrement traités comme des "autoentrepreneurs".

Pour toute une partie de la jeunesse ouvrière, la conséquence est catastrophique : tendance à la formation de gangs dans les centres urbains, qui expriment à la fois un manque de toute perspective économique et une recherche désespérée d'une communauté de rechange qui aboutit à la création de divisions meurtrières entre les jeunes, basées sur des rivalités entre différents quartiers et différentes conditions, sur la concurrence pour le contrôle de l'économie locale de la drogue, ou sur des différences raciales ou religieuses.

Si la génération 68 subit ce recul, la génération entrant dans le monde adulte en 1990 - avec le mensonge de « la mort du communisme » et cette dynamique de décomposition de la société - semble alors perdue pour la lutte de classe.

2000-2010

En 1999, à Seattle, à l'occasion d'une conférence de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), un nouveau mouvement politique apparaît sur le devant de la scène médiatique : l'altermondialisme. 40 000 manifestants, en grande majorité des jeunes, se dressent contre l'évolution de la société capitaliste qui marchandise toute la planète. Lors du sommet du G8 à Gênes en 2001, ils sont 300 000.

Que révèle l'apparition de ce courant ? Si en 1990, le président américain Georges Bush père avait

promis « un nouvel ordre mondial » fait de « paix et de prospérité », la réalité de la décennie a été toute autre : guerre du Golfe en 1991, en Yougoslavie en 1993, génocide au Rwanda en 1994, crise et faillite des « Tigres asiatiques » en 1997, ... et partout une montée du chômage, de la précarité, de la « flexibilité ». Bref, le capitalisme a continué de s'enfoncer dans sa décadence. Ce qui, forcément, a poussé la classe ouvrière et toutes les couches de la société à s'inquiéter, s'interroger, réfléchir. Chacun dans son coin. L'émergence du mouvement altermondialiste est la résultante de cette dynamique : une protestation « citoyenne », qui se dresse contre la « mondialisation », et réclame un capitalisme mondial « équitable ». Il s'agit d'une aspiration à un autre monde, mais sur un terrain non-ouvrier, non révolutionnaire, sur le terrain bourgeois de la croyance en la démocratie.

Les années 2000-2010 vont être une succession de tentatives de luttes qui toutes vont se confronter à cette faiblesse décisive liée à la perte d'identité de classe.

Le 15 février 2003 a lieu la plus importante manifestation mondiale enregistrée (à ce jour encore). 3 millions de personnes à Rome, 1 million à Barcelone, 2 millions à Londres, etc. Il s'agit de protester contre la guerre en Irak qui se profile - elle éclatera effectivement en mars, en prétextant la lutte contre le terrorisme, durera 8 ans et fera 1,2 million de morts. Dans ce mouvement, il y a le refus de la guerre, alors que les guerres successives des années 1990 n'avaient soulevé aucune résistance. Mais c'est surtout un mouvement enfermé sur le terrain citoyen et pacifiste ; ce n'est pas la classe ouvrière qui lutte contre les velléités guerrières de leurs États, mais une addition de citoyens qui réclament à leurs gouvernements une politique de paix.

En mai-juin 2003, en France, de nombreuses manifestations vont se succéder contre une réforme du régime de retraite. La grève éclate dans le secteur de l'Éducation nationale, une menace de « grève générale » plane, elle n'aura finalement pas lieu et les professeurs resteront isolés. Cet enfermement sectoriel est le fruit, évidemment, d'une politique délibérée de division de la part des syndicats, mais ce sabotage réussit car il s'appuie

sur une très grande faiblesse dans la classe : les enseignants se considèrent à part, ils ne se ressentent pas comme des travailleurs, des membres de la classe ouvrière. Pour l'instant, la notion même de classe ouvrière est toujours perdue dans les limbes, rejetée, ringardisée, honteuse.

En 2006, les étudiants en France se mobilisent massivement contre un contrat précaire spécial jeune : le CPE. Ce mouvement va démontrer un paradoxe : la réflexion se poursuit dans la classe mais la classe ne le sait pas. Les étudiants redécouvrent en effet une forme de lutte authentiquement ouvrière : les assemblées générales. Dans ces AG ont lieu de réelles discussions ; elles sont ouvertes aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités ; les interventions des plus âgés sont applaudies. Le slogan phare dans les cortèges devient : « Jeunes lardons, vieux croutons, tous la même salade ». Il y a là l'émergence de la solidarité ouvrière entre les générations, et la compréhension que tout le monde est touché, que tout le monde doit se souder. Ce mouvement, qui déborde l'encadrement syndical, contient le « risque » (pour la bourgeoisie) d'attirer les employés et les ouvriers dans une voie semblablement « incontrôlée ». Le chef du gouvernement est contraint de retirer le projet de loi. Cette victoire marque l'avancée des efforts que déploie la classe ouvrière depuis le début des années 2000 pour sortir du marasme des années 1990. Dans le feu de la lutte, nous publions et diffusons un supplément qui titre : « *Salut aux nouvelles générations de la classe ouvrière !* »⁴. Et en effet, ce mouvement montre l'émergence d'une nouvelle génération qui n'a vécu ni l'essoufflement des luttes des années 1980 et parfois leur répression, ni directement le grand mensonge « stalinisme = communisme », « révolution = barbarie », une nouvelle génération frappée par le développement de la crise et de la précarité, une nouvelle génération prête à refuser les sacrifices imposés et à lutter. Seulement, cette génération a aussi grandi dans les années 1990, ce qui la marque le plus c'est l'apparente absence de la classe ouvrière, la disparition de son projet et de son expérience. Cette nouvelle génération doit ainsi « réinventer » ; résultat,

elle reprend les méthodes de luttes du prolétariat mais – et le « mais » est de taille – de manière non consciente, par instinct, en se diluant dans la masse des « citoyens ». C'est un peu comme dans la pièce de Molière où Monsieur Jourdain fait de la prose sans le savoir. Voilà ce qui explique, qu'une fois disparu, ce mouvement ne laisse aucune trace apparente : pas de groupes, pas de journaux, pas de livres... Les protagonistes eux-mêmes semblent très rapidement oublier ce qu'ils ont vécu.

Le « mouvement des places » qui va balayer la planète quelques années après va être une démonstration flagrante de ces forces contradictoires, de cet élan et de ces faiblesses profondes et historiques. La combativité se développe, comme la réflexion, mais sans référence à la classe ouvrière et son histoire, sans sentiment d'appartenance au prolétariat, sans identité de classe.

Le 15 septembre 2008, la plus grande faillite de l'histoire, celle de la banque d'investissement Lehman Brothers, déclenche un vent de panique international ; c'est la crise dite des « subprimes ». Des millions d'ouvriers perdent leurs maigres investissements et leurs pensions de retraite ; des plans d'austérité plongent des populations entières dans la misère. Immédiatement, le rouleau compresseur de la propagande se met en branle : ce n'est pas le système capitaliste qui montre là une nouvelle fois ses limites mais ce sont les banquiers véreux et cupides qui sont la cause de tous les maux. La preuve, des pays vont bien, les BRICS notamment, la Chine tout particulièrement. La forme même que prend cette crise, « un resserrement du crédit » impliquant une perte massive des économies pour des millions de travailleurs, rend encore plus difficile de répondre sur un terrain de classe, puisque l'impact semble plus affecter les ménages individuels qu'une classe associée. Ce qui est justement là le talon d'Achille du prolétariat depuis 1990, avoir oublié qu'il existe et qu'il est même la principale force de la société.

En 2010, la bourgeoisie française saisit ce contexte de grande confusion dans la classe pour orchestrer avec ses syndicats une série de quatorze journées d'action qui vont aboutir à la victoire du gouvernement (l'adoption d'une énième réforme des retraites), à

4. Supplément à *Révolution Internationale* 366, Mars 2006.

l'épuisement et à la démoralisation. En limitant la lutte à des défilés syndicaux, sans aucune vie ni discussion dans les cortèges, la bourgeoisie parvient là à exploiter les grandes faiblesses politiques des travailleurs pour effacer encore un peu plus la principale leçon positive du mouvement anti-CPE de 2006 : les assemblées générales comme poumon de la lutte.

Le 17 décembre 2010, en Tunisie, un jeune vendeur ambulant de fruits et légumes voit ses maigres marchandises réquisitionnées par la police, qui le tabasse. Désespéré, il s'immole par le feu. S'en suit un véritable cri de colère et d'indignation qui secoue tout le pays et traverse les frontières. La misère et la répression effroyables dans tout le Maghreb poussent les populations à la révolte. Les masses se regroupent, d'abord sur la place Tahrir, en Egypte. Les ouvriers qui luttent se retrouvent dilués dans la foule, au milieu de toutes les autres couches non-exploiteuses de la société ; le mot d'ordre est dans chaque pays « Dégage ! » : « Moubarak dégage », « Kadhafi dégage », etc. C'est un appel à la démission des dirigeants et à leur remplacement ; les protagonistes exigent la démocratie et le partage des richesses. La colère aboutit donc à ces mots d'ordre illusoires et bourgeois.

En 2011, en Espagne, toute une génération précarisée, contrainte de rester vivre chez ses parents, s'inspire de ce qui est maintenant appelé « Le Printemps arabe » et envahit à son tour la place de Madrid. Le slogan est : « De la place Tahrir à la Puerta del sol ». Le mouvement des « Indignados » est né, il se repend dans tout le pays. Même s'il s'agit d'un regroupement de toutes les couches de la société comme au Maghreb, la composante ouvrière y est ici largement majoritaire. Ainsi, les rassemblements prennent la forme d'assemblées pour débattre et s'organiser. Quand nous intervenons, nous remarquons une sorte d'élan internationaliste à travers les nombreux saluts aux expressions de solidarité en provenance de tous les coins du monde, le mot d'ordre « révolution mondiale » est pris au sérieux, une reconnaissance que « le système est obsolète » et une forte volonté de discuter la possibilité d'une nouvelle forme d'organisation sociale, de nombreuses questions sont soulevées sur la morale, la science, la culture,...

Aux États-Unis, en Israël, au Royaume-Uni... ce « mouvement des places » prend alors le nom de « Occupy ». Le fait « d'occuper » est donc mis au centre ; les participants témoignent de leurs souffrances liées à la précarité et à la flexibilité qui rendent presque impossible le simple fait d'avoir de vrais collègues stables, ou la moindre vie sociale. Cette destruction et exploitation forcenée individualise, isole, atomise. Les protagonistes d'Occupy affichent ainsi leur joie de se retrouver ensemble pour faire communauté, pour pouvoir discuter et même vivre dans un collectif. Il y a donc déjà là une sorte de régression par rapport aux Indignados, car il s'agit moins de lutter que d'être ensemble. Mais surtout, Occupy est né aux États-Unis, pays de la répression ouvrière sous Reagan, pays symbole de la victoire du capitalisme sur le « communisme », pays champion du remplacement de la classe ouvrière par des individus auto-entrepreneurs, en free-lance, etc. Ce mouvement est donc extrêmement marqué par la perte d'identité de classe, par l'effacement de toute l'expérience ouvrière accumulée mais refoulée. Occupy va se focaliser sur la théorie des 1% (la minorité qui détient les richesses... en fait la bourgeoisie) pour réclamer plus de démocratie et une meilleure répartition des biens. Autrement dit, un vœu pieux et dangereux pour un meilleur capitalisme, plus juste, plus humain. D'ailleurs, la place forte du mouvement est Wall Street, la bourse de New-York (Occupy Wall Street), pour symboliser que l'ennemi est la finance véreuse.

Mais au fond, cette faiblesse marque aussi les Indignados : la tendance à se voir comme « citoyens » plutôt que comme prolétaires rend tout le mouvement vulnérable à l'idéologie démocratique, ce qui finit par permettre aux partis bourgeois comme Syriza en Grèce et Podemos en Espagne de se présenter comme les vrais héritiers de ces révoltes. « Democracia Real Ya ! » devient le mot d'ordre du mouvement.

Finalement, le reflux de ce « mouvement des places » approfondit encore le recul général de la conscience de classe. En Égypte, les illusions sur la démocratie ont préparé la voie à la restauration de la même sorte de gouvernance autoritaire qui avait été le catalyseur initial du « printemps arabe » ; en Israël, où les manifestations de masse

ont lancé une fois le mot d'ordre internationaliste : « Netanyahu, Moubarak, Assad, même ennemi », la politique militariste brutale du gouvernement Netanyahu reprend maintenant le dessus ; en Espagne, beaucoup de jeunes gens qui avaient pris part au mouvement sont embarqués dans l'impasse absolue du nationalisme catalan ou espagnol. Aux États-Unis, la focalisation sur les 1% nourrit un sentiment populiste contre « les élites », « l'Establishment »,...

La période 2003-2011 représente ainsi toute une série d'efforts de notre classe pour lutter face à la dégradation continue des conditions de vie et de travail sous ce capitalisme en crise mais, privée d'identité de classe, elle aboutit (temporairement) à un marasme plus grand. Et l'aggravation de la décomposition dans les années 2010 va encore renforcer ces difficultés : développement du populisme, avec toute l'irrationalité et la haine que ce courant politique bourgeois contient, prolifération à l'échelle internationale des attentats terroristes, prise de pouvoir sur des régions entières par les narcotrafiquants en Amérique du Sud, par les seigneurs de guerre au Moyen-Orient, en Afrique et dans le Caucase, immenses vagues de migrants fuyant l'horreur de la faim, de la guerre, de la barbarie, de la désertification liée au réchauffement climatique... la méditerranée devient un cimetière aquatique.

Cette dynamique pourrie et mortifère tend à renforcer le nationalisme et à se reposer sur la « protection » de l'État, à être influencé par les fausses critiques du système offertes par le populisme (et, pour une minorité, par le djihadisme), à adhérer à la « politique identitaire »... Le manque d'identité de classe est aggravé par la tendance à la fragmentation en identités raciales, sexuelles et autres, ce qui renforce à son tour l'exclusion et la division, alors que seul le prolétariat qui lutte pour ses propres intérêts peut être véritablement inclusif.

En un mot, la société capitaliste pourrit sur pieds.

2020...

Mais il ne faut pas voir dans la situation actuelle seulement la décomposition. D'autres forces sont à l'œuvre : avec l'enfoncement dans la décadence, la crise économique s'aggrave et avec

elle pousse la nécessité de se battre ; l'horreur du quotidien pose sans cesse des questions qui ne peuvent que travailler dans les têtes ouvrières ; les luttes des dernières années passées ont commencé à amener quelques réponses et ces expériences creusent leur sillon sans que l'on s'en rende compte. Pour reprendre les mots de Marx : « Nous reconnaissons notre vieille amie, notre vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement ».

En 2019, se développe en France un mouvement social contre une nouvelle réforme des retraites (sic). Plus encore que la combativité, qui est très grande, ce qui attire notre attention est la tendance à la solidarité entre les générations qui s'exprime dans les cortèges : de nombreux ouvriers proches de la soixantaine – et donc non concernés directement par la réforme – font grève et manifestent pour que les jeunes salariés ne subissent pas cette attaque gouvernementale. La solidarité inter-générationnelle très présente en 2006 semble ressurgir. Nous entendons des manifestants scander « *La classe ouvrière existe !* », chanter « *On est là, on est là pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur* », et défendre l'idée de « *guerre de classe* ». *S'il s'agit d'une minorité, l'idée flotte à nouveau dans l'air, une nouveauté depuis 30 ans !* »

En 2020 et 2021, pendant la pandémie de Covid et ses multiples confinements, nous faisons le constat de l'existence de grèves aux États-Unis, en Iran, en Italie, en Corée, en Espagne ou en France qui, même si elles sont éparées, témoignent de la profondeur de la colère, puisqu'il est particulièrement difficile de lutter en ces temps de chape de plomb étatique au nom de « la santé de tous ».

C'est pourquoi, quand en janvier 2022 l'inflation fait son grand retour après presque 30 ans d'accalmie sur ce front économique, nous décidons d'écrire un tract international :

« Les prix flambent, particulièrement ceux des denrées de première nécessité : l'alimentaire, l'énergie, les transports... concrètement de plus en plus de personnes en difficulté pour se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer. »

Et c'est dans ce tract que nous annonçons donc : « *Dans tous les pays, dans tous les secteurs, la classe ou-*

vière subit une dégradation insoutenable de ses conditions de vie et de travail. (...) Les attaques pleuvent sous le poids de l'aggravation de la crise économique mondiale. Malgré la crainte d'une crise sanitaire oppressante, la classe ouvrière commence à réagir. (...) Certes, il ne s'agit pas de mouvements massifs : les grèves et les manifestations sont encore trop maigres, trop éparées. Pourtant la bourgeoisie les surveille comme le lait sur le feu, consciente de l'ampleur de la colère qui gronde. (...) Alors comment développer une lutte unie et massive ? »

L'éclatement de la guerre en Ukraine, un mois plus tard, provoque l'effroi ; il y a dans la classe la peur que le conflit se répande et dégénère. Mais, en même temps, la guerre aggrave considérablement l'inflation. Ajouté aux effets désastreux du Brexit, c'est le Royaume-Uni qui est le plus durement touché.

Face à cette dégradation des conditions de vie et de travail insoutenable, la grève éclate au Royaume-Uni dans de multiples secteurs (santé, éducation, transport...) : c'est ce que les médias vont appeler « *L'été de la colère* », en référence à « *L'hiver de la colère* » de 1979 (qui reste le mouvement le plus massif de tous les pays après celui de Mai 1968 en France) !

En faisant ce parallèle entre ces deux grands mouvements séparés de 43 ans, les journalistes vont dire beaucoup plus que ce qu'ils croient. Car derrière cette expression de « *colère* » se cache un mouvement extrêmement profond. Deux expressions vont courir de piquet de grève en piquet de grève : « *Enough is enough* » et « *Nous sommes des travailleurs* ». Autrement dit, si les ouvriers britanniques se dressent face à l'inflation, ce n'est pas seulement parce que c'est insoutenable. La crise est nécessaire mais non suffisante. C'est aussi parce que la conscience a mûri dans les têtes ouvrières, que la taupe a creusé durant des décennies et ressort à présent un petit bout de son museau. Reprenant la méthode de nos ancêtres d'Internationalismo qui leur avait permis d'anticiper la venue de Mai 1968 puis d'en comprendre la signification historique, nous sommes capables dès août 2022 de mettre en avant dans notre tract international que le réveil du prolétariat britannique a une portée mondiale et historique ; c'est pourquoi notre tract se conclut par : « *Les grèves massives au Royaume-Uni sont un appel*

au combat pour les prolétaires de tous les pays ». Le fait que le prolétariat qui a fondé la Première internationale avec le prolétariat français en 1864 à Londres, qui a été le plus combatif des décennies 1970-80, qui a subi une défaite majeure face à Thatcher en 1984-85 et qui depuis n'avait plus été capable de réagir, annonce que maintenant « *trop, c'est trop* » révèle ce qui mûrit dans les profondeurs des entrailles de notre classe : le prolétariat commence à recouvrer son identité de classe, à se sentir plus confiant, à se sentir une force sociale et collective.

D'autant plus que ces grèves éclatent alors même que la guerre en Ukraine et tous ses discours patriotiques font rage. Comme nous le disions dans notre tract de fin août 2002 : « *L'importance de ce mouvement ne se limite pas au fait qu'il met fin à une longue période de passivité. Ces luttes se développent à un moment où le monde est confronté à une guerre impérialiste de grande ampleur, une guerre qui oppose, sur le terrain, la Russie à l'Ukraine mais qui a une portée mondiale avec, en particulier, une mobilisation des pays membres de l'OTAN. Une mobilisation en armes mais aussi économique, diplomatique et idéologique. Dans les pays occidentaux, le discours des gouvernements appelle aux sacrifices pour "défendre la liberté et la démocratie". Concrètement, cela veut dire qu'il faut que les prolétaires de ces pays doivent se serrer encore plus la ceinture pour "témoigner leur solidarité avec l'Ukraine", en fait avec la bourgeoisie ukrainienne et celle des pays occidentaux. (...) Les gouvernements en appellent aux "sacrifices pour lutter contre l'inflation". C'est une farce sinistre alors qu'ils ne font que l'aggraver en faisant exploser les dépenses de guerre. Voilà l'avenir que promettent le capitalisme et ses bourgeoisies nationales en compétition : plus de guerres, plus d'exploitation, plus de destructions, plus de misère. Voilà aussi ce que les grèves du prolétariat au Royaume-Uni portent en germe, même si les travailleurs n'en ont pas toujours pleinement conscience : le refus de se sacrifier encore et toujours plus pour les intérêts de la classe dominante, le refus des sacrifices pour l'économie nationale et pour l'effort de guerre, le refus d'accepter la logique de ce système qui mène l'humanité vers la catastrophe et, finalement, à sa destruction. »*

Alors que les grèves au Royaume-Uni se poursuivent et touchent de plus en plus de secteurs, un grand mouvement social naît en France contre... une réforme des retraites. Les mêmes caractéristiques apparaissent de ce côté de la manche, en France aussi les manifestants mettent en avant leur appartenance au camp des travailleurs et le « *Trop c'est trop* » est repris sous la forme « *C'est assez !* ». Évidemment, le prolétariat en France apporte à cette dynamique internationale son habitude de prendre massivement la rue, ce qui contraste avec l'éparpillement des piquets imposés par les syndicats aux Royaume-Uni. Plus significatif encore de l'apport de cet épisode de lutte au processus global international est le slogan qui fleurit partout dans les cortèges : « *Tu nous mets 64, on te re-met 68* » (le gouvernement veut repousser l'âge légal de la retraite à 64 ans, les manifestants y opposent leur volonté de refaire Mai 68). Au-delà du très bon jeu de mot (l'inventivité de la classe ouvrière en lutte), ce slogan immédiatement populaire indique que le prolétariat en commençant à se reconnaître comme une classe, en commençant à recouvrer son identité de classe, commence aussi à se rappeler, à réactiver sa mémoire endormie. Nous avons d'ailleurs eu la surprise, en intervenant dans les cortèges, de voir apparaître des références au mouvement de 2006 contre le CPE. Alors que cet épisode semblait effacé, ignoré de tous, voilà que les jeunes manifestants en reparlent, se demandent ce qui s'est passé... Nous publions et diffusons donc immédiatement un nouveau tract, pour revenir sur la chronologie du mouvement et ses leçons (l'importance des assemblées générales ouvertes et souveraines, c'est-à-dire réellement organisées et dirigées par l'assemblée et non par les syndicats). En voyant le titre, les manifestants viennent nous réclamer le papier et certains, après l'avoir lu, nous remercient lorsqu'ils nous croisent sur le pavé. Ce n'est donc pas seulement le facteur « rupture » qui explique la capacité de la nouvelle génération actuelle à entraîner tout le prolétariat dans la lutte. Au contraire, la notion de continuité est peut-être plus importante encore. Nous avons donc raison d'écrire en 2020 : « *Les acquis des luttes de la période 1968-89 ne sont pas perdus, même s'ils ont pu être oubliés par beaucoup d'ouvriers (et de révolutionnaires) :*

combat pour l'auto-organisation et l'extension des luttes ; début de compréhension du rôle anti-ouvrier des syndicats et des partis capitalistes de gauche ; résistance à l'embrigadement guerrier ; méfiance envers le jeu électoral et parlementaire etc. Les luttes futures devront s'appuyer sur l'assimilation critique de ces acquis en allant beaucoup plus loin et certainement pas sur leur négation ou leur oubli » (article bilan du 23^{ème} congrès, Revue Internationale 164, 2020).

L'expérience accumulée par les générations précédentes, depuis 68, et même depuis le début du mouvement ouvrier, n'a pas été effacée mais plongée dans une mémoire endormie ; la reconquête de l'identité de classe permet qu'elle soit réactivée, que la classe ouvrière parte à la reconquête de sa propre histoire.

Concrètement, les générations qui ont connu 68 et la confrontation aux syndicats dans les années 70/80 est aujourd'hui encore vivante, elle peut raconter, transmettre. La génération « perdue » des années 90 pourra, elle-aussi, apporter sa contribution. Les jeunes des assemblées de 2006 et 2011 pourront enfin comprendre ce qu'ils ont fait, le sens de leur auto-organisation, et le raconter aux nouveaux. D'un côté, cette nouvelle génération des années 2020 n'a pas subi les défaites des années 1980 (sous Thatcher et Reagan), ni le mensonge de 1990 sur la mort du communisme et la fin de la lutte de classe, ni les années de plomb qui ont suivi ; de l'autre, elle a grandi dans une crise économique permanente et un monde en perdition ; c'est pourquoi elle porte en elle une combativité intacte. Cette nouvelle génération peut entraîner derrière elle toutes les autres, tout en devant les écouter, apprendre de leurs expériences, de leurs victoires comme de leurs défaites. Passé, présent et futur peuvent à nouveau se nouer. C'est tout ce potentiel que porte en lui le mouvement actuel et à venir, c'est tout ce qu'il y a derrière la notion de « rupture » : une nouvelle dynamique qui rompt avec l'atonie et l'amnésie qui domine depuis 1990, une nouvelle dynamique qui se réapproprie l'histoire du mouvement ouvrier de façon critique pour la porter beaucoup plus loin. Les grèves qui se développent aujourd'hui sont le fruit de la maturation souterraine des décennies précédentes et peuvent permettre à leur tour une

maturation bien plus grande.

Et évidemment, celles qui représentent cette continuité historique et cette mémoire, les organisations révolutionnaires, ont un immense rôle à jouer dans ce processus.

Face aux effets dévastateurs de la décomposition, le prolétariat va devoir politiser ses luttes

Depuis 2020 et la pandémie de Covid, la décomposition du capitalisme s'est accélérée sur toute la planète. Toutes les crises de ce système décadent – crises sanitaire, économique, climatique, sociale, guerrière – se nouent pour former un tourbillon dévastateur⁵. Cette dynamique menace d'entraîner toute l'humanité vers la mort.

La classe ouvrière est donc confrontée à un défi majeur, celui de parvenir à développer son projet révolutionnaire et ainsi proposer sa perspective, celle du communisme, dans ce contexte pourrissant. Pour ce faire, elle doit déjà elle-même parvenir à résister à toutes les forces centrifuges qui s'exercent sur elle sans relâche, elle doit être capable de ne pas se laisser happer par la fragmentation sociale qui pousse au racisme, à la confrontation entre bandes rivales, au repli, à la peur, elle doit être capable de ne pas céder aux sirènes du nationalisme et de la guerre (prétendument humanitaire, antiterroriste, de « résistance », etc... les bourgeoisies accusent toujours la partie ennemie de barbarie pour justifier la leur). Résister à toute cette pourriture qui gangrène peu à peu l'ensemble de la société et parvenir à développer sa lutte et sa perspective implique forcément pour toute la classe ouvrière d'élever son niveau de conscience et d'organisation, de parvenir à politiser ses luttes, à créer des lieux de débats, d'élaboration et de prise en main des grèves par les ouvriers eux-mêmes.

Alors, que nous disent toutes ces grèves, qualifiées « *d'historiques* » par les médias, de la dynamique en cours et de la capacité de notre classe à poursuivre ses efforts, quoiqu'entourée d'un monde en perdition?

5. Lire « L'accélération de la décomposition capitaliste pose ouvertement la question de la destruction de l'humanité », *Revue Internationale* 169, 2022.

Fragmentation sociale versus solidarité ouvrière

La solidarité qui s'est exprimée dans toutes les grèves et tous les mouvements sociaux depuis 2022 montre que la classe ouvrière, quand elle lutte, parvient non seulement à résister à cette putréfaction sociale, mais aussi qu'elle amorce l'ébauche d'un antidote, la promesse d'un autre possible : la fraternité prolétarienne. Sa lutte est l'antithèse de la guerre de tous contre tous vers laquelle pousse la décomposition.

Sur les piquets de grève comme dans les cortèges de manifestants, au Canada, en France comme en Islande, les expressions les plus courantes sont « *On est tous dans le même bateau !* » et « *Il faut lutter tous ensemble !* ».

Même aux États-Unis, ce pays gangrené par la violence, la drogue, le repli et la division raciale, la classe ouvrière a été capable de mettre en avant la question de la solidarité ouvrière entre les secteurs et entre les générations. Les témoignages qui ressortent de la grève « *historique* » de cet été, dont les ouvriers de l'automobile ont constitué le cœur, montrent même que le processus continue de progresser et de s'approfondir :

- « *Nous devons dire que trop, c'est trop ! Pas seulement nous, mais l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays doit dire, à un moment donné, que trop, c'est trop ! (...)* Nous en avons tous assez : les intérimaires en ont assez, les employés de longue date comme moi, nous en avons assez... parce que ces intérimaires sont nos enfants, nos voisins, nos amis » (Littlejohn, chef de maintenance dans les métiers spécialisés à l'usine d'emboutissage Ford de Buffalo aux États-Unis).

- « *Tous ces groupes ne sont pas simplement des mouvements séparés, mais un cri de ralliement collectif : nous sommes une ville de travailleurs – cols-bleus et cols-blancs, syndiqués et non-syndiqués, immigrés et nés ici* » (Los Angeles Times).

- « *Le complexe Stellantis de Toledo, dans l'Ohio, a été envahi par les acclamations et les klaxons au début de la grève* » (The Wall Street Journal).

- « *Des klaxons soutiennent les grévistes devant l'usine du constructeur automobile à Wayne, dans le Michigan* » (The Guardian).

Cette solidarité se fonde explicitement sur l'idée que « *nous sommes*

tous des travailleurs » !

Quel contraste avec les tentatives de pogroms anti-immigrés qui ont eu lieu à Dublin (Irlande) et à Romans-sur-Isère (France) ! Dans ces deux cas, suite à une agression mortelle au couteau, une fraction de la population a attribué la cause de ces meurtres à l'immigration et a réclamé vengeance, parcourant les rues pour lyncher. Il ne s'agit pas là de faits isolés et insignifiants, ils sont au contraire annonciateurs de la dérive générale de la société. Les rixes entre bandes de jeunes, les attentats, les assassinats commis par des déséquilibrés, les émeutes nihilistes se multiplient et ne vont faire qu'augmenter encore et encore.

Les forces de la décomposition vont peu à peu pousser à la fragmentation sociale ; la classe ouvrière va se retrouver au milieu d'une haine croissante. Pour résister à ces vents fétides, elle va devoir poursuivre ses efforts pour développer sa lutte et sa conscience. L'instinct de solidarité ne pourra suffire, il lui faudra aussi œuvrer à son unité, c'est-à-dire à une prise en main consciente de ses liens et de son organisation dans la lutte. Ce qui impliquera fatalement une confrontation aux syndicats et à leur sabotage permanent de division. Nous en revenons donc ici à la nécessaire réappropriation des leçons des luttes des années 1970-80.

Guerre versus internationalisme

La traversée de l'Atlantique par le cri « *Enough is enough* » révèle la nature profondément internationale de notre classe et de son combat. Les grèves aux États-Unis sont le fruit de l'influence directe des grèves au Royaume-Uni. Nous avons donc là aussi vu juste quand nous avons écrit au printemps 2023 : « *L'anglais étant, par ailleurs, la langue de communication mondiale, l'influence de ces mouvements surpasse nécessairement celle que pourrait avoir des luttes en France ou en Allemagne, par exemple. Dans ce sens, le prolétariat britannique montre le chemin non seulement aux travailleurs européens, qui devront être à l'avant-garde de la montée de la lutte de classe, mais aussi au prolétariat mondial, et en particulier au prolétariat américain.* » (Rapport lutte de classe, 25^{ème} congrès, Revue Internationale 170, 2023).

Durant la grève des *Big Three* de

l'automobile (Ford, Chrysler, General Motors) aux États-Unis, le sentiment d'être une classe internationale a ainsi commencé à poindre. En plus de cette référence explicite aux grèves du Royaume-Uni, les ouvriers ont tenté d'unifier la lutte de part et d'autre de la frontière américano-canadienne. La bourgeoisie ne s'est d'ailleurs pas trompée, elle a compris le danger d'une telle dynamique et le gouvernement canadien a immédiatement signé un accord avec les syndicats pour arrêter prématurément cette velléité de lutte commune et ainsi empêcher toute possibilité d'unification.

Pendant le mouvement en France aussi, il y a eu des expressions de solidarité internationale. Comme nous l'écrivons dans notre tract d'avril 2023⁶ : « *Les prolétaires commencent à se tendre la main par-delà les frontières, comme on a pu le voir avec la grève des ouvriers d'une raffinerie belge en solidarité avec les travailleurs en France, ou la grève du « Mobilier national » en France, avant la venue (repoussée) de Charles III à Versailles, en solidarité avec « les travailleurs anglais qui sont en grève depuis des semaines pour des augmentations de salaires ». À travers ces expressions encore très embryonnaires de solidarité, les ouvriers commencent à se reconnaître comme une classe internationale : nous sommes tous dans le même bateau !* ».

En fait, le retour de la combativité de la classe ouvrière depuis l'été 2022 porte une dimension internationale peut-être encore plus forte que dans les années 1960/70/80. Pourquoi ?

- Parce que la « mondialisation », ce tissu économique mondial au mailage extrêmement resserré, donne une dimension aussi immédiatement mondiale à la crise économique.

- Parce qu'il n'y a plus de zones qui « résistent » à la crise économique, la Chine et l'Allemagne sont aujourd'hui elles-aussi frappées, contrairement à 2008 (ce qui en dit long sur la gravité de cette crise ouverte en cours).

- Parce que le prolétariat fait face partout à la même dégradation des conditions de vie.

- Enfin et surtout, parce que les liens entre les prolétaires des différents pays

6. Depuis « L'été de la rupture en 2022 », nous avons écrit 7 tracts différents, diffusés à plus de 130 000 exemplaires rien qu'en France.

se sont très fortement resserrés (collaboration économique *via* les multinationales, migrations internationales intenses, informations mondialisées...).

En Chine, la « croissance » ne cesse de ralentir et le chômage d'exploser. Les chiffres officiels de l'Etat chinois reconnaissent qu'un quart des jeunes sont sans emploi ! En réaction, les luttes se développent : « *Frappées par la baisse des commandes, des usines employant une très grande quantité de main-d'œuvre délocalisent et licencient. Grèves contre les salaires impayés et manifestations contre les licenciements sans indemnités se multiplient* ». De telles grèves dans un pays où la classe ouvrière est sous la chape de plomb idéologique et répressive du « communisme » sont particulièrement significatives de l'ampleur de la colère qui gronde. Avec le probable effondrement du secteur de la construction immobilière à venir, il nous faudra surveiller les possibles réactions ouvrières.

Pour l'heure, dans le reste de l'Asie, c'est surtout en Corée du Sud que le prolétariat a repris le chemin de la grève, avec un grand mouvement général en juillet dernier.

Cette dimension profondément internationale de la lutte de classe, ce début de compréhension que les travailleurs en grève luttent tous pour les mêmes intérêts quel que soit le côté de la frontière, représentent l'exact opposé de la nature intrinsèquement impérialiste du capitalisme. Se développe sous nos yeux l'opposition entre deux pôles : l'un fait de solidarité internationale, l'autre fait de guerres de plus en plus barbares et meurtrières.

Cela dit, la classe ouvrière est encore très loin d'être suffisamment forte (consciente et organisée) pour se dresser explicitement face à la guerre, ni même contre les effets de l'économie de guerre :

- Pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, pour l'instant, les deux grandes guerres en cours ne semblent pas affecter substantiellement la combativité ouvrière. Les grèves au Royaume-Uni ont démarré juste après le début de la guerre en Ukraine, la grève dans l'automobile aux États-Unis s'est poursuivie malgré l'éclatement du conflit à Gaza et depuis d'autres grèves se sont développées au Canada, en Islande, en Suède... Mais il n'en reste pas moins que les travail-

leurs ne parviennent pas encore à intégrer à leur lutte – dans leurs slogans et leurs débats – le lien entre l'inflation, les coups portés par la bourgeoisie et la guerre. Cette difficulté est due au manque de confiance que les ouvriers ont en eux, au manque de conscience de la force qu'ils représentent en tant que classe ; se dresser contre la guerre et ses conséquences apparaît comme un défi beaucoup trop grand, écrasant, hors d'atteinte. La réalisation de ce lien dépend d'un degré de conscience plus élevé. Il a fallu 3 ans au prolétariat international pour faire ce lien face à la Première Guerre mondiale. Dans la période 1968-1989, le prolétariat n'a pas été capable de faire ce lien, ce qui a été l'un des facteurs inhibant sa capacité à développer sa politisation. Ainsi, après 30 ans de recul, il ne faut pas s'attendre à ce que le prolétariat franchisse immédiatement ce pas fondamental. C'est un pas profondément politique, qui marquera une rupture cruciale avec l'idéologie bourgeoise. Un pas qui exige de comprendre que le capitalisme est une barbarie militaire, que la guerre permanente n'est pas quelque chose d'accidentel mais une caractéristique du capitalisme décadent.

- En Europe de l'Est, la guerre a par contre un impact absolument désastreux ; il n'y a pas eu d'oppositions - pas même des manifestations pacifistes - contre la guerre. Alors que ce conflit a déjà fait 500 000 morts (250.000 de chaque côté), qu'en Russie comme en Ukraine, les jeunes fuient la mobilisation pour sauver leur peau, il n'y a aucune contestation collective. La seule issue possible est individuelle : désertir et se cacher. Cette absence de réaction de classe confirme que si 1989 était un coup contre tout le prolétariat au niveau mondial, les travailleurs des pays staliniens ont été encore plus fortement touchés. L'extrême faiblesse de la classe ouvrière de l'Europe de l'Est est la pointe de l'iceberg de la faiblesse de la classe ouvrière des pays de toute l'ex-URSS. La menace de guerre qui plane au-dessus des pays de l'ex-Yougoslavie est en partie possible à cause de cette profonde faiblesse du prolétariat qui y vit.

- Quant à la Chine, il est difficile d'évaluer précisément où en est la classe ouvrière de ce pays par rapport à la guerre ? Il faut surveiller la situation et son évolution de près. L'ampleur

de la crise économique à venir va jouer un grand rôle sur la dynamique du prolétariat. Cela dit, comme à l'Est, le stalinisme (mort ou vivant) va encore et toujours jouer son rôle contre notre classe. Quand on doit étudier à l'école les idées (dénaturées) de Karl Marx, on est dégoûté du marxisme.

En fait, chaque guerre - qui ne manquera pas d'éclater - va poser des problèmes différents au prolétariat mondial. La guerre en Ukraine ne pose pas les mêmes problèmes que la guerre à Gaza, qui ne pose pas les mêmes problèmes que la guerre qui menace à Taïwan. Par exemple, le conflit israélo-palestinien engendre une situation pourrie de haine dans les pays centraux entre les communautés juives et musulmanes, ce qui permet à la bourgeoisie de faire un immense battage de division.

Mais à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, nous pouvons néanmoins reconnaître que, généralement, le processus de développement de la conscience sur la question de la guerre sera très difficile, et il n'y a aucune garantie que le prolétariat réussisse à le mener à bien. Comme nous l'avons souligné il y a déjà 33 ans : « *Contrairement au passé, le développement d'une nouvelle vague révolutionnaire ne viendra pas d'une guerre mais de l'aggravation de la crise économique. (...) La mobilisation de la classe ouvrière, point de départ des combats de classe à grande échelle, viendra des attaques économiques. De même, au niveau de la conscience, l'aggravation de la crise sera un facteur fondamental pour révéler l'impasse historique du mode de production capitaliste. Mais à ce même niveau de conscience, la question de la guerre est à nouveau appelée à jouer un rôle de premier ordre* :

- en mettant en évidence les conséquences fondamentales de cette impasse historique : la destruction de l'humanité,

- en constituant la seule conséquence objective de la crise, de la décadence et de la décomposition que le prolétariat puisse aujourd'hui limiter (à la différence de toutes les autres manifestations de la décomposition), dans la mesure où, dans les pays centraux, elle n'est pas actuellement enrôlée sous les drapeaux du nationalisme". (« *Militarisme et décompo-*

(Suite page 59)

Critique des soi-disant "communisateurs" (troisième partie)

Jacques Camatte : du bordiguisme à la négation du prolétariat (1ère partie)

Jacques Camatte est sans doute l'un des pères fondateurs du courant dit de la "communisation". Dans le développement d'une critique marxiste des erreurs profondes de ce courant, nous pensons qu'il sera utile de rendre compte de l'errance politique de Camatte, du bordiguisme orthodoxe au rejet total de la "théorie du prolétariat" et à une théorisation de l'échappatoire à la lutte des classes. À notre avis, si peu de "communisateurs" ont suivi Camatte jusqu'à ses conclusions ultimes, à bien des égards, le chemin qu'il a suivi révèle la véritable dynamique de toute la tendance communisatrice.

Notre objectif ici n'est pas d'écrire la biographie de Camatte, mais d'examiner sa trajectoire à la lumière de certains de ses travaux théoriques les plus significatifs.

Selon *Wikipédia*, Camatte, à l'âge de 18 ans, était déjà membre de la Fraction française de la Gauche communiste en 1953¹ - autrement dit, peu après la scission du Partito Comunista Internazionale (PCInt) en Italie entre la tendance autour de Damen et la tendance autour de Bordiga. La Fraction française se transformera plus tard en la section française du Parti communiste international (PCI) bordiguiste qui publiera *Programme Communiste* et *Le Prolétaire*. Camatte va jouer un rôle croissant dans le travail

théorique de cette organisation, tout en développant une étroite collaboration avec Bordiga. Cependant, au début des années 60, il n'est pas satisfait de la direction que prend l'organisation - une pratique militante et syndicale centrée sur la production de "journaux ouvriers". Camatte considère que, puisque la période reste essentiellement dominée par la contre-révolution, les tâches du PCI sont avant tout théoriques : la dénonciation de toutes les formes de révisionnisme et la restauration du programme communiste. En 1966, Camatte rompt avec le PCI et se lance de son côté dans la publication de la revue *Invariance*, dont la "déclaration de principes", figurant sur la page intérieure de la première série, montre une nette continuité avec la tradition bordiguiste² :

2. Un problème de morale prolétarienne a été posé par les circonstances de la scission : à nouveau, d'après l'entrée *Wikipedia* : "En 1966, après de nouveaux écrits controversés au sein du parti, Camatte et Dangeville se séparent du parti avec onze autres membres. Cette scission fut particulièrement douloureuse, car, comme le rappelle Camatte, "celui qui quitte le parti est mort pour le parti". Comme Camatte était le bibliothécaire des périodiques et de la collection littéraire du PCI, il a dû se barricader à l'intérieur de son appartement pour les conserver. Finalement, il a été contraint de brûler la totalité de la collection qui n'était pas écrite par Bordiga, pour prouver qu'il n'était pas un "universitaire". Bordiga a plus tard qualifié cela d'"acte de gangstérisme". (*Wikipedia*) Les citations sont tirées de l'interview du Cercle Marx de 2019 ; l'interview a été partiellement transcrite en anglais sur libcom, avec cette note d'avertissement, sur laquelle nous reviendrons dans un second article : "Note : Le groupe qui a réalisé cette interview, le Cercle Marx, est un groupe pseudo-déborderiste/bordiguiste raciste qui se concentre sur le "marxisme" d'alliance rouge-brun d'écrivains comme Francis Coussin. Nous n'avons certainement pas l'intention d'accueillir ces points de vue, mais nous pensons que la majorité de l'interview a encore du mérite dans la mesure où elle aide à retracer la progression de la pensée de Camatte, qui a été plus ou moins ignorée par le public anglophone pendant un certain temps. Ceci étant dit, nous espérons que les lecteurs de *Libcom* apprécieront ce texte et en retireront

"Invariance de la théorie du prolétariat" :

- Défendue dans la *Ligue communiste* (*Manifeste communiste 1848*) dans l'*AIT* (les travaux du Conseil général de Londres dirigé par Marx) ; au moment de la Commune ; dans la *Ile Internationale* ; contre la dégénérescence et l'échec de cette dernière (*La gauche socialiste en Allemagne, les bolcheviks, la gauche socialiste en Italie - la fraction abstentionniste*).

- Qui a triomphé en Russie en 1917 et au niveau international : Moscou 1919, fondation de la *IIIe Internationale* ; Livourne 1921 : la rupture avec la démocratie.

- Défendue par la gauche communiste contre la dégénérescence de Moscou ; contre l'*Union Sacrée* dans la résistance au fascisme.

- Qui doit être restauré, ainsi que le *Parti Communiste* - organe de la classe prolétarienne - en dehors de tout démocratisme, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et tout doute révisionniste sur la doctrine.

- L'objectif de l'*Invariance* est la réforme du Parti communiste".

Thèses de travail : avancées théoriques...

Invariance n° 6, publié en avril 1969 sous le titre «*La Révolution Communiste, Thèses de Travail*», est un ouvrage substantiel, de plus de 150 pages recto-verso, qui nous offre un aperçu des principales conclusions et orientations politiques de la revue à ce moment-là – intéressantes, surtout en ceci qu'elles tendent à rejeter certaines des sacro-saintes vérités du bordiguisme.

Il est divisé en plusieurs chapitres qui traitent de l'histoire du mouvement prolétarien depuis ses débuts jusqu'à l'après-guerre, de la nature de la Russie stalinienne, de la question coloniale, de la crise économique et de

quelque chose d'utile".

1. Mais il faut être prudent avec ce compte-rendu, car la formulation réelle est la suivante : "Camatte s'est engagé dans la politique radicale dès son plus jeune âge, rejoignant pour la première fois la Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale (FFGCI), une organisation communiste de gauche liée à Marc Chirik et Onorato Damen, en 1953". En fait, la Fraction française s'était scindée en deux en 1945, une partie soutenant le PCInt en Italie (dans lequel Damen jouait un rôle de premier plan) et l'autre formant la Gauche Communiste de France autour de Marc Chirik. Pour un compte-rendu de cette scission antérieure, voir notre livre : *la Gauche Communiste d'Italie*, p. 156 et les suivantes.

l'évolution du capitalisme.

Le premier chapitre, "Brève histoire du mouvement de la classe prolétarienne dans l'espace euro-américain, des origines à nos jours" confirme que le point de départ d'Invariance reste la tradition marxiste et la théorie du prolétariat, ce qui, selon lui, a été confirmé par la vague révolutionnaire qui a suivi la Première Guerre mondiale ; et, à ce stade du moins, semble s'attacher à l'idée que la future révolution communiste est la tâche du seul prolétariat. Il développe également une analyse assez cohérente de la succession des différentes phases de poussée de la classe et de contre-révolution dans l'histoire du prolétariat et, en particulier de la défaite de la vague révolutionnaire et de la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale communiste. Mais, contrairement aux courants bordiguistes plus "traditionnels", il n'exclut pas certains courants de la Gauche communiste comme le KAPD, dont les thèses sur le parti seront publiées, avec le *Manifeste* du groupe de Miasnikov en Russie, dans les éditions ultérieures d'Invariance : "Un élément fondamental pour la réacquisition de la totalité doctrinale est fourni par la contribution de la Gauche communiste italienne. Cependant, de nombreux éléments parallèles peuvent également être nécessaires : tribunistes, KAPD, divers mouvements se référant aux Conseils ouvriers, Lukacs... le travail d'unification implique le rejet des anathèmes" (Thèse 1.5.20, p. 37).

En même temps, le texte expose ses critiques à l'égard du glissement activiste et opportuniste des bordiguistes officiels.

"En 1962, le PCI croyait possible - suite à l'agitation commencée en 1960 et renforcée au cours de cette année - de produire un organe syndical : Spartaco...mais, quand on commence à ne plus avoir une approche matérialiste et non-volontariste, l'erreur est inévitable. L'apparition de cette feuille syndicale a été la première défaite théorique car elle signifiait l'abandon de l'exigence de lier dans une unité indissoluble l'action immédiate (syndicale ou autre selon les organisations : comités d'usine, conseils d'entreprise, etc) et la lutte immédiate, "politique". Tout cela parce qu'avec cette feuille il y avait l'espoir d'être plus perméable à la classe... En 1963, le mouvement

abandonne ses positions originelles et se place au niveau du mouvement trotskyste avec lequel il entre en concurrence." Par ailleurs, "Tout cela a aussi montré l'insuffisance de la thèse de la Gauche sur les syndicats à partir du moment où elle ne définissait plus précisément leur évolution, leur intégration dans l'État et le comportement des travailleurs à leur égard : la désertion" (1.5.10, p. 33).

On peut également noter que la vision d'Invariance sur les conditions de formation du parti commence à se rapprocher de la position de *Bilan* dans les années 1930 et de la GCF dans les années 1940, et donc de la reconnaissance que le parti bordiguiste "formel" n'était pas vraiment un parti : "Le parti ne peut être réformé que par la réunion de deux mouvements : le retour de la totalité de la théorie du prolétariat et le mouvement vers l'unification de la classe... son existence formelle est aujourd'hui un embarras, ne serait-ce que parce que, au bout d'une certaine période, et par suite du brouillard politique ambiant, il tend à se prendre pour un deus ex-machina et à croire que tout doit passer par lui, qu'il doit tout diriger au moment même où il est le moins reconnu par le mouvement réel" (Invariance n° 6, 1-5-18-19, pp. 36-37).

Il s'agit sans doute d'une référence à l'intervention ridicule du PCI dans le mouvement de mai 1968, où les bordiguistes, malgré leur tendance à rejeter l'ensemble du mouvement comme petit-bourgeois, n'ont pu offrir rien de plus qu'un appel au rassemblement des masses derrière le Parti. En revanche, plusieurs passages des *Thèses* montrent que les premiers numéros d'Invariance considéraient Mai 68 comme une véritable rupture avec la contre-révolution.

Un autre élément positif des *Thèses* est la reconnaissance (qu'il partageait clairement avec Bordiga³) de la tendance croissante du capital à la destruction de la nature :

"Les prédictions de Marx (sur l'épuisement du sol par l'agriculture capitaliste) se vérifient quotidiennement aujourd'hui. Le développement du capital se présente comme une immense catastrophe naturelle : épuise-

ment du sol, destruction de la flore et de la faune. Le capital est la réification de l'homme et la minéralisation de la nature", 4.3.3, p. 111)

... et reculs théoriques

En même temps, les *Thèses* ne parviennent pas à dépasser certaines des plus importantes faiblesses théoriques de la tradition bordiguiste :

- Dans la notion même de marxisme comme théorie invariante, comme "doctrine" qui ne demande qu'à être restaurée⁴. Il est certainement vrai que certains principes du mouvement ouvrier - tels que la nécessité de l'internationalisme et de l'indépendance politique de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie - ne changent pas au cours de l'histoire du mouvement ouvrier, mais ils doivent toujours être appliqués en fonction des conditions historiques spécifiques, ce qui signifie, par exemple, que dans la période de la formation du capital en tant que système mondial, les marxistes pouvaient soutenir certaines luttes nationales, alors que cela est devenu impossible lorsque le système est entré dans son époque de déclin. La notion d'un programme immuable, sans rapport avec l'expérience historique de la classe ouvrière, dérive d'un point de départ idéaliste, voire religieux.

- Dans la distinction entre le parti formel et le parti historique, une idée qui est apparue comme un moyen de justifier l'erreur de la formation du PCInt en 1943-45, et de rejeter le concept de Fraction tel que développé par la Gauche italienne entre les deux guerres. Il est vrai, comme nous l'avons signalé auparavant, qu'il y a eu un certain mouvement dans *Invariance* n° 6 vers une compréhension matérialiste du fait que le parti ne peut pas être formé à n'importe quel moment dans la vie de la classe ; mais il ne s'engage pas pour autant dans la voie de la contribution de *Bilan* sur la relation entre Fraction et Parti, de sorte que la critique partielle de l'idéalisme bordiguiste sur cette question reste suspendue en l'air.

- Dans le rejet de la théorie du ca-

4. Pour une critique plus développée du concept d'invariance, voir *Revue internationale*, Une caricature de parti : le parti bordiguiste (réponse à "Programme Communiste") et *Revue internationale* 158, "Les années 1950 et 60 : Damen, Bordiga et la passion du communisme".

3. Cf. *Revue internationale* 166 "Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme - Bordiga et la grande ville".

pitalisme depuis 1914 comme un système globalement décadent, et avec elle, la défense de la notion de la révolution d'Octobre comme une révolution double : selon le point de vue des *Thèses*, puisque l'insurrection prolétarienne d'Octobre était incapable de s'étendre internationalement, la Russie bolchevique s'est transformée en une sorte de révolution bourgeoise. Ce point de vue était fondamentalement en désaccord avec la position de la Fraction italienne, qui insistait sur le fait que la révolution prolétarienne devient possible parce que le système capitaliste entre dans sa phase de décadence dans son ensemble et non région par région⁵, excluant de fait la possibilité de révolutions bourgeoises progressistes.

- De même, puisque les *Thèses* soutiennent qu'il y a encore des régions du globe où le capitalisme est encore dans une phase de jeunesse, il en découle que, non seulement les "révolutions coloniales" sont encore possibles, mais encore qu'elles ont effectivement lieu dans des pays comme le Vietnam et Cuba... Les *Thèses* parlent du "mérite indéniable" des théories de Castro, Fanon, Césaire ("au début" du moins...) et concluent que "l'influence, en Occident, des idéologies issues des révolutions coloniales, ainsi que le retour à des positions dépassées du mouvement ouvrier (un certain messianisme en Afrique, en Amérique latine et aux USA, par exemple) expriment encore un renouveau social. Celui-ci découle de la disparition de la révolution prolétarienne de 1917-23. Le prolétariat, finalement, à l'échelle mondiale, a accompli ou soutenu une révolution bourgeoise" (Thèse 4.6.12, p. 132). De même, "l'idéologie maoïste a un caractère révolutionnaire en Chine dans la mesure où elle se présente comme un substitut de l'ancienne civilisation chinoise (c'est cette destruction des anciennes superstructures, pour le culte des ancêtres)" (Thèse 3.4.11, p. 87). Ces positions fausses et dangereuses, qui sous-estimaient entièrement le caractère inter-impérialiste des violentes batailles pour les régions ex-coloniales, devaient avoir leur résultat désastreux dans le soutien ouvert aux États arabes dans les guerres impéria-

listes au Moyen-Orient par le groupe algérien du PCI et l'explosion de l'organisation qui en résulta.

D'autre part, l'élément peut-être le plus significatif, vers la fin des *Thèses*, réside moins dans l'incapacité à critiquer le dogme bordiguiste, que dans une tendance à ouvrir la porte à certaines idées modernistes qui allaient se développer très rapidement dans la période suivante. Il en est ainsi dans la thèse 4.6.1, avec le début d'une nouvelle "périodisation" du capital, dans laquelle la guerre de 1914 ne marque pas le début définitif de l'époque décadente du capital, comme le proclamait l'Internationale communiste, mais le passage de la "domination formelle" à la "domination réelle" du capital. À partir de là, il n'y avait qu'un pas à franchir pour que Camatte affirme que le capital était devenu entièrement autonome et avait atteint une domination totale sur l'humanité, de sorte que l'humanité entière, plutôt que la classe ouvrière, devrait devenir le sujet de la révolution. Néanmoins, ce pas n'avait pas encore été franchi : "L'humanité entière a une tendance à s'opposer au capital, à se révolter contre lui. Mais quelle est la classe qui peut avoir le maximum de cohérence révolutionnaire, qui peut avoir un programme radical de destruction du capital et en même temps voir, décrire la société future, le communisme, c'est le prolétariat... La classe ouvrière, en se constituant comme classe, et donc comme parti, devient le sujet historique... L'homme est la négation du capital, mais sa négation active, positive, c'est le prolétariat" (Thèse 4.7.20, p. 139)

La transition vers le modernisme

Le numéro 8 d'*Invariance*, qui couvre la période de juillet à décembre 1969, est intitulé "Transition". Le numéro précédent avait poursuivi les "Thèses de Travail" et était composé de toute une série de "textes de soutien" provenant des Partis Communistes d'Italie et des États-Unis, du KAPD, de contributions de Pannekoek, Gorter, Lukacs, Sylvia Pankhurst. Dans le numéro 8, nous trouvons les thèses du KAPD sur le parti et les interventions du KAPD lors du débat sur les syndicats au troisième congrès de l'Internationale communiste ; un texte de Jehan de 1937 sur la guerre en Espagne, défendant

la position de la Fraction italienne ; et deux réimpressions d'articles de *Programma Comunista* - "Relativité et déterminisme, à l'occasion de la mort d'Albert Einstein", repris du n° 9 de 1955, et "Programme du communisme intégral et théorie marxiste de la connaissance", issu de la réunion du PCI à Milan en juin 1962.

À un certain niveau, donc, *Invariance* n° 8 poursuivait l'attitude plus ouverte aux différents courants de la gauche communiste que nous avons déjà vue dans le numéro 6. Mais la véritable signification de ce numéro se trouve dans deux courts articles au début du numéro : un éditorial intitulé "Transition" et un second article intitulé "Capitalisme et développement du gangstérisme".

Le premier commence comme suit :

"Le point de départ de la critique de la société du capital existante doit être la réaffirmation des concepts de domination formelle et réelle en tant que phases historiques du développement capitaliste. Toutes les autres périodisations du processus d'autonomisation de la valeur, comme le capitalisme concurrentiel, monopoliste, monopoliste d'État, bureaucratique, etc., quittent le domaine de la théorie du prolétariat, c'est-à-dire la critique de l'économie politique, pour commencer par le vocabulaire de la pratique de la social-démocratie ou de l'idéologie "léniniste", codifié par le stalinisme.

Toute cette phraséologie avec laquelle on prétend expliquer les phénomènes "nouveaux" ne fait que mystifier le passage de la valeur à sa complète autonomie, c'est-à-dire à l'objectivation de la quantité abstraite en cours dans la communauté concrète.

Le capital, en tant que mode de production social, accomplit sa véritable domination lorsqu'il réussit à remplacer tous les présupposés sociaux et naturels préexistants par ses formes d'organisation particulières qui médient la soumission de l'ensemble de la vie physique et sociale à ses besoins réels de valorisation. L'essence de la *Gemeinschaft* (organisation de la société), du capital est l'organisation.

La politique, en tant qu'instrument de médiation entre le despotisme et le capital, disparaît dans la phase de la domination réelle du capital. Après avoir été pleinement utilisée dans la période de domination formelle, elle peut être éliminée lorsque le capital,

5. Voir *Revue internationale* 128, Le communisme : l'entrée de l'humanité dans sa véritable histoire (IV) - Les problèmes de la période de transition.

en tant qu'être total, en vient à organiser de manière rigide la vie et l'expérience de ses subordonnés. L'État, en tant que gestionnaire rigide et autoritaire de l'expansion des formes équivalentes dans la relation sociale ('Urtext'), devient un instrument élastique dans la sphère des affaires. Par conséquent, l'État, ou directement, la "politique", est moins que jamais le sujet de l'économie et des "patrons" du capital. Aujourd'hui, plus que jamais, le capital trouve sa propre force réelle dans l'inertie du processus qui produit et reproduit ses besoins spécifiques de valorisation comme des besoins humains en général".

Nous avons déjà noté que le numéro 6 contenait certaines des prémisses de la perspective moderniste, liées à la théorisation de la transition de la domination formelle à la domination réelle. Mais ici, la "transition" devient définitive.

Comme nous l'avons noté ailleurs⁶, le concept de Marx de transition de la domination formelle à la domination réelle a été largement mal interprété, notamment dans les cercles modernistes. Dans un chapitre du *Capital* resté inédit jusqu'aux années 1930 et qui n'a pas été plus largement traduit et publié avant la fin des années 1960, "*Résultats du processus immédiat de production*", Marx l'a utilisé pour décrire l'évolution du capital à partir d'une phase où sa domination sur le travail restait formelle en ce sens qu'elle était encore marquée par des méthodes de production précapitalistes, notamment artisanales ; le capital avait privé le producteur individuel de son indépendance en le réduisant à un travailleur salarié, mais la méthode de production effective restait semi-individuelle et comprenait encore de nombreuses étapes jusqu'à la création du produit entier, même lorsque les producteurs étaient regroupés dans des centres de "fabrication". Le système d'usine à part entière, basé sur un machinisme développé, a réduit l'activité des travailleurs à une série de gestes fragmentés, c'est-à-dire à la subordination à la chaîne de production, en se débarrassant de plus en plus de tous ces vestiges artisanaux ; cette évolution

correspondait aussi au passage de l'extraction de la plus-value absolue (où le taux d'exploitation dépendait dans une large mesure de l'allongement de la journée de travail) à l'extraction de la plus-value relative, qui permettait une réduction de la journée de travail mais aussi une compression plus efficace du travail productif : "*La soumission réelle du travail par le capital se développe dans toutes les formes évoluées par la plus-value relative, par opposition à la plus-value absolue.*"⁷

Pour un certain nombre de groupes, certains émergeant du bordiguisme ou se dirigeant vers un modernisme à part entière, comme *Perspective Internationaliste*, cette transition était plus ou moins équivalente au "vieux" passage du capitalisme ascendant au capitalisme décadent et fournissait une autre façon de considérer les principaux phénomènes de la période décadente, comme le capitalisme d'État, certains - comme Camatte dans ses *Thèses de Travail* - voyant même le moment clé arriver en 1914. Mais comme nous l'avons dit, Marx parlait clairement d'un processus qui était déjà bien engagé au milieu du 19^e siècle et - puisque, comme Rosa Luxemburg l'a fait remarquer en 1913, de vastes régions du globe faisaient encore essentiellement partie du monde précapitaliste, même si l'impérialisme détruisait de plus en plus les anciennes formes et imposait sa domination politique aux colonies - la transition vers les formes modernes d'exploitation capitaliste était un processus qui s'est poursuivi tout au long du 20^e siècle et qui n'est toujours pas achevé. Ainsi, comme moyen de comprendre que le capitalisme est entré dans son "époque de révolution sociale", le concept n'était pas adéquat, sauf dans la mesure où un certain niveau de développement

capitaliste mondial était évidemment nécessaire pour que la révolution mondiale devienne possible et nécessaire. Mais alors que l'utilisation du concept par Marx avait une implication importante mais plus restreinte, pour Camatte le concept est devenu le "point de départ" d'un renversement complet du marxisme pour annoncer l'avènement d'un monde dans lequel le capital est devenu autonome, est devenu la "communauté matérielle", réalisant une domination totale sur l'humanité et le prolétariat, signifiant la fin du "mythe du prolétariat" comme sujet révolutionnaire.

Nous reviendrons sur certaines de ces idées dans une seconde partie de l'article, mais non moins important est le court texte sur le développement du "gang-racket", qui fournit la base théorique "justifiant" l'abandon de toute forme d'organisation politique prolétarienne, et donc la fuite individuelle de Camatte hors de l'engagement politique au sein de la classe ouvrière :

"Avec la constitution du capital en tant qu'être matériel et donc en tant que communauté sociale, nous avons la disparition du capitalisme sous sa forme personnelle traditionnelle, la diminution relative et parfois absolue des prolétaires et la croissance des nouvelles classes moyennes. Toute communauté humaine, aussi petite soit-elle, est conditionnée par le mode d'être de la communauté matérielle. Ce mode d'être découle du fait que le capital ne peut se valoriser, et donc exister, développer son être que si une particule de lui-même, tout en s'autonomisant, se confronte à la totalité sociale, se définit par rapport à l'équivalent total socialisé, le capital. Elle a besoin de cette confrontation (concurrence, émulation) car elle n'existe que par la différenciation. Sur cette base se forme un tissu social fondé sur la concurrence entre "organisations" rivales (rackets).

Les différents groupuscules sont autant de bandes qui s'affrontent tout en ayant pour équivalent général la divinisation du prolétariat."

La conséquence, tirée de l'éditorial intitulé "*Transition*", est évidente : la tâche de la revue *Invariance* "*n'est donc pas d'être l'organe d'un groupe formel ou informel mais de lutter contre toutes les fausses "théories" produites à des époques révolues tout en pointant vers l'avenir communiste.*"

6. Voir l'article de la *Revue internationale* n° 60, "Comprendre la décadence du capitalisme (8) : La domination réelle du capital, ou les réelles confusions du milieu politique prolétarien".

7. "Résultats du processus immédiat de production", section intitulée "La soumission réelle du travail au capital", édition Penguin 1976, p 1035). L'édition française avait été traduite par Roger Dangeville, qui avait été proche de Camatte lorsqu'ils étaient au PCI, mais a ensuite évolué dans une direction très différente, Dangeville publiant la revue intitulée "Le Fil du Temps", une tentative de restaurer une forme pure - et extrêmement sectaire - de bordiguisme. Il convient toutefois de noter que l'interprétation de Dangeville du passage de la soumission formelle à la soumission réelle reproduit certaines des mêmes erreurs que celle de Camatte. Camatte a également accusé Dangeville de plagier sa traduction originale.

Une revue qui n'est pas le produit d'un groupe formel ou même informel ne peut être que la propriété d'un individu brillant qui a échappé d'une manière ou d'une autre au sort que le capital impose sans remords à tous les efforts de rassemblement pour lutter contre la domination capitaliste. Camatte a poursuivi cette ligne d'argumentation avec une lettre datée du 4.9.69 qui développait davantage les fondements "théoriques" de la notion d'organisation comme racket, qui a ensuite été publiée sous la forme d'un pamphlet *"Sur l'organisation"* en plusieurs langues. L'introduction de 1972 à ce texte prétend que cette position ne doit pas être interprétée comme un "retour à un individualisme plus ou moins stirnerien" et semble laisser entrevoir la possibilité d'une future "union" des forces révolutionnaires. À notre avis, cependant, tout dans le texte, ainsi que toute la trajectoire politique ultérieure de Camatte, ne peut que confirmer précisément ce retour à la logique de l'"égoïsme" de "Saint-Max" (Stirner) que Marx a attaqué avec tant de force et d'acuité dans *L'Idéologie allemande*.

La justification théorique de cette rechute se trouve, une fois de plus, dans l'utilisation par Camatte de la notion de domination réelle du capital, qui tend à dépersonnaliser le rapport social capitaliste et à remplacer le règne du capitaliste individuel par l'organisation anonyme et collective du capital, que ce soit à travers de vastes sociétés "privées" ou la plus grande société de tous les temps, l'État. Et en effet, Marx avait déjà noté que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le capitaliste tend à devenir un simple fonctionnaire du capital. Camatte cite également l'étude de Bordiga sur *"La structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui"* qui affirme que *"L'organisation n'est pas seulement le capitaliste moderne dépersonnalisé, mais aussi le capitaliste sans capital parce qu'il n'en a pas besoin"*. Tout cela est vrai et découle du principe marxiste fondamental que le capital est par essence une relation sociale impersonnelle - et de la reconnaissance, développée de la manière la plus lucide par la Gauche communiste, que l'organisation du capitalisme par l'État est devenue de plus en plus une partie du mode de survie du système dans son époque de crise historique (que, comme nous l'avons vu, Camatte tend à assimiler à la période de "domination

réelle"). Mais à partir de là, Camatte fait un saut théorique que ni Marx, ni Bordiga n'auraient jamais cautionné.

Ainsi : *"Avec le passage à la domination réelle, le capital a créé son propre équivalent général, qui ne pouvait plus être aussi rigide qu'il l'avait été dans la période de simple circulation. L'État lui-même a dû perdre sa rigidité et devenir une bande médiatrice entre différentes bandes et entre le capital total et les capitaux particuliers"*.

De cette description raisonnable du développement du capitalisme d'État, nous passons à la "sphère politique". Et pas seulement à la sphère politique de la classe dominante, mais aux organisations politiques du prolétariat : *"Nous pouvons observer le même type de transformation dans la sphère politique. Le comité central d'un parti ou le centre d'un regroupement quelconque joue le même rôle que l'État. Le centralisme démocratique ne parvient qu'à imiter la forme parlementaire caractéristique de la domination formelle. Et le centralisme organique, affirmé seulement de façon négative, comme refus de la démocratie et de sa forme (soumission de la minorité à la majorité, votes, congrès, etc.) ne fait en fait que se retrouver piégé dans les formes plus modernes. Cela aboutit à la mystique de l'organisation (comme pour le fascisme). C'est ainsi que le Parti communiste international s'est transformé en un gang"*.

Le tour de passe-passe est ici de faire disparaître totalement la lutte des classes de l'équation. Aucune distinction n'est faite entre la sphère politique de la bourgeoisie et celle du prolétariat, qui cesse d'offrir une force contraire, opposée aux caractéristiques dominantes de l'ordre existant.

Il est certainement vrai, comme Marx et Rosa Luxemburg l'ont souligné, que le capital a un besoin intrinsèque de pénétrer chaque coin de la planète et chaque sphère de l'activité humaine, que ses visions idéologiques et morales du monde tendent à tout empoisonner, y compris les efforts de la classe ouvrière pour s'associer, s'organiser, résister, développer sa propre compréhension théorique de la réalité sociale. Et c'est pourquoi toute forme d'organisation prolétarienne est soumise au danger d'accommodation à l'ordre capitaliste, à la tendance à l'opportunisme et à la dégénérescence. Mais si une autre forme de société

reste possible, si le communisme est encore le seul avenir de l'humanité, c'est parce que le prolétariat, la classe ouvrière, fournit effectivement un antidote au poison du capital, et ses organisations ne sont pas un simple reflet passif de l'idéologie dominante, mais une arène de combat entre la vision du monde prolétarienne et les empiètements des habitudes et de l'idéologie capitalistes.

Pour Camatte, cela a pu être vrai autrefois mais ce n'est plus le cas. *"Le prolétariat, ayant été détruit, cette tendance du capital ne rencontre aucune opposition réelle et peut donc s'autoreproduire d'autant plus efficacement. L'essence réelle du prolétariat a été niée et il n'existe que comme objet du capital. De même, la théorie du prolétariat, le marxisme, a été détruite, Kautsky la révisant d'abord et Bernstein la liquidant ensuite"*.

Et d'un simple trait de plume, la bataille des Gauches de la Deuxième et de la Troisième Internationale contre ces tentatives de réviser et de liquider le marxisme cesse d'exister. Du même coup, tous les efforts ultérieurs des groupes de la Gauche communiste pour lutter pour la défense des principes prolétariens contre la pénétration de l'idéologie capitaliste sont voués à l'échec et à la récupération.

Il est vrai que le PCI, né d'un courant issu de la résistance à la dégénérescence de l'IC, présentait lui-même tous les signes d'une organisation en dégénérescence ; et Camatte n'a guère de mal à montrer que les confusions politiques du PCI ont ouvert la porte aux pratiques bourgeoises : la théorie du centralisme organique comme justification des méthodes hiérarchiques et bureaucratiques, la vision sectaire de lui-même comme seule et unique organisation politique prolétarienne le poussant à une attitude de concurrence et de dénigrement des autres courants prolétariens. En ce sens, il est vrai que l'omniprésence des comportements de bandes (y compris les formes les plus vulgaires, comme le vol et la violence contre les autres prolétaires) est devenue - notamment dans la phase de décomposition capitaliste - un réel danger pour le camp politique prolétarien existant. Mais pour Camatte, il ne peut tout simplement plus y avoir de camp prolétarien : *"toutes les formes d'organisations politiques de la classe ouvrière ont disparu. À leur place, des*

bandes s'affrontent dans une concurrence obscène, de véritables rackets rivalisant par ce qu'ils colportent mais identiques dans leur essence".

En résumé : la tentative même de s'organiser politiquement contre le capital est fatalement condamnée à reproduire le capital. Il est donc inutile de le combattre en association avec d'autres camarades. Il vaut mieux se retirer dans la pureté de sa propre pensée individuelle. En fait, se retrancher derrière son propre *ego*.

Le pire dans tout cela, c'est que Camatte cite les militants du mouvement prolétarien pour justifier cette orientation vers le suicide politique. Comme pour tous les communisateurs ultérieurs, la référence de Marx au prolétariat comme incarnation du mouvement réel vers le communisme est invoquée à juste titre, concernant l'organisation d'un mouvement de classe capable de dépasser sa phase initiale, sectaire, avec cependant des conclusions radicalement fausses pour l'époque de la "domination réelle" : *"À l'époque de Marx, le dépassement des sectes se trouvait dans l'unité du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les partis, ces groupuscules, manifestent non seulement un manque d'unité mais l'absence de lutte de classe. Ils se disputent les restes du prolétariat. Ils théorisent sur le prolétariat dans sa réalité immédiate et s'opposent à son mouvement. En ce sens, ils réalisent les exigences de stabilisation du capital. Le prolétariat, par conséquent, au*

lieu de devoir les supplanter, doit les détruire".

Ce serait peut-être vrai si, par "groupuscules", Camatte entendait les organisations de la gauche du capital que le prolétariat devra effectivement détruire. Mais, en niant la capacité des prolétaires communistes à se rassembler et à combattre l'influence de l'idéologie bourgeoise dans ses formes les plus radicales, il supprime la possibilité pour le prolétariat d'affronter et de détruire réellement la myriade de ses faux représentants, des syndicats aux organisations trotskistes ou maoïstes.

Peut-être, avec cette idée du prolétariat détruisant les obstacles sur le chemin du communisme, Camatte affiche-t-il une légère nostalgie de la lutte des classes, de l'élan originel qui l'a conduit vers le militantisme prolétarien. Mais maintenant qu'il est passé à l'idée que le prolétariat et le marxisme ont été détruits, ses références à Marx, à Luxemburg et aux précédentes poussées du prolétariat (1905, 1917, 1968) sonnent faux. Ces poussées, nous dit-il, ont laissé les groupuscules "*stupéfaits, abasourdis*" à la traîne du mouvement ; et il continue en nous rappelant que Luxemburg, se basant sur l'expérience de la grève de masse de 1905, nous offre une théorie cohérente de la créativité des masses qui réfute radicalement la théorie "léniniste" de la conscience de classe introduite dans la classe de l'extérieur (une position que Lénine lui-même a fini par rejeter).

Mais les références à ces vérités partielles ne sont là que pour les utiliser dans le cadre d'une tentative pour en dissimuler le sens essentiel : à savoir que Marx, même, s'il a vécu des moments où il était prêt à s'isoler et à limiter sa vie organisationnelle à la coopération avec quelques autres camarades, ou que Luxemburg en 1914 quand elle a vu que la Deuxième Internationale était devenue un "cadavre puant", n'ont jamais cessé de lutter pour la restauration et la renaissance de l'organisation politique prolétarienne, sur la base de leur conviction profonde dans la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, classe d'association, de solidarité et de conscience.

Ce serait une chose si la désertion de Camatte de ce combat n'était qu'une fuite individuelle, un simple aveu qu'il préfère cultiver son jardin. Mais la théorisation de cette désertion, qui s'est poursuivie pendant des décennies et qui a été continuée par la progéniture de Camatte dans le courant de la communisation, est un encouragement actif à ce que d'autres rejoignent cette fuite, laquelle a déjà fait des dégâts incalculables à la difficile lutte pour construire une organisation politique prolétarienne.

Dans la deuxième partie de cet article, nous examinerons plus en détail certains des textes clés, qui visaient à justifier la désertion de Camatte de la lutte des classes, en particulier son texte sur *Les errements de l'humanité*.

CDW

Critique des soi-disant "communisateurs" (troisième partie)

Jacques Camatte : du bordiguisme à la négation du prolétariat (2ème partie)

Dans la première partie de cet article, nous avons retracé l'évolution politique de Jacques Camatte, de l'aile bordiguiste de la Gauche communiste à l'abandon du marxisme et de la théorie de la lutte des classes, vers ce que nous appelons le "modernisme". Dans cette partie, nous examinerons de plus près cette "nouvelle" perspective, en nous concentrant en particulier sur l'un de ses articles les plus connus, « Errance de l'humanité – Conscience répressive – Communisme », qui a été publié pour la première fois dans la revue *Invariance* (série 2, numéro 3) en 1973.

Despotisme du capital

« Errance de l'humanité » commence par l'affirmation : « Lors de sa domination réelle sur la société, le capital s'est constitué en communauté matérielle, dépasse la valeur et la loi de la valeur. [...] Or, c'est du rapport salarial que dépendait originellement le capital. On a réalisé de son despotisme. » ¹

En effet, selon Camatte, le capitalisme, en "s'autonomisant", en "fuyant", a cessé d'exister, il s'est presque transformé en un nouveau mode de production. Il a « fait disparaître les classes » et l'humanité dans son ensemble est exploitée par cet étrange fantôme qu'est le capital. Camatte explique plus loin : « Au cours de son développement, le capital a toujours eu tendance à nier les classes. Ceci a été finalement réalisé grâce à la généralisation du salariat et à la formation – comme stade de transition – de ce que nous avons appelé la classe universelle, ensemble d'hommes et de femmes prolétariés, ensemble d'esclaves du capital. En fait ce dernier réalise sa pleine domination en mystifiant dans un premier temps les revendications du prolétariat classique. On a eu accession à la domination du prolétariat en tant que travailleur productif. Mais ce faisant – le capital dominant par l'entremise du travail – il y avait disparition des classes car, simultanément, le capitaliste en tant que personnage était éliminé. [...] » ² L'État

simultanément devenait la société par suite de la transformation du rapport de production, le salariat, en un rapport étatique ; dans le même temps, l'État devenait aussi une simple entreprise-racket ayant un rôle médiateur au sein des diverses bandes du capital.

La société bourgeoise a été détruite et l'on a le despotisme du capital. Les conflits de classe sont remplacés par des luttes entre bandes-organisations, autant de modalités d'être du capital. Par suite de la domination de la représentation, toute organisation qui veut s'opposer au capital est réabsorbée par lui : elle est phagocytée. »

Et cette incapacité à s'opposer au capital ne s'applique pas seulement aux organisations particulières, condamnées comme nous l'avons vu dans la première partie de cet article à devenir de simples rackets, mais à la classe ouvrière, au prolétariat lui-même : « Le prolétariat est devenu un mythe ; non dans sa réalité, [...] mais en tant qu'opérateur révolutionnaire, que classe devant libérer l'humanité entière et de ce fait dénouer les contradictions economico-sociales. »

Camatte est conscient que Marx et ses disciples ont insisté sur le fait que la classe ouvrière devait aller au-delà de la lutte pour les réformes au sein de la société capitaliste, et qu'ils plaçaient leurs espoirs dans les crises économiques qui, tôt ou tard, entraîneraient

le déclin du système. Mais Camatte affirme qu'en surmontant la valeur, le capitalisme a également surmonté la tendance à la crise : « Le moment signifiant que les forces productives ont atteint le niveau voulu pour qu'on puisse changer le mode de production, c'est donc celui de l'éclatement du capitalisme. Celui-ci dévoilerait l'étroitesse de ce dernier et son incapacité à englober de nouvelles forces productives, donc rendrait patent l'antagonisme entre ces dernières et les formes capitalistes de production. Or, nous l'avons dit le capital a opéré un échappement, a intégré les crises et a réussi à assurer une réserve sociale aux prolétaires. » Camatte suggère même que Bernstein a été l'un des premiers à saisir cette possibilité, ce qui l'a malheureusement conduit à se faire l'apologiste de « la vieille société bourgeoise que le mouvement du capital allait détruire ».

Et quelles perspectives le capital despote offre-t-il donc à l'humanité ? Camatte n'exclut pas que tout se termine par sa destruction. Comme nous l'avons souligné dans la première partie de cet article, Camatte, à la suite de Bordiga notamment, était très conscient de la tendance croissante du capital à détruire l'environnement naturel. « Certains processus de production menés sur des périodes de temps conduisent à des chocs avec les barrières naturelles : augmentation du nombre d'êtres humains, destruction de la nature, pollution. » Cependant, Camatte semble considérer que ces problèmes peuvent d'une certaine manière, comme la crise économique elle-même, être surmontés : « Mais ces barrières ne peuvent pas être théoriquement considérées comme des barrières que le capital ne peut pas supplanter. »

On peut comprendre qu'en 1973, il était moins évident que le saccage de la nature par le capital se révélerait un problème de plus en plus insurmontable pour le capitalisme – notamment

1. Article disponible sur le site archivesautonomies.org.

2. Camatte ajoute ici ce passage significatif qui montre que le choix du terme "despo-

tisme" n'est pas fortuit : « D'où une convergence avec le mode de production asiatique (MPA). Au sein de ce dernier, les classes ne purent jamais s'autonomiser ; dans le mode de production capitaliste (MPC), elles sont absorbées. »

parce que, loin de soumettre le monde à un despotisme mondial qui pourrait prendre des mesures efficaces pour contrer la destruction de la nature, la décomposition progressive du capitalisme n'a fait qu'intensifier la concurrence mortelle entre les unités nationales, obligeant chacune d'entre elles à continuer à piller toutes les ressources naturelles dont elle dispose.

L'aveuglement de Camatte sur l'incapacité du capitalisme à dépasser la concurrence brutale entre ses différentes unités est également perceptible dans le fait que « Errance... » ne dit rien de la concurrence inter-impérialiste qui, sous la forme de la rivalité entre les blocs de l'Ouest et de l'Est, laissait entrevoir très concrètement la destruction de l'humanité par la guerre nucléaire. La destruction catastrophique de l'humanité semble donc, pour Camatte, moins probable qu'une sorte de cauchemar dystopique de science-fiction. Camatte affirme que nous assistons déjà à « *la transformation de l'esprit en un ordinateur qui peut être programmé par les lois du capital* », ouvrant la voie à un avenir fondé sur « *l'obtention d'un être totalement programmable ayant perdu les caractéristiques de l'espèce Homo sapiens* ».

Ces prédictions anticipent en quelque sorte les développements technologiques des 50 dernières années : le rôle croissant des ordinateurs personnels, des téléphones portables et de l'Internet en tant que véhicules d'intoxication idéologique ; les débuts des expériences avec les micro-puces insérées dans le corps humain ; la sophistication croissante de l'intelligence artificielle qui a alarmé des penseurs sérieux comme Steven Hawking (ainsi que des gens comme Elon Musk... dont les fantasmes de milliardaire font certainement partie du problème qui le préoccupe tant ³) et les a poussés à lancer des avertissements sur la prise de contrôle, voire la destruction, de l'humanité par l'IA.

3. Musk est cosignataire d'une déclaration de 1000 "leaders de la technologie" appelant à une pause dans le développement de l'IA jusqu'à ce que l'on en sache plus sur ses conséquences, citant des « *risques profonds pour la société et l'humanité* ». Peu après, l'un des signataires, Geoffrey Hinton, a démissionné de son poste de dirigeant de Google pour se concentrer sur les risques posés par l'IA.

Certes, dans une société où le travail mort domine le travail vivant, nous voyons constamment les instruments créés par l'activité humaine devenir de plus en plus destructeurs et dangereux : la maîtrise de l'énergie atomique en est la preuve la plus évidente. Mais l'accélération actuelle de la décomposition du système, le "tourbillon" des effets (guerre, crise écologique, pandémies, etc.) que nous avons décrits ailleurs ⁴, constituent une menace beaucoup plus immédiate pour la survie de l'humanité que la robotisation complète de l'espèce. En particulier, les craintes exprimées par les "leaders technologiques" sur l'éventuelle militarisation de l'IA sont certainement réelles, mais il s'agit essentiellement d'un aspect de la folle course aux armements motivée par la compétition impérialiste et le chaos militaire croissant.

Et l'accélération actuelle de la décomposition capitaliste donne un sens très différent à l'idée que le capital "s'enfuit" – en somme, que sa folle fuite en avant l'amène au bord de la falaise, à une chute dont il ne reviendra pas. Dans la vision de Camatte, il y a la notion de capital comme une entité toute puissante qui peut se débarrasser non seulement des contradictions inhérentes aux relations marchandes, mais même des êtres humains vivants. En ce sens, elle a une certaine ressemblance avec les visions des théoriciens du complot pour qui chaque étape de la route du capital vers le chaos et l'auto-destruction est expliquée comme une nouvelle partie d'un plan d'ensemble, même si les conspirationnistes se consolent en personnalisant ce pouvoir omnipotent sous la forme de lézards extra-terrestres, d'Illuminati ou de Juifs, une histoire qui réitère à son tour une mythologie gnostique plus ancienne, selon laquelle ce monde déchu et grossièrement matériel est sous l'emprise inflexible d'une divinité créatrice malveillante, de sorte que le salut ne peut être atteint qu'à l'extérieur des limites de l'existence terrestre.

Il en va de même pour la capacité du capitalisme à absorber les crises économiques : en 1973, face aux élucubrations de Marcuse, Castoriadis ou des situationnistes, notre courant a dû argumenter avec force pour montrer

4. Voir "L'accélération de la décomposition capitaliste pose ouvertement la question de la destruction de l'humanité", dans la *Revue internationale* 169.

que le boom de l'après-guerre était bel et bien terminé et que le capitalisme entraînait dans une crise ouverte de surproduction. Camatte n'avait pas tort de noter la tendance croissante de l'État à absorber la société civile et à chercher à contenir les rivalités entre les différentes entreprises capitalistes (au moins dans les limites de la nation). Mais c'est précisément ce à quoi la Gauche communiste fait référence lorsqu'elle affirme que le capitalisme d'État est devenu une tendance universelle dans la période de déclin capitaliste et il est probablement significatif que Bordiga, à qui Camatte a emprunté un certain nombre d'idées, n'ait jamais accepté le concept de capitalisme d'État.

Pour la majorité de la Gauche communiste, cependant, il est impossible de comprendre la réponse de la bourgeoisie à sa crise historique sans utiliser le concept de capitalisme d'État. L'appareil d'État est devenu l'instrument irremplaçable pour traiter les contradictions économiques du système, mais les dernières décennies ont montré que plus la classe dirigeante recourt à des mesures étatiques pour contenir l'impact de ces contradictions, plus elle ne fait que les reporter à une date ultérieure où elles exploseront de manière encore plus dangereuse, comme avec la soi-disant "crise financière" de 2008, le produit de deux décennies ou plus de croissance alimentée par l'endettement. Il convient également de rappeler que ce sont précisément les tentatives du modèle stalinien de capitalisme d'État "d'assigner la valeur" qui ont conduit à son effondrement final.

Cela nous amène à une autre faille fondamentale de la thèse de Camatte : l'idée que le capital a surmonté la valeur.

En réalité, le capital sans valeur est une non-chose, et loin d'être une chose simplement "assignée par le capital", c'est le besoin impérieux d'accroître la valeur qui a forcé le capitalisme à occuper et à transformer en marchandise chaque aspect de l'activité humaine et chaque partie de la géographie de la terre. Le maintien de cette pulsion s'est poursuivi tout au long de ce que Camatte appelle la période de domination réelle, mais que nous considérons comme l'époque de la décadence capitaliste. Le besoin d'expansion de la valeur reste à la base de ce proces-

sus, même s'il a nécessité une intervention massive de l'État, des niveaux astronomiques d'endettement et de capital fictif, et donc une interférence systématique avec le fonctionnement de la loi de la valeur elle-même. Camatte voit cette volonté d'universalisation comme Marx, mais alors que pour Camatte le processus conduit au despotisme inattaquable du capital par le dépassement de la valeur, pour Marx cette même poussée contient les germes de la disparition du système : « Cette tendance – que le capital possède, mais qui en même temps, puisque le capital est une forme limitée de production, le contredit et donc le pousse vers la dissolution – distingue le capital de tous les modes de production antérieurs, et contient en même temps cet élément que le capital est posé comme un simple point de transition. ⁵ » Rosa Luxemburg, en particulier, a développé plus tard cette approche pour insister sur le fait que la volonté du capitalisme de parvenir à une domination totale et universelle ne pourrait jamais être réalisée, car la tentative même d'y parvenir libérerait toutes les contradictions sous-jacentes du système – économiques, sociales et politiques – ce qui le plongerait inexorablement dans une ère de catastrophe. Contre cette vision, largement confirmée à nos yeux par la trajectoire barbare du capitalisme aux XX^e et XXI^e siècles, « Errance de l'humanité... » est en partie une polémique contre la notion de décadence capitaliste, notamment telle qu'elle est défendue par Révolution Internationale, l'un des groupes qui formeront le CCI en 1975.

Déclin du mode de production capitaliste ou déclin de l'humanité ?

« Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de décadence du MPC » (« Errance de l'humanité... »).

Dans l'article « Déclin du mode de production capitaliste ou déclin de l'humanité ? » (publié dans le même numéro d'Invariance) Camatte cite un passage des Grundrisse auquel nous avons eu l'occasion de nous référer à plusieurs reprises ⁶, principalement pour montrer que la décadence du capitalisme ne doit pas être assimilée à un

arrêt de l'accumulation capitaliste ou à un arrêt complet du développement des forces productives : « *Le stade le plus élevé du développement de cette base (la floraison en laquelle elle se change tout en restant cette base, cette plante en tant que fleur ; d'où son étiolement après la floraison) est celui où elle atteint une forme qui la rend compatible avec le plus haut développement des forces productives, et par suite avec le plus riche développement des individus. Dès que ce point est atteint, la suite du développement apparaît comme un déclin, et le développement nouveau commence à partir d'une base nouvelle.* »

Mais déjà en 1972, dans un article de l'ancienne série, RI, n° 7, « Volontarisme et confusion », le même passage est utilisé pour soutenir la théorie de la décadence contre divers groupes, principalement de nature conseilliste, qui niaient le lien entre la révolution et les conditions historiques objectives – en bref, la nécessité d'une période de décadence. Mais selon Camatte, qui cite l'article de RI, « *il y a donc déclin parce que le développement des individus est bloqué. Il n'est pas possible d'utiliser cette phrase pour étayer la théorie du déclin du MPC* ». Selon Camatte, « *la suite de la digression [de Marx] confirme bien que le déclin concerne les individus* ».

L'attaque contre la théorie de la décadence occupe également une partie importante de « Errance... », surtout dans ce paragraphe : « *Ainsi cela n'a aucun sens de proclamer que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, que le mode de production capitaliste est entré en décadence. Cela reflète simplement l'incapacité où se trouvent les divers théoriciens à reconnaître l'échappement du capital et par là à comprendre le communisme, et la révolution communiste. D'autre part, on peut dire paradoxalement que Marx a expliqué, décrit la décomposition de la société bourgeoise et indiqué les conditions de développement du mode de production capitaliste, une société où les forces productives pourraient se développer librement ; car souvent ce qu'il a présenté comme devant être réalisé par le communisme, l'a été par le capital.* »

Le rejet par Camatte de la théorie de la décadence est explicitement lié au rejet du “mythe” du prolétariat et, en fin de compte, au rejet de Marx,

qui, si Camatte admet généreusement qu'il peut fournir des éléments pour comprendre l'emballement du capital, ne l'a jamais vraiment compris (ni sa “domination réelle”). « *Ainsi, l'œuvre de Marx apparaît largement comme la conscience authentique du mode de production capitaliste* » – en grande partie parce qu'il a développé une dialectique des forces productives, soutenant que « *l'émancipation humaine dépendait de leur plein essor ; la révolution communiste – donc la fin du mode de production capitaliste – devait se produire quand celui-ci ne serait plus “assez large” pour les contenir.* » Mais comme le capital s'est “autonomisé” et peut se développer sans limite, il a déjà réalisé ce que Marx présentait comme le projet du communisme.

Il n'est pas facile de s'orienter dans le labyrinthe des errances théoriques de Camatte, mais il semble dire non seulement que Marx a tort de soutenir que le conflit entre les rapports de production et les forces productives fournit la base objective de la révolution communiste – réfutant ainsi non seulement la théorie de la décadence capitaliste, dans laquelle un tel conflit revêt un caractère permanent, mais aussi l'approche générale de Marx de l'évolution historique, sur laquelle la théorie de l'ascension et de la décadence du capitalisme est fondée ⁷. Pour Camatte, le maintien des arguments de Marx exprime en fait une vision capitaliste qui voit dans le communisme une société de croissance quantitative perpétuelle d'accumulation en fait.

C'est bien sûr vrai pour la caricature stalinienne du communisme, mais c'est oublier totalement que pour Marx, le développement des forces productives sous le communisme a un tout autre sens, puisqu'il signifie avant tout l'épanouissement des possibilités créatrices de l'humanité, et non la production en spirale sans fin des choses. Camatte semble le reconnaître d'une certaine manière, puisqu'il dit que, pour Marx dans le troisième volume du Capital

5.. Grundrisse, Le Chapitre du capital. Notre traduction.

6. Par exemple dans cet article de *World Revolution* n° 389 (été 2021), “Groth as decay”

7.. En particulier, dans sa Préface à *Contribution à la critique de l'économie politique*, reproduite en annexe de notre article de la *Revue internationale* n° 134, « Quelle méthode scientifique pour comprendre l'ordre social existant, les conditions et moyens de son dépassement », qui soutient que la Préface de Marx fournit le fondement méthodologique de l'idée de l'ascension et du déclin des modes de production successifs depuis la dissolution du communisme primitif.

et dans la Critique du Programme de Gotha, « la discontinuité [entre capitalisme et communisme] réside dans l'inversion du but de la production [...] qui ne doit plus être la richesse mais l'homme lui-même ». Mais en même temps, Camatte insiste sur le fait que Marx n'a pas vraiment vu de discontinuité car il plaide pour une phase de transition, la phase de la dictature du prolétariat, qui est « [une période] de réformes, dont les plus importantes sont la réduction de la journée de travail et l'utilisation du bon de travail ». C'est là, selon Camatte, que l'on voit « le réformisme révolutionnaire de Marx dans sa plus vaste amplitude ».

On peut aussi voir dans l'œuvre de Camatte la conscience authentique du point de vue primitiviste qui considère que le développement de la technologie (étroitement identifié au concept de développement des forces productives) est la véritable cause des maux de l'humanité et qu'il vaudrait mieux revenir au communisme des chasseurs-cueilleurs. Camatte nie que son communisme soit un simple retour au passé, au « nomadisme tel qu'il pouvait être pratiqué par nos lointains ancêtres cueilleurs », mais ce n'est pas un hasard si les primitivistes à part entière, comme le groupe autour de Fifth Estate aux États-Unis, ont été si impressionnés par les théories de Camatte.

Qui est le réformiste ?

Mais Camatte continue à parler de la nécessité de la révolution communiste. Puisque « on ne peut plus soutenir qu'il y a une classe qui représente l'humanité future », puisque le projet prolétarien n'est qu'un programme de réforme du capital, qui fera la révolution ? Elle apparaît parfois comme l'œuvre de l'humanité tout entière, puisque l'humanité en tant que telle est exploitée dans la période de domination réelle : « menacés dans leur existence purement biologique, les êtres humains commencent à se dresser contre le capital ». Mais si l'humanité elle-même est en déclin, d'où viendra le mouvement vers le communisme ?

Il y a beaucoup de choses que nous pouvons accepter dans la description que Camatte fait du communisme dans « Errance... », principalement parce que nous y avons déjà vu le travail de Marx et d'autres marxistes : son lien dialectique avec la Gemeinwesen du passé, la commu-

nauté humaine archaïque que Marx a étudiée intensément dans ses dernières années ⁸ ; sa définition sociale générale : « le communisme met fin aux castes, aux classes et à la division du travail » ; le rapport qu'il rétablit entre l'humanité et le reste de la nature : « il n'est pas domination de la nature réconciliation avec elle, ce qui suppose aussi qu'elle soit régénérée ». Et – ce qui semble en contradiction avec son affirmation que le communisme n'est pas un nouveau mode de production – « Dans le communisme les êtres humains ne peuvent pas non plus être définis comme simples usagers [...] ils sont créateurs, producteurs, usagers ; le procès total est reconstitué à un niveau supérieur et ceci vaut pour tout être individuel ». En d'autres termes, le communisme signifie que les êtres humains produisent ce dont ils ont besoin et ce qu'ils désirent d'une manière qualitativement nouvelle, et pour cette raison même, il ne cesse pas de représenter un « mode de production ». Camatte a également raison d'insister sur le fait que « la lutte contre cette réduction de l'ampleur de la révolution est déjà une lutte révolutionnaire », puisque la révolution prolétarienne, comme Marx l'a souligné dès le début, est la base non seulement de l'abolition de l'exploitation capitaliste, mais aussi du dépassement de toutes les autres oppressions, répressions et divisions qui tiennent l'humanité en échec, de sorte que le communisme sera le point de départ du plein épanouissement du potentiel humain, un potentiel que nous n'avons vu jusqu'à présent qu'à l'état d'esquisses.

Mais à moins de voir un « mouvement réel » dans cette société contre la domination du capital – que les marxistes considèrent comme le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation – les descriptions du communisme futur retombent dans l'utopie, comme Bordiga l'a fait remarquer un jour. Et quand on regarde d'un peu plus près ce que Camatte perçoit comme les signes d'un mouvement réel à l'intérieur de l'ordre existant, on voit émerger un véritable « réformisme ».

Certes, il affirme dans « Errance... »

8.. Voir cet article de notre série sur le communisme, « Marx de la maturité : communisme du passé, communisme de l'avenir », dans la Revue internationale 81.

que « on ne peut réaliser cet objectif ni en constituant des communautés qui, toujours isolées, ne font jamais obstacle au capital – celui-ci peut même facilement les englober en tant que possibles [...] – ni en cultivant son être individuel en lequel on trouverait finalement le vrai homme ». Et pourtant, ailleurs, en particulier dans le titre provocateur « Ce monde qu'il faut quitter » ⁹, qui suggère déjà la possibilité d'une sorte de vol magique hors de la civilisation actuelle, il exprime un vif intérêt pour les possibilités que les communes végétariennes, les régionalistes et... les anti-vaccins puissent former une sorte d'avant-garde de la résistance contre le capital. Et plus récemment, dans l'interview du Cercle Marx mentionnée dans la première partie de cet article ¹⁰, il exprime un réel intérêt pour les Gilets jaunes :

« JC : À vrai dire, je sais très peu de choses sur le mouvement des gilets jaunes. Je ne l'ai pas étudié. Mais ce qui m'a semblé important au début, c'est le fait de refuser totalement le monde tel qu'il est. Et c'est le besoin de reconnaissance, et c'est assez extraordinaire, le fait qu'on mette un gilet jaune qui rende visible, et qu'ils aillent sur les ronds-points montre le problème d'être vu. Mais il ne peut pas s'ouvrir sur autre chose, il se maintient en opposition aux autres. »

Tout sauf la lutte des classes ! Le résultat de la tentative de Camatte d'aller au-delà de la pauvre vieille lutte de la classe ouvrière et de découvrir la véritable révolte de l'humanité se révèle être une véritable régression vers des formes de lutte qui au mieux dissolvent la classe ouvrière dans le « peuple » et au pire – comme les anti-vaccins d'aujourd'hui – ont été récupérées par l'extrême droite du capital (d'où peut-être sa volonté de s'engager avec les partisans douteux de l'alliance rouge-brune du Cercle Marx).

Mais ce qui trahit le plus clairement cette perspective non révolutionnaire, voire explicitement anti-révolutionnaire, c'est lorsque, à la fin de « Ce monde qu'il faut quitter », il met en garde contre l'idée de renverser le capital par un assaut frontal : « Il faut envisager une dynamique nouvelle, car le

9. Invariance n° 5, 4^{ème} trimestre 1974.

10. Interview with Jacques Camatte (2019) (libcom.org)

MPC ¹¹ ne disparaîtra pas à la suite d'une lutte frontale des hommes contre leur oppresseur actuel, mais par un immense abandon qui implique le rejet d'une voie empruntée désormais depuis des millénaires » – un argument encore plus avancé dans l'interview lorsqu'il avertit :

« CM : Pensez-vous d'une certaine manière que le capital est devenu une totalité qui n'a plus d'extérieur, qui n'a plus de dehors, et que par rapport à cette totalité la lutte des classes n'est plus qu'un phénomène interne au capital, que la véritable opposition pour vous devient celle entre l'humanité et le capital. La véritable opposition décisive n'est plus entre les classes ? »

JC : Oui, et maintenant je vais même plus loin, dans le sens où on ne peut pas poser une opposition entre l'homme et le capital parce que quand on est dans cette dynamique, on est encore dans la dynamique de l'inimitié, et s'opposer à quelque chose, c'est la renforcer... Mais j'ai vu que maintenant nous ne pouvons plus lutter contre le capital. Non pas parce que le capital est trop

fort, mais parce qu'il continue à vivre.

CM : La lutte contre le capital finit inévitablement par le renforcer.

JC : Absolument.

CM : Vous dites donc qu'il faut irrémédiablement quitter ce monde. Si le monde est le lieu de tous les lieux, si le monde est désormais évidemment celui du capital devenu totalité, comment quitter ce monde ? Pensez-vous avoir quitté ce monde ?

JC : Oui. On ne peut pas quitter ce monde matériellement, mais on le quitte dans la mesure où on n'en accepte plus les données. Mais nous sommes obligés de vivre. Mais par exemple, je vis ici, je ne vote pas, ça fait 27 ans que je ne suis pas allé voter, mais je suis en bons termes avec le maire. Que ce soit lui et pas un autre, c'est pareil. C'est ce monde-là. Et je vis en dehors, autant que je peux, parce qu'il est évident que je suis pris par les impôts, par ceci, par cela. Donc par toute ma réflexion, par tout mon comportement, je n'ai pas l'impression de reproduire cette société. Mais encore plus qu'avant, avec le processus d'inversion, je passe à autre chose. »

En fait, cette idée d'une "issue" individuelle est déjà théorisée dans « Errance... », précisément dans le passage qui précède son refus apparent d'atteindre le communisme en créant

des communautés anticapitalistes ou en cultivant son propre être individuel : « Nous sommes tous esclaves du capital. On commence à se libérer à partir du moment où l'on refuse de se percevoir selon les catégories de ce dernier, c'est-à-dire en tant que prolétaire, homme des nouvelles classes moyennes, capitaliste, etc., car cela entraîne que nous percevions l'autre – dans son mouvement de libération – non plus selon ces mêmes catégories. Dès lors, le mouvement de reconnaissance des êtres humains peut commencer. »

En résumé : avant de changer le monde, il faut se changer soi-même. Cette vision individualiste et idéaliste est parfaitement compatible avec la notion de disparition de la classe ouvrière qui a atteint son paroxysme dans la phase de décomposition capitaliste. Et, selon Camatte, le début de la libération n'est pas pour les travailleurs de se reconnaître comme faisant partie d'une classe antagoniste au capital, de retrouver leur identité de classe, mais exactement l'inverse : rejoindre la grande dissolution dans laquelle les classes n'ont pas de substance et où la lutte des classes ne fait que refléter notre asservissement aux catégories du capital.

CDW

11.. MPC : « Cette abréviation signifie Mode de Production Capitaliste, qu'Invariance n'explicite jamais. Cela rappelle les anciens Hébreux qui montraient une réticence similaire à nommer leur créateur » (« Modernisme : du gauchisme au néant », *Révolution internationale*, nouvelle série, n° 3).

Post-scriptum : Encore une fois sur les errances de Bérard

Comme nous l'avons montré dans un précédent article de cette série ¹², l'influence du modernisme dans le mouvement révolutionnaire renaissant du début des années 70 s'est également fait sentir dans le "pré-CCI" par le biais de la "tendance Bérard". Nous avons rappelé que cette influence s'est exprimée à la fois dans le rejet de la lutte des travailleurs pour des revendications immédiates et, au niveau organisationnel, par une opposition aux premières tentatives de centralisation du groupe Révolution internationale au niveau national. Lors d'une réunion du groupe en 1973, centrée sur la nécessité d'élire une commission centralisatrice, Bérard

a averti que cette initiative conduirait à un Comité central de type trotskiste ou stalinien, à une force de bureaucratie. Le camarade Marc Chirik a répliqué par un avertissement à Bérard : que lui et sa tendance allaient dans la direction de Barrot et Camatte, et donc vers l'abandon non seulement de l'organisation révolutionnaire mais aussi de la classe révolutionnaire. Bérard rejeta cet avertissement avec indignation.

Peu de temps après, "Une Tendance Communiste" s'est placée en dehors du cadre de l'organisation en publiant sa brochure *La Révolution sera communiste ou ne sera pas*, la seule et unique expression publique de ce groupe éphémère. On y trouve une section intitulée « Pourquoi Invariance n'est plus révolutionnaire » qui, tout en reconnaissant qu'Invariance des débuts avait apporté quelques contributions fruc-

tueuses (par exemple sur la question de la domination formelle/réelle), entre dans le domaine de l'idéologie avec sa vision d'une révolution faite par "l'humanité", conséquence de son idée que le capital est devenu une "communauté matérielle" :

« D'où l'incapacité de saisir les véritables contradictions de la période de crise historique (tendance exacerbée à la domination réelle du capital se heurtant aux limites de l'échange, tendance à la prolétarianisation de l'humanité contrecarrée par l'incapacité du rapport salarial à intégrer les sans-réserves). Le capital devient abstraitement "unifié", complètement abstrait et se dépasse lui-même dans la communauté matérielle. [...] L'absurdité d'un combat de "l'humanité" contre le "capital" vient de ce qu'on présuppose évidemment que l'humanité existe déjà

12. Critique des soi-disant "communisateurs" (II) - Du gauchisme au modernisme : les mésaventures de la "tendance Bérard". *Revue internationale* 169.

– et nous voilà en pleine vision la vision réformiste a-classiste. »

Et le texte critique aussi l'idée accompagnatrice de Camatte selon laquelle toute tentative d'organisation des minorités communistes ne peut conduire qu'à un nouveau racket.

Il se trouve qu'à ce moment-là, Bérard était plus influencé par Barrot/Dauvé¹³ que par Camatte, ce qui lui a permis de conserver des références au

13. Nous reviendrons sur les principales idées de Barrot/Dauvé dans un autre article.

prolétariat en tant que sujet de la révolution. Il s'agit en fait d'une sorte de mi-chemin entre la position de la Gauche communiste qu'il abandonne – en bref, l'insistance de Marx sur la nécessité pour la classe ouvrière d'affirmer son autonomie dans la lutte contre l'exploitation capitaliste, et d'exercer sa dictature pendant la période de transition vers le communisme – et l'abandon pur et simple du prolétariat par Camatte. Comme nous l'avons montré dans l'article sur la tendance Bérard, cette position centriste était basée sur la théorie pseudo-dialectique d'une affirmation/

négaration simultanée du prolétariat.

Beaucoup de communisants d'aujourd'hui sont encore des résidents de cette maison à mi-chemin, mais l'attraction vers la négation pure et simple de la lutte des classes de Camatte est très forte dans le milieu moderniste. Dans le cas de Bérard, son abandon ultérieur – et très rapide – de la politique de la Gauche communiste, de toute activité organisée, et son évolution vers une sorte de primitivisme, ont pleinement confirmé la prédiction de notre camarade Marc.

Résolution sur la situation internationale (suite de la page 8)

frontement de classe pouvait être analysé en termes de "cours historique", comme l'avait fait la Gauche italienne en exil (Bilan) dans les années 1930, face à la guerre de 1936 en Espagne et à la Seconde Guerre mondiale : soit un cours vers la défaite du prolétariat et la guerre mondiale, soit un cours vers les affrontements décisifs et la perspective révolutionnaire.

Dans la période actuelle d'aggravation chaotique des conflits impérialistes selon la tendance du "chacun

pour soi", la non-défaite du prolétariat n'empêche pas la prolifération d'affrontements guerriers qui, s'ils concernent pour l'instant les pays où le prolétariat est plus faible, comme en Russie/Ukraine ou au Moyen-Orient, n'excluent pas la possibilité que certains des pays centraux se lancent dans des aventures guerrières.

Ainsi, si dans les années 1960-90 le temps a joué en faveur du prolétariat, qui a pu mûrir les leçons de ses échecs et hésitations pour préparer de

nouveaux assauts dans sa lutte contre le capitalisme, depuis lors, comme nous l'écrivions dans les "Thèses sur la décomposition" en 1990, la période de décomposition a bel et bien créé une course contre la montre pour la classe ouvrière ; ainsi, les organisations révolutionnaires doivent intervenir aussi pour faire avancer le développement de la conscience à ce sujet dans la classe ouvrière.

2 / 12 / 2023

Appel de la Gauche communiste (suite de la page 11)

tionnaires générales, est bien plus important. Et une déclaration commune sur cette question ne signifie pas que les autres différences sont oubliées. Au contraire, les Bulletins de discussion montrent qu'un forum de discussion est possible et nécessaire.

Un autre argument était qu'une influence plus pratique de la perspective internationaliste dans la classe ouvrière, plus large qu'un simple appel limité à la gauche communiste, était nécessaire. Bien sûr, toutes les organisations communistes militantes internationalistes veulent avoir plus d'influence sur la classe ouvrière. Mais si les organisations internationalistes de

la Gauche Communiste ne sont même pas capables d'agir pratiquement ensemble sur leur principe fondamental dans les moments cruciaux du conflit impérialiste, comment peuvent-elles espérer être prises au sérieux par des sections plus larges du prolétariat ?¹

L'actuel conflit israélo-palestinien, plus dangereux et volatile que tous les précédents, survenant moins de deux ans après la résurgence de la guerre

1. Pour un débat approfondi sur ces arguments, voir "La Gauche communiste sur la guerre en Ukraine" sur notre site (ICConline - années 2020 - ICConline - 2022 » ICConline - septembre 2022)

impérialiste en Ukraine, et parallèlement à de nombreuses autres conflits impérialistes récemment ravivés (Serbie/Kosovo, Azerbaïdjan/Arménie, et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine à propos de Taïwan), signifient qu'une déclaration internationaliste commune est encore plus urgente qu'auparavant.

C'est pourquoi nous demandons directement et publiquement aux groupes suivants de manifester leur volonté de cosigner la déclaration contre la guerre impérialiste reproduite ci-dessus, qui pourra ensuite, si nécessaire, être amendée ou reformulée en fonction de son objectif internationaliste commun.

À : Tendance communiste internationaliste ; PCI (Programma Comunista) ; PCI (Il Partito Comunista) ; PCI (Le Prolétaire, Il Comunista) ; Istituto Onorato Damen.

D'autres groupes qui ne sont pas issus de la Gauche Communiste mais qui sont d'accord avec les positions internationalistes défendues dans cet appel peuvent communiquer leur soutien à cet appel et le distribuer.

Spirale d'atrocités au Moyen-Orient.... (suite de la page 22)

n'est pas pour « préserver la paix dans le monde », c'est pour mieux concentrer ses efforts et ses forces militaires en direction de son rival chinois dans le Pacifique, comme face à l'encombrant allié russe de Pékin en Ukraine. Il n'y a donc rien à espérer de la « paix » sous la fêrle du capitalisme, pas plus qu'après la victoire de tel ou tel camp. La bourgeoisie n'a pas de solution à la guerre !

La solution ne viendra pas des prolétaires de Gaza, écrasés sous les bombes ou de ceux d'Israël, atterrés par les massacres barbares du Hamas et entraînés dans les campagnes chauvines, tout comme c'est le cas des prolétaires d'Ukraine ou de Russie. Elle ne peut venir que de la classe ouvrière internationale, dans le rejet de l'austérité et des sacrifices que le développement des secousses économiques et du militarisme entraîne.

A travers la série inédite de luttes dans de nombreux pays, au Royaume-Uni avec une année de mobilisations, en France contre la réforme des retraites, aux États-Unis contre l'inflation notamment, au Canada, en Scandinavie ou au Bangladesh récemment, la classe ouvrière montre qu'elle est capable de se battre, si ce n'est contre la guerre et le militarisme eux-mêmes,

du moins contre les conséquences économiques de la guerre, contre les sacrifices exigés par la bourgeoisie pour alimenter son économie de guerre. C'est une étape fondamentale dans le développement de la combativité et, à terme, de la conscience de classe. La guerre au Moyen-Orient, avec l'approfondissement de la crise et les besoins supplémentaires en armements qu'elle va engendrer aux quatre coins de la planète, ne fera qu'accroître les conditions objectives de cette rupture avec les décennies passées dans les réactions du prolétariat¹¹.

La classe ouvrière n'est pas morte ! À travers ses luttes, le prolétariat se confronte aussi à ce qu'est la véritable solidarité de classe. Or, face à la guerre, la solidarité des ouvriers ne va ni aux Palestiniens, ni aux Israéliens. Elle va aux ouvriers de Palestine et d'Israël, comme elle va aux ouvriers du monde entier. La solidarité avec les victimes des massacres, ce n'est certainement pas entretenir les mystifications nationalistes qui ont conduit

11. Pour développer la réflexion sur la réalité de la rupture qui s'opère actuellement au sein de la classe ouvrière, lire le « Rapport sur la lutte de classe pour le 25^e congrès du CCI », *Revue internationale* n°170, 2023.

des ouvriers à se placer derrière une clique bourgeoise. La solidarité ouvrière passe avant tout par le développement du combat contre le système capitaliste, responsable de toutes les guerres. La Gauche Communiste l'affirmait déjà clairement dans les années 1930 : « Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question « palestinienne », mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste »¹². La lutte révolutionnaire ne peut surgir d'un claquement de doigts. Elle ne découlera certainement pas de l'adhésion aux camps nationalistes ou impérialistes prônés par la bourgeoisie ; elle ne peut, aujourd'hui, que passer par le développement des luttes ouvrières, contre les attaques économiques de plus en plus dures que lui assène la bourgeoisie. Les luttes d'aujourd'hui préparent la révolution de demain !

07.01.2024 / R. Havanais

12. « Le conflit Juifs/ Arabes : la position des internationalistes dans les années 1930 » (reprise de *Bilan* n° 30 et 31, 1936), *Revue internationale* n°110, 2002.

Massacres et guerres en Israël.... (suite de la page 10)

secteurs de la santé et de l'automobile aux États-Unis ces dernières semaines. Cette dynamique internationale marque le retour historique de la combativité ouvrière, le refus grandissant d'accepter la dégradation permanente des conditions de vie et de travail, la tendance à se solidariser entre les secteurs et entre les générations en tant que travailleurs en lutte. À l'avenir, les mouvements devront faire le lien entre la crise économique et la guerre, entre les sacrifices demandés et le dévelop-

pement des budgets et politiques d'armement, entre tous les fléaux que porte en lui ce capitalisme mondial obsolète, entre les crises économique, guerrière et climatique qui se nourrissent les unes les autres.

Contre le nationalisme, contre les guerres dans lesquelles veulent nous entraîner nos exploités, les vieux mots d'ordre du mouvement ouvrier qui figuraient dans le *Manifeste communiste* de 1848 sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité :

Les prolétaires

n'ont pas de patrie !

**Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous ! »**

**Pour le développement de la
lutte de classe
du prolétariat international !**

Courant Communiste International,
7 novembre 2023

Après la rupture dans la lutte de classe.... (suite de la page 45)

sition », Revue Internationale 64, 1991)

Là encore, nous voyons à quel point la capacité du prolétariat à politiser ses luttes sera la clef de l'avenir.

Irrationalité populiste versus conscience révolutionnaire

L'aggravation de la décomposition va poser sur le chemin de la classe ouvrière vers la révolution toute une série d'embûches. À la fragmentation sociale, à la guerre et au chaos, on peut encore ajouter l'épanouissement du populisme.

En Argentine, Javier Milei vient d'être élu président. La 23^{ème} puissance mondiale se retrouve avec à la tête de son État un homme qui défend que la terre est plate ! C'est une tronçonneuse à la main, en marche, qu'il tient ses meetings. Bref, il ferait passer Trump pour un homme de science. Au-delà de l'anecdote, cela montre à quel point la décomposition avance et engloutit dans son irrationalité et sa pourriture des parties de plus en plus larges de la classe dominante :

- Aux États-Unis, Trump est favori pour les prochaines présidentielles.

- En France, pour la première fois, la possibilité de l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir devient crédible, et même hautement probable.

- L'Italie a à sa tête le gouvernement Meloni.

- En Hollande, la victoire de Geert Wilde, islamophobe revendiqué et souverainiste assumé, a été une surprise

pour tous les spécialistes.

- En Allemagne, le populisme se renforce aussi, se nourrissant surtout d'un discours de haine face aux vagues massives de réfugiés.

Jusqu'à présent, toute cette putréfaction n'a pas empêché la classe ouvrière de développer ses luttes et sa conscience. Mais nous devons garder l'esprit et les yeux grands ouverts pour suivre l'évolution et parvenir à évaluer le poids du populisme sur la pensée rationnelle que doit développer le prolétariat pour mener à bien son projet révolutionnaire.

Ce pas décisif de la politisation des luttes a manqué dans les années 1980. Aujourd'hui, c'est dans le contexte terriblement plus difficile de la décomposition que le prolétariat doit parvenir à le réaliser, sans quoi le capitalisme emportera toute l'humanité dans la barbarie, le chaos et, *in fine*, la mort.

L'issue victorieuse d'une révolution est possible. Il n'y a pas que la décomposition qui progresse, les conditions objectives permettant la révolution aussi : une crise économique mondiale de plus en plus dévastatrice qui pousse vers la lutte ; une classe ouvrière toujours plus nombreuse, concentrée et liée à l'échelle internationale ; une expérience ouvrière historique qui s'accumule.

L'enfoncement dans la décadence révèle toujours plus la nécessité de la révolution mondiale !

Pour y parvenir, les efforts actuels

de notre classe devront se poursuivre, en particulier la réappropriation des leçons du passé (les vagues de luttes des années 1970-80, la vague révolutionnaire des années 1910-20). La génération actuelle qui se dresse appartient à toute une chaîne qui nous relie aux premières luttes, aux premiers combats de notre classe depuis les années 1830 !

Il faudra aussi, à terme, parvenir à briser le grand mensonge qui pèse tant depuis la contre-révolution selon le quel stalinisme = communisme.

Avec tout ce processus, se joue la question de la confiance dans la force organisée du prolétariat, dans la perspective et donc dans la possibilité de la révolution... C'est dans le feu des luttes à venir, dans le combat politique contre le sabotage syndical, contre les pièges sophistiqués des grandes démocraties, en parvenant à se regrouper en assemblées, en comités, en cercles pour débattre et décider, que notre classe fera tout cet apprentissage nécessaire. Car, comme l'écrivait Rosa Luxemburg dans une lettre à Mehring : « *Le socialisme n'est pas, précisément, un problème de couteau et de fourchette, mais un mouvement de culture, une grande et puissante conception du monde.* » (Rosa Luxemburg, lettre à Franz Mehring).

Oui, ce chemin sera difficile, accidenté et incertain, mais il n'y en a pas d'autre.

Gracchus, janvier 2024

SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
ABONNEMENTS COUPLÉS					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
ABONNEMENTS DIFFUSEURS					
	France	Belgique			
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)	0,65 par n° supplémentaire			
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)	2,50 par n° supplémentaire			
ABONNEMENTS DE SOUTIEN					
	France	Belgique			
Internationalisme OU Revue Internationale		24,80			
Internationalisme ET Revue Internationale		50,00			
Paiement en France	Revue Internationale BP 30605 31006 Toulouse Cedex 6 France				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire
du mouvement révolutionnaire"

LA Gauche communiste D'ITALIE

LA GAUCHE HOLLANDAISE

LA Gauche communiste DE FRANCE

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi:
France €1,5 / Etranger €3).

La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

Organisation communiste et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

L'État dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(€3 + €1,5 / €3)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

Les élections: un piège pour la classe ouvrière (€2 + €1,5 / €3)

Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

N° 164 Premier semestre 2020

23ème Congrès du CCI

Les responsabilités des révolutionnaires dans la période actuelle

Les différentes facettes de la tâche comme Fraction

Résolution sur la situation internationale :

Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie, crise économique

Rapport sur l'impact de la décomposition

sur la vie politique de la bourgeoisie

Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)

Résolution sur le rapport de force entre les classes

Rapport sur la lutte de classe

Formation, perte et reconquête

de l'identité de classe prolétarienne

Rapport sur la question du cours historique

N° 165 Deuxième semestre 2020

Présentation de la Revue

La pandémie Covid

et la période de décomposition du capitalisme

Toutes les pandémies du passé

étaient le produit de sociétés décadentes, celle de Covid-19 ne fait pas exception

La crise économique - Introduction

Rapport sur la crise économique

N° 166 Premier semestre 2021

La pandémie de COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial

La prise en charge de la Santé dans la Russie des soviets

Pandémie de COVID-19 : Barbarie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale

Les États-Unis et le capitalisme mondial

engagés sur une voie sans issue

100 ans après la fondation de l'IC, quelles leçons pour les combats du futur ? (3e partie)

Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme

Bordiga et la grande ville

La difficile évolution du milieu politique prolétarien depuis Mai 68 (2ème partie)

N° 167 Deuxième semestre 2021

24e congrès du CCI

Comprendre la situation historique et préparer l'avenir

Résolution sur la situation internationale

Pandémie et

développement de la décomposition

Rapport sur la lutte de classe internationale

Rapport sur la crise économique

Rapport sur les tensions impérialistes

N° 170 Deuxième semestre 2021

N° 168 Premier semestre 2022

Guerre en Ukraine

Un pas de géant dans la barbarie et le chaos généralisés

Rapport sur les tensions impérialistes (mai 2022)

Signification et impact de la guerre en Ukraine

Déclaration commune de groupes

de la Gauche communiste internationale

sur la guerre en Ukraine

Le capitalisme c'est la guerre, guerre au capitalisme ! (Tract international)

Comment le prolétariat peut-il renverser le capitalisme ?

Militarisme et décomposition

Actualisation du texte d'orientation de 1990

100 ans après la fondation de l'IC

Quelles leçons pour les combats du futur ? (4e partie)

Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire

Marc Chirik et l'État de la période de transition

25e congrès du CCI

Révolution communiste ou destruction de l'humanité La responsabilité cruciale des organisations révolutionnaires

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la décomposition

Rapport sur la lutte de classe

Rapport sur les tensions impérialistes

Rapport sur la crise économique

NOS POSITIONS

● Depuis la 1^{re} guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de *"socialistes"* ou *"communistes"*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'*"indépendance nationale"*, de *"droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *"démocratie"*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *"ouvriers"*, *"socialistes"*, *"communistes"* (les ex-*"communistes"* aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques

de *"front populaire"*, *"front anti-fasciste"* ou *"front unique"*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *"officielles"* ou *"de base"*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale: le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni *"auto-gestion"*, ni *"nationalisation"* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*"organiser la classe ouvrière"*, ni de *"prendre le pouvoir"* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes
en fonction du pays*

Espagne, France, Brésil, Vénézuëla

Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Mexico, Pérou, Equateur

Apartado Postal 15-024,
C.P 02600,
Distrito Federal, Mexico, Mexique

Belgique, Hollande

PB 102, 2018 Antwerpen (Cen-
traal Station) Belgique-België

Grande-Bretagne, Australie, États-Unis

BM Box 869,
LONDON WC1 N 3 XX
Grande-Bretagne

Inde, Philippines

POB 25, NIT, Faridabad, 121001,
Haryana, Inde

Italie

CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

Allemagne, Suisse, Suède,

Internationale Revue
Postfach 2124
CH-8021 Zurich, Suisse